

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017



Renseignements généraux

Justice
Québec 

Avril 2016
Document préparé par
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none">LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS.</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2015-2016 :</p> <p>A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>B. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	8
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2015-2016, ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	10
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	14

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	18
G.6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES CONCERNÉES.</p>	20
G.7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2015-2016, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2015-2016, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	22
G.8	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	67

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.9	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION</p>	68
G.10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	71
G.11	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2015-2016 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	72
G.12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p>	73
G.13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p>	79

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D’ALCOOL ET DE FÊTES; J. L’ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : I. A. AU QUÉBEC II. B. À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	
G.14	SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS; B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES); C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS; D. LES COÛTS D’ACQUISITION DES APPAREILS; E. LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS; F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; G. LES NOMS DES FOURNISSEURS; H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES; I. LES ORDINATEURS PORTABLES; J. LE NOMBRE D’ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS; K. LE COÛT DES FRAIS D’ITINÉRANCE; L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S’IL Y A LIEU.	80
G.15	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L’ÉDUCATION) : A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS. B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS. C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL. D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI. E. LE NOMBRE D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL. F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL. G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI. H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE. I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. J. L’ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS). K. L’ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR. L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE. M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS). N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES. O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES. P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.	82

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.16	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES.</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	145
G.17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	148
G.18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR <u>LE DÉTAIL</u> ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2015-2016, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :</p> <p>A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	162
G.19	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2015-2016;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015 ET 2015-2016;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	163
G.20	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2015-2016 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	164
G.21	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p>	168

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
	D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE; E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.	
G.22	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : A. LE POSTE INITIAL; B. LE SALAIRE; C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ; E. LES PRÉVISIONS 2016-2017.	169
G.23	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PRÉVISIONS 2016-2017; C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.	170
G.24	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE LA PERSONNE; B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME; C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT; D. L'ASSIGNATION INITIALE; E. L'ASSIGNATION ACTUELLE; F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.	171
G.25	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2015-2016, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.	172
G.26	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	180
G.27	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	181
G.28	NOMINATIONS, POUR 2015-2016, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE : A. LA LISTE; B. LE NOM DE LA PERSONNE; C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES; D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT; E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ; F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES; G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.	188

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.29	POUR 2015-2016, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.	189
G.30	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2014-2015 ET 2015-2016 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	190
G.31	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2015-2016 : A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; C. LE NOMBRE DE RENCONTRES; D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; E. L'OBJET; F. LES DATES.	191
G.32	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	192
G.33	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2015-2016 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	193
G.34	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS <u>ET REPORTÉS</u> POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	194
G.35	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017.	195
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017.	196
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 ET 2017-2018, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	197
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	201
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	202
G.40	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	203
G.41	POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	204

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.42	POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS;	205
G.43	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.	206
G.44	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	211
G.45	COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2016-2017. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2015-2016, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	212
G.46	LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.	213
G.47	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	214
G.48	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD POUR 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.	215
G.49	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.	216
G.50	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	217
G.51	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	218
G.52	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	219
G.53	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.	220
G.54	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉS EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	221
G.55	<p>PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISME PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.</p> <p>FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;</p> <p>F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	222
G.56	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	223

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.57	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :</p> <p>A. LA MASSE SALARIALE;</p> <p>B. DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.</p>	225
G.58	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.</p>	226
G.59	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :</p> <p>A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;</p> <p>B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;</p> <p>C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;</p> <p>D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.</p> <p>FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.</p>	227
G.60	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2015-2016 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.</p>	228
G.61	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2014-2015 ET 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	229
G.62	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;</p> <p>B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;</p> <p>C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	230

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D’HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - a. LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - b. LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D’EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

MINISTÈRE

VOYAGE		Coût
HÉLÈNE MATHIEU (AVOCATE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE (FPT) DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 9 AU 12 JUIN 2015, WINNIPEG (MANITOBA).		1 750,82 \$
HÉLÈNE MATHIEU, CHRISTIAN VEILLETTE ET PATRICK GINGRAS (AVOCATS), PARTICIPER AUX GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT), DU 27 AVRIL AU 1ER MAI 2015, OTTAWA (ONTARIO).		3 178,76 \$
ISABELLE LEMIEUX (CONSEILLÈRE POLITIQUE), PARTICIPER À UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE, PROVINCIALE, TERRITORIALE DE LA CONDITION FÉMININE, DU 17 AU 19 JUIN 2015, WINNIPEG (MANITOBA).		1 464,85 \$
FÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À TITRE DE REPRÉSENTANTE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC À LA RÉUNION ANNUELLE DE LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS DU CANADA, POUR LES SECTIONS CIVILE ET CRIMINELLE, DU 9 AU 13 AOÛT 2015, YELLOWKNIFE (TERRITOIRES-DU-NORD-OUEST).		2 653,12 \$
FÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À LA 77E RÉUNION DU GROUPE CONSULTATIF SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ, DU 16 AU 18 JUIN 2015, OTTAWA (ONTARIO). LES DÉPENSES INHÉRENTES À CE DÉPLACEMENT SONT DÉFRAYÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA.		0,00 \$
SARAH JUNEAU (AGENTE DE RECHERCHE), PARTICIPER AU GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FPT SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP), DU 7 AU 9 JUIN 2015, WINNIPEG (MANITOBA).		1 563,16 \$
HÉLÈNE MATHIEU ET CHRISTIAN VEILLETTE (AVOCATS), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DU CCHF (JUSTICE PÉNALE) ET GROUPES DE TRAVAIL, DU 1 AU 6 NOVEMBRE 2015, FRÉDÉRICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK).		3 330,95 \$
FRANCE RÉMILLARD (ATTACHÉE D'ADMINISTRATION), RENCONTRE DES AUTORITÉS CENTRALES DU CANADA POUR LA CONVENTION SUR L'ENLÈVEMENT D'ENFANTS, DU 1 AU 4 FÉVRIER 2016, TORONTO (ONTARIO). LES DÉPENSES INHÉRENTES À CE DÉPLACEMENT SONT DÉFRAYÉES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.		0,00 \$
JULIEN BERNARD (AVOCAT), PARTICIPER À LA RENCONTRE NATIONALE DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA CONFISCATION CIVILE, DU 2 AU 4 DÉCEMBRE 2015, WINNIPEG (MANITOBA) FRAIS ASSUMÉS PAR LE BUREAU DE CONFISCATION CIVILE DU MANITOBA.		0,00 \$
HUBERT NOREAU-SIMPSON (AVOCAT), PARTICIPER AUX ÉCHANGES TRIPARTITES QUÉBEC-CANADA-HURONS DANS LE DOSSIER CONSULTATION-PETAPAN, LE 28 MAI 2015, OTTAWA (ONTARIO).		650,00 \$
MARIE-CATHERINE BOLDUC (AVOCATE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), DU 23 AU 24 AVRIL 2015.		311,12 \$

VOYAGE		Coût
JEAN-YVES BERNARD (AVOCAT), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), DU 23 AU 24 AVRIL 2015.		392,09 \$
HUGO JEAN, BENOÎT BELLEAU ET SIMON LAROSE (AVOCATS), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), DU 8 AU 9 OCTOBRE 2015.		382,63 \$
BRIGITTE BUSSIÈRES (AVOCATE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), DU 17 AU 18 JANVIER 2016.		255,89 \$
SÉBASTIEN ROCHETTE (AVOCAT), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), DU 17 AU 18 JANVIER 2016.		431,63 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18).

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE		Coût
DITCHLEY, ROYAUME UNI 14 AU 16 MAI 2015 PARTICIPATION DE JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT, CONFÉRENCE: "INTELLIGENCE, SECURITY AND PRIVACY" SUR INVITATION		40,00 \$

VOYAGE		Coût
BEIJING, CHINE 22-23 MAI 2015 PARTICIPATION DE JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT FORUM "IMPLEMENTING THE CONVENTION OF THE RIGHT OF PERSONS WITH DISABILITIES: ISSUES AND CHALLENGES SUR INVITATION (Visa requis)		186,00 \$
OTTAWA, ONTARIO 31 MAI AU 4 JUIN 2015 PARTICIPATION DE RENÉE DUPUIS, VICE-PRÉSIDENTE ET MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION ÉVÈNEMENT DE LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION		1 770,00 \$
OTTAWA, ONTARIO 1ER AU 3 JUIN 2015 PARTICIPATION DE CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT RENCONTRE DES INTERVENANTS PROVINCIAUX DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)		711,00 \$
SASKATOON, SASKATCHEWAN 20 AU 24 JUIN 2015 PARTICIPATION DE JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT, ET DE STÉPHANIE FOURNIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE AU CONTENTIEUX CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP) NB - AUTRES: FRAIS D'INSCRIPTION (EXERCICE 2014-2015)		4 073,00 \$
OTTAWA, ONTARIO 12 AOÛT 2015 BRIGITTE LAGACÉ, DIRECTRICE À LA DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS RENCONTRE À LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		183,00 \$
ST-JEAN, TERRE-NEUVE 13 AU 15 SEPTEMBRE 2015 PARTICIPATION DE CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT RÉUNION DES INTERVENANTS PROVINCIAUX DU CCDEJ		1 668,00 \$
ST-JEAN, TERRE-NEUVE 15 AU 17 SEPTEMBRE 2015 PARTICIPATION DE PASCALE BERARDINO, DIRECTRICE DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE CONFÉRENCE ANNUELLE DU CCDEJ: "MAKING A DIFFERENCE FOR CHILDREN AND YOUTH IN CANADA"		1 292,00 \$
CAIRE, ÉGYPTE 23 AU 27 OCTOBRE 2015 PARTICIPATION DE JACQUES FRÉMONT, PRÉSIDENT COLLOQUE INTERNATIONAL DU CAIRE INTITULÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE: ENJEUX INTERNATIONAUX ET DÉFIS POUR L'ÉGYPTE SUR INVITATION DE L'ASSOCIATION ÉGYPTIENNE DES JURISTES FRANCOPHONES QUI DÉFRAYAIT LES COÛTS DU VOYAGE		33,00 \$

Voyage	Coût
Toronto, Ontario 2 au 4 novembre 2015 Participation de Jacques Frémont, président et François Larsen, directeur de la Direction de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications Réunion semi-annuelle des membres de l'Association canadienne des commissions et conseils des droits de la personne	1 207,00 \$
Toronto, Ontario 19 au 21 janvier 2016 Participation de Camil Picard, vice-président Rencontre des intervenants provinciaux en faveur des enfants et des jeunes (CCCYA)	988,00 \$
Toronto, Ontario 20 février 2016 Participation de Jacques Frémont, président Conférence Legalizing Physician Assisted Dying - An Open Conversation, organisée par l'Université de Toronto	649,00 \$
Ottawa, Ontario 1er mars 2016 Participation de Renée Dupuis, vice-présidente Discussion portant sur les thèmes de "Imagine un Canada", un concours national d'art et de rédaction lancé par le Centre national pour la vérité et la réconciliation	454,00 \$
Toronto, Ontario 3 mars 2016 Participation de François Larsen, directeur de la Direction de la recherche, de l'éducation-coopération et des communications 18e Congrès national Métropolis: "Obtenir des résultats: migration, opportunités et bonne gouvernance"	409,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Voyage	Coût
Belgique du 27 mai au 1er juin 2015; Congrès biennal de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone de Belgique. Denis Roy, président.	858,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Voyage	Coût
ME SABIN OUELLET (Procureur en chef) : Participer au Comité exécutif de l'Association internationale des procureurs et poursuivants (AIPP), Manama (Bahrein), du 6 au 10 avril 2015; Participer à la 13e Conférence du « Heads of Prosecutions Agencies of the Commonwealth » (HOPAC), Le Morne (République de Maurice), du 14 au 21 avril 2015.	6 555,00 \$
ME LOUIS BOUTHILLIER (Procureur) : Participer au Congrès du « Ontario Homicide Investigator's Association » (OHIA), Niagara Falls (Ontario), les 7 et 8 mai 2015. ME BOUTHILLIER ÉTAIT L'UN DES CONFÉRENCIERS. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'OHIA.	0,00 \$

VOYAGE		Coût
ME RÉGIS BOISVERT (PROCUREUR), ME AUDREY ROY-CLOUTIER (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 14 ET 15 MAI 2015.		599,00 \$
ME LOUIS BOUTHILLIER (PROCUREUR) : PARTICIPER AU « 2015 CLD/OCAA ANNUAL EDUCATION CONFERENCE », NIAGARA FALLS (ONTARIO), DU 20 AU 22 MAI 2015.		0,00 \$
LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO.		
ME JEAN-SÉBASTIEN LABEL (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS CORÉENS SUR LE DROIT CRIMINEL 2015, SÉOUL (CORÉE DU SUD), DU 20 AU 22 MAI 2015.		0,00 \$
ME LABEL ÉTAIT L'UN DES CONFÉRENCIERS.		
LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DE LA CORÉE DU SUD.		
ME ÉRIC LAPORTE (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU COMITÉ NATIONAL DE LIAISON SUR LES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ, TORONTO (ONTARIO), LES 28 ET 29 MAI 2015.		286,00 \$
CERTAINES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO.		
ME ISABELLE DORAY (PROCUREUR), ME CORINNE GIRARD (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE DE PROCUREURS, DE POLICIERS ET D'ENQUÊTEURS DE LA « DRUG ENFORCEMENT ADMINISTRATIVE » (DEA), PLATTSBURGH (NEW YORK), LE 9 JUIN 2015.		122,00 \$
ME MANON GAUDREAU (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR CRIMINELLE, EDMUNDSTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), LES 16 ET 17 JUIN 2015.		234,00 \$
LES DÉPENSES SERONT REMBOURSÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK.		
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF), MME ANNA JENSEN (PROFESSIONNELLE), MME CHRISTINA FISET (FONCTION PUBLIQUE) : PARTICIPER AU « 2015 HIGH RISK OFFENDER NATIONAL MEETING », WINNIPEG (MANITOBA), DU 16 AU 19 JUIN 2015.		0,00 \$
LES DÉPENSES ONT ÉTÉ REMBOURSÉES PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU CANADA DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL FLAGGING SYSTEM (NFS).		
ME DAVID SIMON (PROCUREUR) : PARTICIPER AU « NATIONAL CRIMINAL LAW PROGRAM - EVIDENCE, ETHICS AND THE ADMINISTRATION OF JUSTICE », EDMONTON (ALBERTA), DU 6 AU 10 JUILLET 2015.		0,00 \$
ME SIMON ÉTAIT L'UN DES FORMATEURS.		
LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LA FÉDÉRATION DES ORDRES PROFESSIONNELS DE JURISTES DU CANADA.		
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU « SUMMIT ON PROSECUTION INTEGRITY » DU « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA), CHICAGO (ILLINOIS), DU 19 AU 22 JUILLET 2015.		2 390,00 \$
ME SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA, YELLOWKNIFE (TERRITOIRE DU NORD-OUEST), DU 8 AU 14 AOÛT 2015.		2 479,00 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF), ME CLAIRE LESSARD (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 20E CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP/IAPE) ET À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF), ZÜRICH (SUISSE), DU 7 AU 18 SEPTEMBRE 2015.		6 527,00 \$
LE DPCP ASSUME LA PRÉSIDENTE DE L'AIPPF ET ME OUELLET EN EST LE DÉLÉGUÉ.		
LES DÉPENSES DE ME LESSARD ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ASSOCIATION DES PROCUREURS EN CHEF.		
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU 3E SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE EN AFRIQUE DE L'OUEST, YAOUNDÉ (CAMEROUN), DU 28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2015; PARTICIPER À LA RÉUNION ANNUELLE DE FRANCPOL, MONTREUX (SUISSE), DU 4 AU 10 OCTOBRE 2015.		1 108,00 \$
ME OUELLET ÉTAIT L'UN DES CONFÉRENCIERS À LA RÉUNION ANNUELLE DE FRANCPOL.		
LES DÉPENSES DU 3E SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE EN AFRIQUE DE L'OUEST SERONT REMBOURSÉES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF).		
LES DÉPENSES DE LA RÉUNION ANNUELLE DE FRANCPOL ONT ÉTÉ REMBOURSÉES PAR FRANCPOL.		
ME FRANÇOIS GODIN (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR CRIMINELLE, MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), LES 18 ET 19 OCTOBRE 2015.		0,00 \$
LES DÉPENSES ONT ÉTÉ REMBOURSÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK.		
ME ANNICK MURPHY (DIRECTRICE), ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 50E RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES, VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE), DU 26 AU 30 OCTOBRE 2015.		5 672,00 \$
ME CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREUR) : PARTICIPER AU COMITÉ DE COORDINATIONS DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU FÉDÉRAL-PROVINCIAL- TERRITORIAL (FPT DU CCHF), FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), DU		2 026,00 \$

VOYAGE		Coût
1ER AU 6 NOVEMBRE 2015.		
M ^{re} SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) , M ^{re} ANNA JENSEN (PROFESSIONNELLE) : PARTICIPER À LA RENCONTRE ANNUELLE DES COORDONNATEURS PROVINCIAUX POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANIQUE), DU 2 AU 5 NOVEMBRE 2015. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ REMBOURSÉES PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DU CANADA DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONAL FLAGGING SYSTEM (NFS).		0,00 \$
ME SOPHIE LAVERGNE (PROCUREURE EN CHEF) : PARTICIPER A LA SECONDE RENCONTRE DU CONSEIL NORD-AMÉRICAIN DE LA JUSTICE JUVÉNILE (NACJJ), TORONTO (ONTARIO), DU 4 AU 6 NOVEMBRE 2015. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE DE L'ONTARIO.		0,00 \$
M. NICOLAS MIGUÉ (PROFESSIONNEL) : PARTICIPER A LA CONFERENCE DE HAUT NIVEAU D'EXPERTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX SUR LA PROTECTION DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET TÉMOINS, KINSHASA (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO), DU 29 NOVEMBRE AU 4 DÉCEMBRE 2015. M. MIGUÉ ÉTAIT L'UN DES CONFÉRENCIERS. LES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU).		0,00 \$
M ^{re} MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS (PROCUREURE), M ^{re} ALEXANDRA TREMBLAY (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE RENCONTRE ET VISITE DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ MOHAWK D'AKWESASNE POUR FAVORISER LA COLLABORATION ET LA COLLÉGIALITÉ ENTRE CETTE COMMUNAUTÉ ET LES AUTORITÉS JURIDIQUES, CORNWALL (ONTARIO), LE 15 DÉCEMBRE 2015. LE REPAS A ÉTÉ PAYÉ PAR LE MOHAWK COUNCIL OF AKWESASNE.		0,00 \$
ME SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À UN DOSSIER D'ENTRAIDE INTERNATIONALE AFIN DE METTRE EN PLACE UN SYSTÈME D'ÉVALUATION DES MAGISTRATS DU PARQUET ADAPTÉS À HAÏTI, PORT-AU-PRINCE (HAÏTI), DU 15 AU 20 FÉVRIER 2016. LES DÉPENSES DE TRANSPORT SERONT REMBOURSÉES PAR L'AMBASSADE DU CANADA. LES AUTRES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN HAÏTI (MINUSTAH).		1 977,00 \$
ME BENOÎT LAUZON (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT), ME SIMON BLAIS (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 22 ET 23 FÉVRIER 2016.		678,00 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Voyage	Coût
ENDROIT DE LA MISSION : TORONTO, CANADA – DATE DE DÉPART : 2015-11-03 – DATE DE RETOUR : 2015-11-04 – MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE : GARY FROST, DIRECTEUR DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE – PERSONNES RENCONTRÉES : MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAVAC – BUT DU VOYAGE : AGIR À TITRE DE MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET REPRÉSENTANT D'UNE ENTITÉ GOUVERNEMENTALE CANADIENNE AUPRÈS DU PAVAC (PROGRAMME D'ARBITRAGE POUR VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA) LE COÛT DU DÉPLACEMENT A ÉTÉ PAYÉ EN TOTALITÉ PAR LE PAVAC (PROGRAMME D'ARBITRAGE POUR VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA)	0,00 \$
ENDROIT DE LA MISSION : OTTAWA, CANADA – DATE DE DÉPART : 2015-11-23 – DATE DE RETOUR : 2015-11-24 – MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE : ANDRÉ ALLARD, DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES; GENEVIÈVE DUCHESNE, AVOCATE; STÉPHANIE POULIN, AVOCATE – PERSONNES RENCONTRÉES : LES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS DE L'ONTARIO, DU NOUVEAU-BRUNSWICK, DU MANITOBA, DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE L'ALBERTA, DE TERRE-NEUVE-LABRADOR ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, AINSI QUE LE SOUS-MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA – BUT DU VOYAGE : PARTICIPER À LA RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS AU CANADA. M. ANDRÉ ALLARD, MME GENEVIÈVE DUCHESNE ET MME STÉPHANIE POULIN ONT REPRÉSENTÉ LE QUÉBEC À LA RÉUNION.	1 035,45 \$
ENDROIT DE LA MISSION : TORONTO, CANADA – DATE DE DÉPART : 2016-03-21 – DATE DE RETOUR : 2016-03-22 – MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE : GARY FROST, DIRECTEUR DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE – PERSONNES RENCONTRÉES : MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAVAC – BUT DU VOYAGE : AGIR À TITRE DE MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET REPRÉSENTANT D'UNE ENTITÉ GOUVERNEMENTALE CANADIENNE AUPRÈS DU PAVAC (PROGRAMME D'ARBITRAGE POUR VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA) LE COÛT DU DÉPLACEMENT A ÉTÉ PAYÉ EN TOTALITÉ PAR LE PAVAC (PROGRAMME D'ARBITRAGE POUR VÉHICULES AUTOMOBILES DU CANADA)	0,00 \$

DONNÉES AU 28 MARS 2016

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

Voyage	Coût
GENÈVE DU 22 AU 29 AVRIL 2015 : ME ANDRÉ GARIÉPY, COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES, À TITRE DE MEMBRE DU GROUPE D'EXPERTS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (FRAIS ASSUMÉS PAR L'OMS)	0,00 \$
DUSSELDORF DU 26 AU 30 SEPTEMBRE 2015 : ME ANDRÉ GARIÉPY, COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES, À TITRE DE CONFÉRENCIER AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE PHARMACEUTIQUE (FRAIS ASSUMÉS PAR LA FÉDÉRATION)	0,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Voyage	Coût
ME MARIE CHAREST, JUGE ADMINISTRATIVE, COLLOQUE DU CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS(CTAC), POUR PRONONCER UNE CONFÉRENCE, EN ANIMER UNE AUTRE ET PARTICIPER AUX RÉUNIONS DU CA, MONCTON (NOUVEAU BRUNSWICK) DU 23 AU 26 MAI 2015.	2 186,86 \$
ME MÉDARD SAUCIER, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, RÉUNION ANNUELLE DES PRÉSIDENTS EN CETM, WHITEHORSE(YUKON) DU 17 AU 20 SEPTEMBRE 2015.	1 979,59 \$

G.2 POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D’ORGANISMES POUR 2015-2016 :

- A. L’ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B. LES COÛTS VENTILÉS;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D’HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

	Voyage	Coût
Stéphanie Vallée - 17 septembre 2015 – Saguenay – Lac- St-Jean		505,50 \$
Jad-Patrick Barsoum – Stéphanie Vallée – Philippe Brennan – 13 au 15 octobre 2015 – Grand Nord		9 642,46 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

ORGANISMES

Conseil de la Justice Administrative

AUCUN.

Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse

	Voyage	Coût
Jacques Frémont, Président. Conférence – Ditchley, Royaume Uni, 14 au 16 mai 2015. Invité.		40,00 \$
Jacques Frémont, Président. Beijing, Chine, 22 et 23 mai 2015. Forum University or Political Science and Law et UDEM : “Implementing the Convention of the Right of Persons with Disabilities : Issues and Challenges ». Invité.		186,00 \$
Jacques Frémont, Président. Saskatoon, Saskatchewan. 20 au 24 juin 2015. Conférence annuelle 2015 de l’Association canadienne des commissions et conseil des droits de la personne (ACCCDP) à Saskatoon. Accompagnatrice : Stéphanie Fournier, conseillère juridique à la direction du contentieux et du secrétariat.		4 073,00 \$
Jacques Frémont, Président. Toronto, Ontario, 20 février 2016. Conférence « Legalizing Physician Assisted Dying – An Open Conversation ».		649,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE		Coût
M ^{re} ANNICK MURPHY (DIRECTRICE) MONTREAL – MONT-JOLI ET MONT-JOLI – MONTREAL, LE 3 JANVIER 2016		1 099,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

- G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :**
- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2015-2016, ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
 - B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
 - C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D’OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
 - E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
 - G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	ÉMISSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	3 023,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ D'APPEL DE CANDIDATURES POUR LE PRIX DE LA JUSTICE	591,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ D'APPEL DE CANDIDATURES POUR LE PRIX DE LA JUSTICE	645,00 \$
LOUISE LEBLANC PHOTOGRAPHE	GRÉ À GRÉ	PRISE DE PHOTO À LA CÉRÉMONIE (PRIX DE LA JUSTICE)	388,00 \$
CSPQ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC) ET MODES DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (PRD)	7 227,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	AVIS DE SÉLECTION DES JUGES	21 390,00 \$
BELL	GRÉ À GRÉ	ANNUAIRES TÉLÉPHONIQUE (PAGES BLEUES)	29 675,00 \$
TOURISTE OUTAOUAIS	GRÉ À GRÉ	PARTENARIAT PUBLICITAIRE POUR LE HAPPENING TOURISTIQUE DE L'OUTAOUAIS	190,00 \$
JOURNAUX LOCAUX	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	AVIS LÉGAUX	35 911,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
GRAPHISCAN	SOUMISSION	CAVAC	3 321,69 \$
GRAPHISCAN	SOUMISSION	INFORMATION DES VICTIMES (C-32)	5 566,62 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CSPQ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC) ET MODES DE PRÉVENTION ET DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS (PRD)	14 454,90 \$
DESCHAMPS IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE	2 090,00 \$

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
HÉLÈNE DEMERS	GRÉ À GRÉ	PROMOTION DES SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ	53,00 \$
SERVICE DE LA DIFFUSION DE LA DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES DU METSS	GRÉ À GRÉ	SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE	7 905,15 \$

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CONSTRUCTO SEO	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION APPEL D'OFFRES	240,00 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	ANNUAIRES TÉLÉPHONIQUE (PAGES BLEUES)	9 067,00 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS *

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	585,00 \$

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW TELBEC	OFFRE PERMANENTE CSPQ (APPROVISIONNEMENT QUÉBEC)	SERVICES DE DIFFUSION	813,00 \$
CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC, LA	GRÉ À GRÉ	2 AFFICHAGES	700,00 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	3 AFFICHAGES	1 200,00 \$
ISARTA INC.	GRÉ À GRÉ	2 AFFICHAGES	405,00 \$
JOBBOOM	GRÉ À GRÉ	ENTENTE DE DIFFUSION D’AFFICHAGE DE POSTES (18 MOIS)	2 895,00 \$
JOURNAL DE MONTRÉAL, LE	GRÉ À GRÉ	PARUTION D’AVIS LÉGAUX RELATIVEMENT À DES DOSSIERS DU CONTENTIEUX	544,00 \$
FIERTÉ MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	PARTICIPATION À L’ÉDITION 2015 DE FIERTÉ MONTRÉAL	2 500,00 \$
ENSEIGNORAMA INC.	GRÉ À GRÉ	INFOGRAPHIE – BANNIÈRE POUR SOULIGNER LE 40E ANNIVERSAIRE.	340,00 \$
GROUPE REPROCOM	GRÉ À GRÉ	INFOGRAPHIE ET IMPRESSION DE FEUILLETS « 40 ANS D’IMPLICATION AUPRÈS DES GROUPES LGBT AU QUÉBEC »	1 111,00 \$

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
PETITES-MAINS (ENTREPRISE D'INSERTION)	GRÉ À GRÉ	CONFECTION DE T-SHIRTS IMPRIMÉS DU LOGO DU 40E, POUR LE DÉFILÉ DE FIERTÉ MONTRÉAL	429,00\$
IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE CARTES POSTALES « 40 DÉFENSEURS POUR LES 40 ANS DE LA CHARTE »	609,00 \$
LOCOMOTIVE	GRÉ À GRÉ	DESIGN DES BANNIÈRES	1 200,00 \$
PRODUCTION TOTAM	GRÉ À GRÉ	RÉALISATION ET PRODUCTION DE CAPSULES VIDÉO ÉDUCATIVES ET DOCUMENTAIRES SUR DES SUJETS EN LIEN AVEC LA CHARTE, POUR DIFFUSION SUR LE WEB.	9 700,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION D’AFFICHES	1 112,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	GRÉ À GRÉ	ENCARTS INFORMATIFS POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE.	3 104,00 \$
LE PARCHEMIN	GRÉ À GRÉ	1500 ÉPINGLETTES AIDE JURIDIQUE	3 585,00 \$
ALLIANCE 9000	GRÉ À GRÉ	AFFICHES POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE.	359,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE SERVICE "SARPA" OFFERT PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE.	3 050,00 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	3 376,00 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC.	1 393,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/A	PUBLICITÉ SUR LA HAUSSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ.	4 760,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
GROUPE REPROCOM	GRÉ À GRÉ	AFFICHE	34,00 \$
PHOTOGRAPHIE VISIONS ROCH THÉROUX	GRÉ À GRÉ	REPRÉSENTATION	265,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PLACEMENTS PUBLICITAIRES SUR LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX (3 SEMAINES)	599,52 \$
ÉDITIONS <i>PROTÉGEZ-VOUS</i>	GRÉ À GRÉ	ESPACE PARTENAIRES	3 600,00 \$
PUBLICATIONS DU QUÉBEC, LES – CSPQ	N/A	MONTANT VERSÉ POUR TROIS PUBLICATIONS DISTINCTES DE LA <i>GAZETTE OFFICIELLE</i> – FRANÇAIS ET ANGLAIS	13 003,65 \$
LES IMPRESSIONS STAMPA	GRÉ À GRÉ	FAIRE LA PROMOTION DU SITE WEB DE L'OFFICE AUPRÈS DES COMMERÇANTS	468,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	INFORMER CETTE CLIENTÈLE QUE L'OFFICE A MAINTENANT LA RESPONSABILITÉ DE DÉLIVRER LES PERMIS DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉ	319,00 \$
LES IMPRESSIONS STAMPA	GRÉ À GRÉ	FAIRE CONNAÎTRE LA POLITIQUE D'INDICATION DES PRIX	1 729,00 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	1 885,80 \$

DONNÉES EN DATE DU 25 MARS 2016.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ASSOCIATION DES MÉDECINS PSYCHIATRE DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	500,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	8 241,12 \$
ÉDITIONS ROGERS LIMITÉE	GRÉ À GRÉ	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	500,00 \$
CNW TELBEC	GRÉ À GRÉ	SERVICE DE DIFFUSION	65,00 \$
LE COURRIER DE SAINT-HYACINTHE	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	98,00 \$
MÉDIA TRANSCONTINENTAL	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	3 724,00 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L’ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D’ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L’ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉES PAR TYPE D’ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D’ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D’ÉVÉNEMENT.
- PAR UNE FIRME EXTERNE :
- D. LES SOMMES DÉPENSÉES 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉES PAR TYPE D’ÉVÉNEMENT;
- E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D’OCTROI DU CONTRAT (SOUSSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S’IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES, DES VIDÉOS, ETC.;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D’ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D’ÉVÉNEMENT.

MINISTÈRE

	TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
SALON ET CONGRÈS		125,00 \$
INAUGURATION CENTRE DE JUSTICE DE NEMASKA ET EASTMAIN (PLAQUE COMMEMORATIVE)		20,00 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE – ANNONCE DU DÉBUT DES TRAVAUX AU PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI		804,00 \$
PRIX DE LA JUSTICE (PROMOTION ET CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX)		11 286,39 \$
HOMMAGE AU CIVISME (PROMOTION ET CÉRÉMONIE DES DISTINCTIONS)		38 172,22 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
CONFERENCE DE PRESSE POUR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE (2 NOVEMBRE 2015)	15 963,75 \$
DIFFUSION D'INFORMATIONS ET ENTREVUES AUPRÈS DES MÉDIAS POUR LA PROMOTION DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE; BILAN DES ACTIVITÉS ET PLAN D'ACTION 2016	24 772,50 \$

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
CONFÉRENCE DE PRESSE FOURNISSEUR : HÔTEL INTER CONTINENTAL MODE D'OCTROI : NÉGOCIÉ BUT VISÉ : TENUE D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE SUR LA PUBLICATION D'UN RAPPORT PORTANT SUR LES INTERVENTIONS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE AUPRÈS DES ENFANTS DE LA COMMUNAUTÉ LEV TAHOR	896,00 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE FOURNISSEUR : MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE MODE D'OCTROI : NÉGOCIÉ BUT VISÉ : TENUE D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE POUR DÉVOILER LES RÉSULTATS D'UN SONDAGE PORTANT SUR LES PERCEPTIONS RELATIVES AUX DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS 40 ANS APRÈS L'ADOPTION DE LA CHARTE	540,00 \$

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
ÉVÈNEMENT MÉDIATIQUE FOURNISSEUR : HOTEL GOUVERNEURS – PLACE DUPUIS MODE D'OCTROI : NÉGOCIÉ BUT VISÉ : JOURNÉE CONSACRÉE AU 40e ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ET À RENDRE HOMMAGE A 40 LAURÉATS ET LAURÉATES	8 162,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
SALON "VISEZ DROIT"	635,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
POINT DE PRESSE : DÉCLARATION DE LA DIRECTRICE EN LIEN AVEC LA DÉCISION DU JUGE JAMES L. BRUNTON DE LA COUR SUPÉRIEURE RENDUE LE VENDREDI 9 OCTOBRE 2015 DANS LE DOSSIER SHARQC. (16 OCTOBRE 2015)	521,00 \$
POINT DE PRESSE : SENSIBILISER LES JEUNES AU SYSTÈME DE JUSTICE QUÉBÉCOIS - LANCEMENT DU PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL (LEAD). (22 OCTOBRE 2015)	1 306,00 \$
POINT DE PRESSE CONCERNANT LA DÉCISION DANS LE DOSSIER DE L’INCENDIE DE LA RÉSIDENCE DU HAVRE A L'ISLE-VERTE. (14 DÉCEMBRE 2015)	2 043,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER HONORER (20 AVRIL 2015)	5,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER LINO ZAMBITO (13 MAI 2015)	35,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER GUY TURCOTTE (20 MAI 2015)	35,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER CLAUDE DUBOIS (19 JUIN 2015)	35,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER D'ENQUÊTE INDÉPENDANTE PATRICK OUELLET (26 JUIN 2015)	35,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER DE LA DÉMOLITION DU BUNKER A TROIS-RIVIÈRES (30 JUIN 2015)	181,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENTREVUE - DOSSIER DU DÉCÈS D'ARTHUR PORTER (2 JUILLET 2015)	5,00 \$

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER GUY TURCOTTE (14 SEPTEMBRE 2015)	36,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER FICHE (15 SEPTEMBRE 2015)	43,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER GUY TURCOTTE (23 SEPTEMBRE 2015)	44,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENREGISTREMENT ÉMISSION LE FUGITIF (14 OCTOBRE 2015)	16,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENREGISTREMENT POUR « FRANCE 2 » (16 NOVEMBRE 2015)	28,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER MAGOT-MASTIFF (19 NOVEMBRE 2015)	10,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENTREVUE – DOSSIER MAGOT-MASTIFF (20 NOVEMBRE 2015)	20,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER GUY TURCOTTE (DÉLIBÉRÉS) (DU 2 AU 6 DÉCEMBRE 2015)	114,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENTREVUES – DOSSIER GUY TURCOTTE (TOURNÉE DES MÉDIAS) (7 DÉCEMBRE 2015)	58,00 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
ÉVÈNEMENT MÉDIATIQUE : PRIX ET MENTION DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR 2016 – BUT VISÉ PRIX DE L’OFFICE : SOULIGNER L’ENGAGEMENT ET L’APPORT D’UNE PERSONNE OU D’UNE ORGANISATION EN MATIÈRE DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS. – BUT VISÉ MENTION DE L’OFFICE : METTRE EN VALEUR LE TRAVAIL D’UN JOURNALISTE QUI AIDE SES LECTEURS, AUDITEURS OU TÉLÉSPECTATEURS À DEVENIR DES CONSOMMATEURS PLUS AVERTIS. – FOURNISSEURS : ASSEMBLÉE NATIONALE, CLÉMENT ALLARD (PHOTOGRAPHIE) – MODE D’OCTROI DES CONTRATS : TOUS LES CONTRATS ONT ÉTÉ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.	6 085,36 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

ORGANISMES

- CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**
AUCUN.
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**
AUCUN.
- COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**
AUCUN.
- DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

BUT VISÉ			Coût
FORMATION SUR LES MÉDIAS DONNÉE DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015			N/D

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	NOMBRE ET LISTE DES FORMATIONS	Coût	BUT VISÉ
REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	1	165 \$	23E COLLOQUE ANNUEL DE FORMATION SUR LES COMMUNICATEURS D'URGENCE

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LA NATURE DE LA FORMATION;
- D. LES PERSONNES CONCERNÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDSRELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2015-2016, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
- PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2015-2016, EN INDIQUANT :
- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
2321-2400 QUÉBEC INC. (ÉTUDE JACQUES VIEN)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	GRÉ À GRÉ	3 819,97
9110-8662 QUÉBEC INC. SÉCURITÉ PRO-Est	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE DES MEMBRES DU JURY.	GRÉ À GRÉ	9 541,63
9212-6101 QUEBEC INC.	PROCÉDER À LA RÉDACTION WEB DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	4 625,00
ACADÉMIE SYLBERT INC.	FORMATION Word 2010	GRÉ À GRÉ	3 620,00
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 047,24
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 047,24
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 083,31

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 084,40
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 089,59
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 193,31
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 294,20
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 342,26
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 521,12
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 688,35
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 933,32
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 057,20
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 080,20
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 741,09
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 959,76
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 034,25
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 270,99
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 353,40
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 567,96
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 609,68
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 145,12
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 203,22
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 519,83
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 956,49
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 012,29
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 072,84
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 294,67
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 813,40
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 849,71
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 259,72
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 702,04
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 020,87
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 112,77

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 201,82
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 326,42
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 392,27
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 690,10
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 709,89
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 861,79
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 163,75
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 389,86
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 195,48
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 317,56
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 317,56
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 446,18
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 517,74
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 694,03
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 731,64
AIR INUIT LTÉS	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 529,11
AJAZOVA, OLGA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	5 934,00
ALBERTSON, LANDRY, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	6 054,07
AMARUALIK, MARTHA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	638,00
AMERICA INTERPRÉTATION ENR.	PROCÉDER À LA TRADUCTION SIMULTANÉE DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE LA FORMATION AVANT POUR OBJET L'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE.	GRÉ À GRÉ	4 450,00
ANDRÉ FILLION ET ASSOCIÉS INC.	COACHING – ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL.	GRÉ À GRÉ	5 000,00
ANICHINAPÉO, MICHELINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR L'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE.	GRÉ À GRÉ	308,18
APERTA INC.	SOUTIEN LOGICIEL.	GRÉ À GRÉ	10 320,00
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 877,98
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 167,72
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 090,44

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	9 913,59
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	10 026,77
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	14 608,46
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	13 367,60
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	11 618,85
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	6 327,03
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	11 172,18
ARO INC.	RECouvreMENT DE MAUvAISES CRéANCES HORS QUéBEC.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	6 235,82
AWASHISH, CHANTALE	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRéTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE ROBerval.	Gré A Gré	2 054,05
BARDOUL, EVELYNE	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRéTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRéAL.	Gré A Gré	6 407,00
BARON, ANNIE	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRéTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRéAL.	Gré A Gré	23 279,65
BARRY, SUZANNE	INTERVENTION CIBLéE SUR LA REPRISe DU LIEN PARENT-ENFANT (IDF) AUX FAMILLES RECRUTéES DANS Le CADRE DU PROJET "ÉVALUATION DU PROTOCOLE DE GESTION PSYCHO-JURIDIQUE Axé SUR LA PARENTALITé, LES CONFLITS ET Leur Résolution (PCR)".	Gré A Gré	5 880,00
BCF AVOCATS D'AFFAIRES	PARTICIPATION AU FORUm PARTICULIER SUR LA RÉMUNéRATION DES AVOCATS DU SECTEUR PRIVé.	Gré A Gré	3 000,00
BéDARD-SLATER, Stéphanie	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE StéNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISe ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	Gré A Gré	4 117,90
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN RADWARE DEFENCEPro 506 IPS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 021,91
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT SOUTIEN ANTI-VIRUS McAfee.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXéCUTION	2 303,60
BERTHIAUME, JEAN-PIERRE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	Gré A Gré	1 800,00
BERTRAND & PILON, HUISSIER DE JUSTICE INC.	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXéCUTer DES ACTES DE PROCéDURES JUDICIAIRES.	Gré A Gré	1 639,06
BIENVENUE PATENAUDE HUISSIERS	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXéCUTer DES ACTES DE PROCéDURES JUDICIAIRES POUR Le DISTRICT JUDICIAIRE DE Bedford.	Gré A Gré	9 759,19
BLANCHETTE, Régis	EFFECTUER Le RAMASSAGE ET LA LIVRAISON DE LA POSTE-LETTRE.	Gré A Gré	2 250,00
BOISSONNEAULT, CATHERINE	CONTRAT A EXéCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE StéNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISe ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	Gré A Gré	580,90
BOUCHARD, JACQUES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	Gré A Gré	3 600,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
BOUSQUET, CHANTAL	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	516,00
BREEN, DONALD	TRADUCTION DU N.C.P.C.	GRÉ À GRÉ	1 260,00
BROUILLETTE & ASSOCIÉE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	GRÉ A GRÉ	4 445,54
BRUCHÉSI BRASSARD INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	GRÉ À GRÉ	12 830,73
CARBAJAL, PEDRO	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	5 229,83
CEGELSKI, LOUISE ANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	8 404,19
CENTRE CASA	SERVICE D'AIDE PSYCHOTHÉRAPEUTIQUE.	GRÉ À GRÉ	1 500,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	5 375,00
CENTRE DE LA COMMUNAUTÉ SOURDE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	3 395,59
CHAMBERLAND, ANGÉLINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE L'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE.	GRÉ À GRÉ	1 572,55
CHAMBERLAND, ANNIE	INTERVENTION CIBLÉE SUR LA REPRISE DU LIEN PARENT-ENFANT (IDF) AUX FAMILLES RECRUTÉES DANS LE CADRE DU PROJET "ÉVALUATION DU PROTOCOLE DE GESTION PSYCHO-JURIDIQUE AXÉ SUR LA PARENTALITÉ, LES CONFLITS ET LEUR RÉOLUTION (PCR)".	GRÉ À GRÉ	6 783,00
CHEVRIER, JEAN	ÉVALUATION DES EMPLOIS DES QUATRE DIRECTEURS DU SERVICE DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.	GRÉ À GRÉ	1 500,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE PAR UN ORTHOPÉDISTE.	GRÉ À GRÉ	1 125,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 820,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 800,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 350,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE PAR UN ORTHOPÉDISTE.	GRÉ À GRÉ	1 450,00
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE PAR UN ORTHOPÉDISTE.	GRÉ À GRÉ	1 575,00
CLINIQUE D'ORTHOPEDIE SAINT-URBAIN	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	2 400,00
CNW TELBEC	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PESSE.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 020,68

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
COMMUNICATION DÉMO INC.	REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE.	GRÉ À GRÉ	9 646,81
COMMUNICATION DÉMO INC.	REVUE DE PRESSE ÉCRITE.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	23 883,63
COMMUNICATION DÉMO INC.	REVUE DE PRESSE ÉCRITE.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	17 622,02
COMPAGNIE DU GROUPE DATA	SERVICE D'ENTREPOSAGE DE PAPIER FILLIGRANÉ.	GRÉ À GRÉ	1 755,00
COMPAGNIE DU GROUPE DATA	SERVICE D'ENTREPOSAGE DE PAPIER FILLIGRANÉ.	GRÉ À GRÉ	1 177,79
COMPAGNIE DU GROUPE DATA	SERVICE D'ENTREPOSAGE DE PAPIER FILLIGRANÉ.	GRÉ À GRÉ	1 736,04
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN ANTIVIRUS TRENDMicro.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 632,00
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT LICENCE SHAREPOINT SERVER +25 CAL.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	6 963,67
COSSETTE	HÉBERGEMENT DU SITE"LUTTEHOMOPHOBIE.GOUV.QC.CA".	GRÉ À GRÉ	1 200,00
DANIELLE BOULIANE HUSSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	GRÉ À GRÉ	2 419,68
DARVEAU & ASSOCIÉ HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	GRÉ À GRÉ	3 224,10
DELL	PROLONGEMENT CONTRAT SOUTIEN SERVEURS.	GRÉ À GRÉ	10 291,87
DELLE DONNE & ZUCCARO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	5 004,96
DÉMENAGEMENT GIPEEL INC.	RÉAMÉNAGEMENT AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL.	GRÉ À GRÉ	1 404,00
DÉMENAGEMENT PERFORMANCE	SERVICE DE MANUTENTIONNAIRE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 300,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	2 643,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	1 084,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	3 299,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	2 824,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	9 405,00
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	4 663,00
DÉSORMEAUX & BROUILLARD HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	GRÉ À GRÉ	5 624,62
DESROCHERS, VÉRONIQUE	EXPERTISE NEUROPSYCHOLOGIE.	GRÉ À GRÉ	2 000,00
DOCTEUR ALAIN SIROIS INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ À GRÉ	6 500,00
DOCUCOM DIGITAL INC.	EFFECTUER LA MAINTENANCE MATÉRIELLE DES DEUX NUMÉRISSEURS MASSIFS DU BIA.	GRÉ À GRÉ	23 090,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
DOCUCOM DIGITAL INC.	SERVICE DE MAINTENANCE ET DE SUPPORT FUJITSU FI-6770 .	GRÉ À GRÉ	18 863,28
DONALD J. BRAYLEY HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU.	GRÉ À GRÉ	1 097,02
DONNINI, EVELYNE	FORMATION POUR LES INTERVENANT DU RÉSEAU CAVAC..	GRÉ À GRÉ	9 150,00
DUPLESSIS, MÉLODIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	576,00
ECHAQUAN, KARINE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LANAUDIÈRE.	GRÉ À GRÉ	288,00
ESI TECHNOLOGIES	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN DE 2 SYSTÈMES CASPAR EMC.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 108,21
ÉTUDE ANDRÉ FONTAINE, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHARLEVOIX.	GRÉ À GRÉ	2 683,04
ÉTUDE ANDRÉ LESSARD HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE L'ABITIBI.	GRÉ À GRÉ	2 794,09
ÉTUDE BERNARD LÉVESQUE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BAIE-COMEAU.	GRÉ À GRÉ	1 131,53
ÉTUDE BERNIER PELLETIER HUISSIERS	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL.	GRÉ À GRÉ	4 729,96
ÉTUDE DEREPIENTIGNY	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	GRÉ À GRÉ	12 245,80
ÉTUDE D'HUISSIER MB	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTMAGNY.	GRÉ À GRÉ	125,53
ÉTUDE D'HUISSIERS MARTIMBAULT	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	3 946,79
ÉTUDE GAÉTAN BÉLANGER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	3 029,76
ÉTUDE GAÉTAN ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	GRÉ À GRÉ	2 465,77

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
ÉTUDE GASTON ROY	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RIMOUSKI.	GRÉ A GRÉ	2 963,35
ÉTUDE GERMAIN BASTIEN	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TÉMISCAMINGUE.	GRÉ A GRÉ	4 287,29
ÉTUDE GUY TRUCHON, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MINGAN.	GRÉ A GRÉ	6 134,65
ÉTUDE JACINTHE BERTRAND	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LABELLE.	GRÉ A GRÉ	2 361,49
ÉTUDE JEAN-MARC CLAVEAU	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE CHICOUTIMI.	GRÉ A GRÉ	6 028,25
ÉTUDE J-F BOUCHARD INC., HUISSIER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	8 336,95
ÉTUDE JOSÉE FORTIN, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE ROUYN-NORANDA.	GRÉ A GRÉ	1 048,15
ÉTUDE LISE PROULX	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GASPÉ.	GRÉ A GRÉ	1 552,93
ÉTUDE LOUIS GAGNON	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE KAMOURASKA.	GRÉ À GRÉ	5 078,41
ÉTUDE MARIO BRUNET	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ABITIBI.	GRÉ A GRÉ	2 456,97
ÉTUDE PASCAL GAUMOND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LES DISTRICTS JUDICIAIRES D'ARTHABASKA ET DE FRONTENAC.	GRÉ A GRÉ	6 527,41
ÉTUDE PATRICK ST-MICHEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	1 243,44

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
ÉTUDE PIERRE BLIER, HUISSIERS	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE RIMOUSKI.	GRÉ A GRÉ	3 157,37
ÉTUDE RENÉ BERTRAND	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LABELLE.	GRÉ A GRÉ	2 808,40
ÉTUDE REYNALD FLAGEOL	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE SAINT-MAURICE.	GRÉ A GRÉ	932,43
ÉTUDE STÉPHANE CARPENTIER HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE TROIS-RIVIÈRES ET DE SAINT-MAURICE.	GRÉ A GRÉ	9001,33
ÉTUDE TRÉPANIER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LES DISTRICTS JUDICIAIRES D'ABITIBI ET DE ROUYN-NORANDA.	GRÉ A GRÉ	2 439,99
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ A GRÉ	3 900,00
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ A GRÉ	5 000,00
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ A GRÉ	1 625,00
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ A GRÉ	1 300,00
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ A GRÉ	9 250,00
FASKEN MARTINEAU DuMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.,	PARTICIPATION AU FORUM PARTICULIER SUR LA RÉMUNÉRATION DES AVOCATS DU SECTEUR PRIVÉ.	GRÉ A GRÉ	3 000,00
FILION, LORRAINE	FORMATION A LA CRÉATION ET L'ANIMATION DES ATELIERS DE COMMUNICATIONS POUR LES PARENTS SÉPARÉS.	GRÉ A GRÉ	1 800,00
FORTIER TOURIGNY HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE D'ARTHABASKA.	GRÉ A GRÉ	1 642,39
FRANÇOIS LE BLANC, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	GRÉ A GRÉ	6 400,25
GAGNON & GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BONAVENTURE.	GRÉ A GRÉ	6 753,79

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
GALARNEAU, SAUVÉ INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE LAVAL ET TERREBONNE.	GRÉ À GRÉ	13 276,25
GALERIE MADELEINE LACERTE	10 ESTAMPES ET SÉRIGRAPHIES POUR LES 25 ANS DE SERVICES.	GRÉ À GRÉ	1 650,00
GAUTHIER MONTPETIT S.E.N.C.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOLIETTE.	GRÉ À GRÉ	7 969,77
GERMAIN DELISLE, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ABITIBI.	GRÉ À GRÉ	342,83
GILLES ANCTIL & LYNE PARISEAU, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE.	GRÉ À GRÉ	2 904,56
GNANARAJAH, ALFRED	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	831,12
GOA TELENGUT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	198,00
GRAPHISCAN	IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	1 260,20
GRAPHISCAN	IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	2 955,29
GRAPHISCAN	IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	1 558,65
GRAPHISCAN	IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	1 351,13
GRAPHISCAN	IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	1 385,24
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES JURÉS DANS LE CADRE D'ASSISES CRIMINELLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.	GRÉ À GRÉ	1 784,50
GUINDON, PILON & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE TERREBONNE	GRÉ À GRÉ	8 724,79
GUMBOC, MARIA GRACIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	396,00

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant (\$)
Hammana Claudette	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Montréal.	Gré à gré	1 414,46
Hôtel Alt de Brossard	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 448,81
Hôtel Alt de Brossard	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 723,59
Hôtel Alt de Brossard	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 442,43
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 840,35
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 731,25
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 258,60
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 267,80
Hôtel Alt Quartier Dix 30	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 039,95
Hôtel Château Laurier - Québec	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 119,10
Hôtel Place d'Armes	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	2 845,10
Hôtel Plaza Valleyfield	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 275,01
Hôtel St-Christophe (Parico Inc)	Location de salle et services afférents lors de comité de sélection de juges.	Gré à gré	1 948,55
Imprimerie Joseph Clermont	Service d'impression.	Appel d'offres sur invitation	1 137,00
Imprimerie Joseph Clermont	Service d'impression.	Appel d'offres sur invitation	1 329,00
Imprimerie Sociale	Service d'impression.	Gré à gré	1 573,00
Imprimerie Ste-Julie	Étiquettes non imprimées pour le classement des dossiers de fournisseurs.	Gré à gré	6 147,75
Infras Inc.	Enquête sur le sentiment d'accès et la perception de la justice au Québec.	Appel d'offres sur invitation	17 500,00
Jasmin Pirro, Huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Laval.	Gré à gré	4 257,54
Jean Carbonneau, Huissiers Inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour les districts judiciaires de Montmagny et Kamouraska.	Gré à gré	2 156,19
Jean Reed Huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissiers afin de signifier ou d'exécuter des actes de procédures judiciaires pour le district judiciaire de Terrebonne.	Gré à gré	3 010,41
Jhone, Leontine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Montréal.	Gré à gré	467,00
Kabuya, Alexandre	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice de Montréal.	Gré à gré	857,78

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
KADIRI, HASNAA	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	735,00
KISSIMA, CHEIKHNA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	72,00
LA CITÉ MÉDICALE MONTRÉAL	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	2 310,00
LA CITÉ MÉDICALE MONTRÉAL	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	6 000,00
LA CITÉ MÉDICALE MONTRÉAL	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	7 200,00
LA CITÉ MÉDICALE MONTRÉAL	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	6 000,00
LA COMPAGNIE KELENY	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	4 072,00
LAFLAMME, ROCH	SERVICE DE CORRECTION D'ÉPREUVE.	GRÉ À GRÉ	2 720,00
LATRAVERSE HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE LAVAL.	GRÉ À GRÉ	5 822,70
LE RÉDACTEUR PRIVÉ	RÉDACTION WEB DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	11 175,00
LECLAIR, SÉCURITÉ CORPORATIVE	VÉRIFICATION DES FAITS- CANDIDATURES RELATIVES AUX ACTES DE CIVISME.	GRÉ À GRÉ	6 300,00
LECLAIR, SÉCURITÉ CORPORATIVE	VÉRIFICATION DES FAITS- CANDIDATURES RELATIVES AUX ACTES DE CIVISME.	GRÉ À GRÉ	7 350,00
LESSARD, CHARLES	CONCEVOIR ET RÉALISER LES VERSIONS FRANÇAISE ET ANGLAISE DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010-2014 DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	3 848,00
L'ÉTUDE PIERRE MICHAUD, HUISSIER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	2 861,61
LOUISE LEBLANC HUISSIER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GASPÉ.	GRÉ À GRÉ	214,44
M.BOUDREAU, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU.	GRÉ À GRÉ	997,30
MAISON RAYMONDE-CHOPIN-PÉLADÉAU	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS.	GRÉ À GRÉ	1 500,00
MARTINEZ RODRIGUEZ EDUARDO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	420,00
MASUTTI, LIVIA	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	9 810,25
MATTE, DELPHINE	PROCÉDER À LA COMPILATION DE DONNÉES PORTANT SUR LES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SELON LE FORMAT PRÉPARÉ PAR LA DIVISION 'JUSTICE ON TARGET' DU	GRÉ À GRÉ	7 522,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
	GOUVERNEMENT ONTARIEN.		
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 486,12
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 983,86
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 622,83
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 140,71
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 051,93
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 198,71
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 518,86
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 127,88
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 142,73
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 044,94
MENSAH PHYLLIS ANN	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	258,00
MICHEL GAUCHER, HUISSIER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE JOLIETTE.	GRÉ À GRÉ	2 256,14
MICHEL, HÉLÈNE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE D'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE.	GRÉ À GRÉ	72,00
MONTY SYLVESTRE, CONSEILLERS JURIDIQUE INC	FORMATION SUR LE NCPC	GRÉ À GRÉ	2 367,24
MORNEAU, JÉRÔME	RÉDIGER SUCCINCTEMENT UNE PRÉSENTATION HISTORIQUE DE CHAUCUNE DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DU QUÉBEC D'UN MAXIMUM DE 5 PAGES EN TENANT COMPTE DES OBJECTIFS RECHERCHÉS DANS LES ARRÊTS GLADUE ET IPEELEE.	GRÉ À GRÉ	5 400,00
NAIR, CAROLINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	198,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
NAPARTUK, NELLIE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR LA COUR ITINÉRANTE DU GRAND-NORD.	GRÉ A GRÉ	6 855,27
NORMANDIN BEAUDRY	PARTICIPATION AU FORUM PARTICULIER SUR LA RÉMUNÉRATION DES AVOCATS DU SECTEUR PRIVÉ.	GRÉ A GRÉ	3 000,00
NOVAXIS SOLUTIONS	ABONNEMENT À CIt@TION - DROIT DU TRAVAIL EN LIGNE.	GRÉ A GRÉ	6 958,17
OKIOK DATA	VÉRIFIER SI LE NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION EN SUPPORT AU REGISTRE DES VENTES QU'ELLE ENTEND OFFRIR EST EXEMPT DE VULNÉRABILITÉ OU DE FAILLE DE SÉCURITÉ.	APPEL D'OFFRES PUBLIC	7 875,00
OKPIK, ANNIE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU NORD-DU-QUÉBEC.	GRÉ A GRÉ	8 373,37
OKPIK, ELISAPEE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LA COUR ITINÉRANTE DU GRAND-NORD.	GRÉ A GRÉ	14 678,83
OPEX CORPORATION	SERVICE D'ENTRETIEN LOGICIEL.	GRÉ A GRÉ	6 970,00
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	PASSEPORT MULTI-CPA 2015-2016 POUR LES FORMATIONS.	GRÉ A GRÉ	1 499,00
OSE DESIGN	RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014-2015.	GRÉ A GRÉ	6 225,00
OSE DESIGN	ACTUALISER L'IMAGE INSTITUTIONNELLE.	GRÉ A GRÉ	2 465,00
OTTAWA, ANNETTE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI ET ROBerval.	GRÉ A GRÉ	4 321,78
PAKDIMOUNIVONGS, SOUKHINKHAM	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	1 032,00
PAQUET, CAROLINE	INTERVENTION CIBLÉE SUR LA REPRISE DU LIEN PARENT-ENFANT (IDF) AUX FAMILLES RECRUTÉES DANS LE CADRE DU PROJET "ÉVALUATION DU PROTOCOLE DE GESTION PSYCHO-JURIDIQUE AXÉ SUR LA PARENTALITÉ, LES CONFLITS ET LEUR RÉOLUTION (PCR)".	GRÉ À GRÉ	9 598,00
PARNAS, MÉLANIE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	9 617,97
PELLETIER, LYNN	SOUTENIR L'ÉQUIPE DE PILOTAGE DE LA DIRECTION DU PILOTAGE ET DE L'ÉVOLUTION DES PROCESSUS ET DES SYSTÈMES ET D'EFFECTUER DES ESSAIS EN TANT QU'UTILISATRICE EXPERTE.	GRÉ A GRÉ	9 911,00
POTVIN, CHARLYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR LES PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE, SHAWINIGAN, TROIS-RIVIÈRES ET VICTORIAVILLE.	GRÉ À GRÉ	5 092,48
PRODUCTIONS IMPRIMÉES RICHARD VÉZINA	IMPRESSION DÉPLIANTS.	GRÉ A GRÉ	3 380,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 619,21
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 368,59
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 727,26
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 184,37
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 168,14
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 290,93
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 819,91
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 857,68
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 032,90
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 220,40
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 284,86
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 340,74
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 651,90
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 745,19
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 778,98
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 268,12
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 311,72
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 018,06
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 105,76
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 157,24
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 169,79
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 671,43
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 921,13
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 302,30
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 168,26
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 076,93
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 353,49
PROTEAU, GUYLAINE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ A GRÉ	2 025,00
PROTEAU, GUYLAINE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ A GRÉ	1 912,50
PROTEAU, GUYLAINE	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ A GRÉ	1 350,00

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
QTMG, HUISSIERS	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	11 834,69
QUINTIN & ASSOCIÉ, HUSSIERS DE JUSTICE SENC	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	5 578,11
R. GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ A GRÉ	4 419,63
RADAI, AMIR	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	5 787,22
RECRUTEMENT JURIDIQUE HANEY	PARTICIPATION AU FORUM PARTICULIER SUR LA RÉMUNÉRATION DES AVOCATS DU SECTEUR PRIVÉ.	GRÉ À GRÉ	3 000,00
RÉSEAU D.O.F. INC.	FORMATION SUR LE THÈME « LA PRATIQUE DU RÔLE-CONSEIL ».	GRÉ À GRÉ	2 000,00
RICCI TEASDALE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	6 503,57
RICHARD VEILLEUX	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	2 234,67
RJR INNOVATIONS INC.	RENOUVELLEMENT DU SOUTIEN POUR LE PROGICIEL SDE (MAGIC).	GRÉ À GRÉ	18 229,80
ROCK, CLÉMENT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	1 958,41
RODEUS GROUPE	RENOUVELLEMENT ABONNEMENT LANSWEEPER ENTERPRISE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 169,00
S.R.I.L.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	66,82
S.R.I.L.	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE LANAUDIÈRE.	GRÉ À GRÉ	4 516,47
SAMBATH, HEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 188,00
SANGOYA, TIMOTHY	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR LE NORD-DU-QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	1 784,00
SAUVÉ, RACHEL (STÉNO)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	5 706,60
SCALLEN, JENNIFER	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE POUR L'ABITIBI- TÉMISCAMINGUE.	GRÉ À GRÉ	5 797,48

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTARIAT DE L'EST-DU-QUÉBEC	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI.	GRÉ A GRÉ	231,33
SERVICES EXP INC., LES	EXPERTISE EN ENVIRONNEMENT	GRÉ À GRÉ	3 150,00
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 014,28
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 000,00
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 100,80
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 151,20
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 000,00
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 000,00
SOCIÉTÉ PARAJUDICIAIRE AUTOCHTONE DU QUÉBEC	RÉDACTION RAPPORT GLADU.	GRÉ À GRÉ	1 000,00
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DE LICENCES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 340,50
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SOUTIEN POUR LE BARRACUDA-BAR-YF-592247.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 610,80
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SUPPORT ADOBE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 431,40
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SOUTIEN DES PRODUITS QUEST-DELL.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 321,50
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT SOUTIEN DES MODULES DE DÉTECTION DE POURRIELS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 924,95
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT CONTRAT DE SUPPORT BFO PDF LIBRARY.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 143,73
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN RIGHT FAX D'OPEN TEXT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 890,66
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN LICENCES IBM WEBSHERE ET TIVOLI.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 044,25
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN BARRACUDA.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 854,16
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT LICENCE GOOGLE MAPS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 300,39
SOFTWARE ONE INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT SUPPORT LICENCES DU LOGICIEL ACTIVEPDF.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 655,95
SOFTWARE ONE INC.	RENOUVELLEMENT SOUTIEN PRODUIT DE COPIES DE SÉCURITÉ VEIRTAS BACKUP EXEC.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 011,20
SOLUTIONS INTRASOFT INC.	RENOUVELLEMENT DE SOUTIEN DU LOGICIEL WHAT'S UP GOLD.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 720,00
SOLUTIONS INTRASOFT INC.	RENOUVELLEMENT LOGICIEL WS_FTP D'IPSWITCH.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 318,25
STANEX	RENOUVELLEMENT SERVICE POWERTRUST PREFERRED 7X24 POUR SYSTÈMES BLADEUPS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 034,00
STE-MARIE, PIERRE (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	3 000,00
STÉNOGRAPHE DAVID H. DELDERFIELD ENR.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 432,00
TAIGA VISION INC.	COLLABORER APRÈS DES STRUCTURES DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE AU SUIVI DES OBLIGATIONS POUVANT DÉCOULER D'ENTENTES AVEC LA MINISTRE.	GRÉ À GRÉ	13 158,93
TANDESA LLC	RENOUVELLEMENT CONTRAT SOUTIEN LOGICIEL ITEXT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 715,77

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant (\$)
TC Transcontinental	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	1 086,00
TC Transcontinental	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	5 623,00
TC Transcontinental	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	1 729,00
TC Transcontinental	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	6 942,00
TECHNI-BUREAU	SERVICE D'IMPRESSION.	GRÉ À GRÉ	5 098,45
TRADUC-TEXTE ENR.	PROCÉDER À LA TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	GRÉ À GRÉ	3 353,52
TRADUCTIONS TERRANCE HUGHES INC.	TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	1 471,95
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DES TEXTES :FORMULAIRES, NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.	GRÉ À GRÉ	2 276,64
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DOCUMENTS DE COUR.	GRÉ À GRÉ	3 690,00
TREMBLAY RAIFFAUD SENCRL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE D'ALMA.	GRÉ À GRÉ	5 983,44
TRUDEL, FAVREAU HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU.	GRÉ À GRÉ	5 543,64
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 850,00
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 850,00
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 850,00
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 850,00
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	6 000,00
UNISYS CANADA	ENTRETIEN DU SYSTÈME DE TRAITEMENT MASSIF.	GRÉ À GRÉ	21 228,36
VACHON, TSHIUETEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE TRADUCTION ET/OU D'INTERPRÉTATION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE LA CÔTE-NORD ET DU PALAIS DE SEPT-ÎLES.	GRÉ À GRÉ	261,00
VINZANT INC.	RENOUVELLEMENT DU SOUTIEN DE GLOBAL EVENT CONTROL SERVER (GECS) - 2 ANS.	GRÉ À GRÉ	20 041,52
VOLLANT, MARIE-CLAUDE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU.	GRÉ À GRÉ	349,17
W.N. POULIN & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUCÉ.	GRÉ À GRÉ	11 287,86
XEROX CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DE LOCATION D'UN PHOTOCOPIEUR WC 7765.	GRÉ À GRÉ	6 000,00

CABINET MINISTÉRIEL

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PROPAIR	NOLISSEMENT D'AÉRONEF POUR L'INAUGURATION DES CENTRES DE JUSTICE DANS LA RÉGION DE KUUJUAQ	GRÉ À GRÉ	8 181,78 \$
9080-4246 QUÉBEC INC.	DÉNEIGEMENT POUR LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION À MANIWAKI	GRÉ À GRÉ	1 250,00 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS *

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ANGLOCOM	RÉVISION LINGUISTIQUE EN ANGLAIS DE DIVERS DOCUMENTS	GRÉ À GRÉ	550,00 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	585,00 \$
WOOD, LESLIE-ANNE	SERVICE-CONSEILS AUPRÈS DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	GRÉ À GRÉ	1 608,00 \$

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS (CONTRAT DE 2 000\$)	À LA DEMANDE DU CONSEIL, EFFECTUER LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DIVERS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	695,06 \$
AUBERT, LINDA, STÉNOGRAPHE (CONTRAT DE 9 500 \$)	EFFECTUER LA TRANSCRIPTION DES ENREGISTREMENTS SONORES D'AUDIENCES TENUES PAR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SOUMIS À L'AUTORITÉ DU CONSEIL ET AUTRES RENSEIGNEMENTS AINSI QU'AGIR COMME STÉNOGRAPHE POUR LA PRISE DE NOTES ET LA TRANSCRIPTION D'AUDIENCES DE COMITÉS D'ENQUÊTE CONSTITUÉS PAR LE CONSEIL.	GRÉ À GRÉ	1 704,00 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	GRAPHISME ET IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014-2015 DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE.	GRÉ À GRÉ	2 178,00 \$
L'HEUREUX AMARO INC. (CONTRAT DE 450 \$)	EAU EMBOUTEILLÉE ET NETTOYAGE DE LA FONTAINE.	GRÉ À GRÉ	217,80 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	SÉCURITÉ DES LOCAUX.	GRÉ À GRÉ	401,40 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ACCESSIBIL-IT INC.	BALISAGE DE DOCUMENTS PDF AFIN D'EN ASSURER L'ACCESSIBILITÉ	GRÉ À GRÉ	18 100,00 \$
ACE TECHNOLOGY INC.	INFORMATIQUE. SUPPORT CISCO, CHECKPOINT, CITRIX... SÉCURITÉ RÉSEAU	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
APPLE CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	GRÉ À GRÉ	6 260,00 \$
ARBITRAMEDIA INC.	ARBITRAGE - DOSSIER RELATIONS DE TRAVAIL CDPDJ	NOMINATION - MINISTRE DU TRAVAIL	2 206,00 \$
ASSELIN, FRANCE (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE - ENQUÊTES ET CTX	GRÉ À GRÉ	3 135,00 \$
AUBERT, LINDA (STÉNOGRAPHE)	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE - ENQUÊTES ET CTX	GRÉ À GRÉ	894,00 \$
BERGERON, JOHANNE	EXPERTISE DE DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGE AU TRIBUNAL	GRÉ À GRÉ	9 068,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BIBEAU, MICHEL	MANDAT D'ENQUÊTER DANS UN DOSSIER	ARTICLE 62 DE LA CHARTE. TARIF FIXÉ PAR DÉCRET.	2 400,00 \$
BILODEAU COLEEN	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 314,00 \$
BLAIS, MICHEL	ÉTUDE DE DOSSIER, RENCONTRE PRÉPARATOIRE ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	1 225,00 \$
BLANCHETTE, YVON	CONSEILLER ÉQUITÉ SALARIALE	GRÉ À GRÉ	1 512,00 \$
BUREAU DES INTERVIEWERS PROF. (B.I.P.)	SONDAGE RESP. RH "PROMOTION EN EMPLOI ...MINORITÉS RACISÉES"	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 670,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 813,00 \$
CDW CANADA INC.	PROLONGEMENT DE GARANTIE ET MATERIEL CISCO	GRÉ À GRÉ	1 828,00 \$
CDW CANADA INC.	ANTIVIRUS KAPERSKY POUR 200 ORDINATEURS (3 ANS)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 906,00 \$
CDW CANADA INC.	RENOUVELLEMENT ADOBE (10)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 366,00 \$
CDW CANADA INC.	ACQUISITION SERVEUR	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 889,00 \$
CDW CANADA INC.	ACQUISITION FORTINET (4)	GRÉ À GRÉ	4 387,00 \$
CDW CANADA INC.	RENOUVELLEMENT CISCO SMARTNET	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 343,00 \$
CITRIX SYSTEMS INC.	RENOUVELLEMENT LICENCES CITRIX - XEN APP ENTERPRISE	GRÉ À GRÉ	5 973,00 \$
CNW TELBEC	ENVOI DE COMMUNIQUÉS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	813,00 \$
COMMUNICATIONS DEMO	SERVICES TECHNIQUES : VEILLE MÉDIA	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	6 559,00 \$
CONSULTATION S.A.P.A. INC.	EXPERTISE EN ERGOTHÉRAPIE	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
COTNOIR, PIERRE-ALAIN	EXPERT ET PRINCIPAL ANALYSTE DU SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS DES DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS	GRÉ À GRÉ	6 240,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION, TRADUCTION ET RÉDACTION	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 593,00 \$
DIÈSE	MAQUETTES RAG: CONCEPTION, MONTAGE, PRODUCTION	GRÉ À GRÉ	4 177,00 \$
DRIVESAVERS INC.	RÉCUPÉRATION DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	8 775,00 \$
EXEMPLO INC.	LICENSE ET SERVICES DE CONFIGURATION	GRÉ À GRÉ	1 014,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
EXEMPIO INC.	FORMATION - ÉQUIPE INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	2 198,00 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	TÉLÉCOMMUNICATIONS INFORMATIQUES PAR FIBRE OPTIQUE- MONTRÉAL ET QUÉBEC	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 140,00 \$
FIERTÉ MONTRÉAL PRIDE	PARTICIPATION AU DÉFILÉ ET À LA JOURNÉE COMMUNAUTAIRE À L'OCCASION DU 40E ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
FLORENCE	TÉLÉPHONIE - ACHAT APPAREIL IP (15)(RÉGIONS)	GRÉ À GRÉ	2 350,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE	ACHAT ET INSTALLATION D'UN CLIMATISEUR - SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	15 584,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE	SERVICES D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET APPELS DE SERVICE	GRÉ À GRÉ	14 200,00 \$
GROUPE HAY LIMITÉE (LE)	ÉVALUATION DE DEUX CANDIDATS	GRÉ À GRÉ	1 100,00 \$
GROUPE REPROCOM	IMPRESSION FEUILLET : 40 ANS D'IMPLICATION AUPRÈS DES GROUPES LGBT AU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	1 111,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION : PORTABLES DELL LATITUDE E7450 AVEC ÉCRAN TACTILE (5)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	8 243,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION : PORTABLE DELL LATITUDE E7450 (11)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	12 754,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION : ÉCRAN (10)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 364,00 \$
IN FIDEM	BILAN DE SÉCURITÉ INFORMATIQUE 2015	GRÉ À GRÉ	18 000,00 \$
INFYNIA.COM	AUDIT DE SÉCURITÉ PHYSIQUE	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
J L ENTRETIEN ENR.	ENTRETIEN MÉNAGER	GRÉ À GRÉ	9 000,00 \$
JOBBOOM	FORFAIT DE RECRUTEMENT (AFFICHAGE DE POSTE)	GRÉ À GRÉ	2 895,00 \$
KORN FERRY HAY GROUP	ÉVALUATION DE DEUX CANDIDATS	GRÉ À GRÉ	1 100,00 \$
LOCOMOTIVE INC.	DESIGN GRAPHIQUE DE BANNIÈRES	GRÉ À GRÉ	1 200,00 \$
LOCOMOTIVE INC.	DESIGN GRAPHIQUE - POSTER 40E -	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
LOCOMOTIVE INC.	DESIGN GRAPHIQUE - POSTER CONFÉRENCE CASHRA (ACCCDP)	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
MELOCHE, FRANCIS (ME)	CONSEILS DOSSIERS RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	7 028,00 \$
PROVENCHER ROY	SERVICES CONSEILS EN AMÉNAGEMENTS	GRÉ À GRÉ	978,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
NETWRIX CORPORATION	LOGICIEL NETWRIX (160)	GRÉ A GRÉ	9 342,00 \$
NOREAU, PIERRE	ASSURER LA DIRECTION DU SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS DES DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS	GRÉ A GRÉ	7 000,00 \$
NOVIPRO INC.	SERVICES PROFESSIONNELS D'UN SPÉCIALISTE FORTINET (PAREFEU)	GRÉ A GRÉ	2 590,00 \$
ORIZON MOBILE	ACQUISITION: CASQUES D'ÉCOUTE SANS FIL (13)	GRÉ A GRÉ	4 915,00 \$
PRODUCTIONS TOTAM INC.	RÉALISATION ET PRODUCTION DE CAPSULES POUR LE WEB	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 700,00 \$
QUIGLEY, ALEXANDRA	SUPPORT SECRÉTARIAT: RECHERCHE JURISPRUDENTIELLE, RÉDACTION DE RÉOLUTIONS...16-02-03	GRÉ A GRÉ	2 938,00 \$
SAUVÉ JUDITH	PARTICIPER À TITRE DE MEMBRE DU JURY DE SÉLECTION AUX ENTREVUES - DIR. CONTENTIEUX	GRÉ A GRÉ	1 000,00 \$
SIEMENS CANADA LTÉE	PROGRAMMATION ALARME POUR ENVOI À LA CENTRALE DE DUBERGER	GRÉ A GRÉ	1 115,00 \$
SIEMENS CANADA LTÉE	INSTALLATION SYSTÈME DE DÉVERROUILLAGE À DISTANCE DU BOUTON PANIQUE- RÉCEPTION	GRÉ A GRÉ	1 867,00 \$
SIEMENS CANADA LTÉE	SÉCURITÉ: INSTALLATION DE 6 " BOUTONS PANIQUE"	GRÉ A GRÉ	815,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES	IMPRESSION - AFFICHE (1000)	GRÉ A GRÉ	1 112,00 \$
SOCIÉTÉ LOGIQUE	EXPERTISE-CONSEIL EN ACCESSIBILITÉ	GRÉ A GRÉ	2 763,00 \$
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE	ÉVALUATION D'UNE CANDIDATE CADRE	GRÉ A GRÉ	1 325,00 \$
SPB PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE	ÉVALUATION D'UNE CANDIDATE CADRE	GRÉ A GRÉ	1 575,00 \$
STÉNOFAC INC.	SERVICES DE STÉNOGRAPHIE - ENQUÊTES ET CTX	GRÉ A GRÉ	4 796,00 \$
SUPPORT WAREHOUSE	PLAN DE GARANTIE PROLONGÉ POUR SERVEURS HP (2) 1 AN (DATE DIFF. POUR CHACUN DES PLANS)	GRÉ A GRÉ	1 368,00 \$
SUPPORT WAREHOUSE	PLAN DE GARANTIE PROLONGÉ POUR SERVEURS HP (2) - MONTRÉAL - 1 AN	GRÉ A GRÉ	1 812,00 \$
TC - IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL	IMPRESSION DE CARTES POSTALES - 40e ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE	GRÉ A GRÉ	609,00 \$
TC - IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL	IMPRESSION DES DÉPLIANTS: TRAVAILLEURS AGRICOLES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 668,00 \$
TELERIK INC.	RENOUVELLEMENT LICENCES (NOV 2015 A NOV 2018)	GRÉ A GRÉ	2 383,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TREMBLAY, RÉAL	QUALITÉ DES SERVICES	GRÉ A GRÉ	10 242,00 \$
TRUDEL PIERRE PROFESSEUR	RECHERCHE DES TENDANCES ÉMERGENTES - ENJEUX DROITS FONDAMMENTAUX	GRÉ A GRÉ	10 662,00 \$
VIDÉOTRON	ABONNEMENTS INTERNET	GRÉ A GRÉ	5 262,00 \$
YORDANOVA, SVETOSLAVA	SOUTIEN ÉQUIPE INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	3 487,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ALLIANCE 9000	INFOGRAPHIE DU CALENDRIER 2016.	GRÉ A GRÉ	2 109,00 \$
BELL CANADA	INSCRIPTION ANNUAIRE.	GRÉ A GRÉ	1 393,00 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES.	GRÉ A GRÉ	2 840,00 \$
BUREAU DE CONFÉRENCIERS ORIZON INC.	FORMATION.	GRÉ A GRÉ	3 000,00 \$
BUROPLUS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ A GRÉ	5 446,00 \$
CLAUDE BOILY	RÉVISION DES RÉSULTATS FINANCIERS DU RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE ET RAPPORT.	GRÉ A GRÉ	3 000,00 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DE COMIUNIQUÉS DE PRESSE.	GRÉ A GRÉ	3 376,00 \$
COFORCE	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ A GRÉ	1 820,00 \$
COGNAT INC.	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	GRÉ A GRÉ	11 666,00 \$
COGNAT INC.	SERVICE DE SAUVEGARDES INFORMATIQUES.	GRÉ A GRÉ	8 955,00 \$
COMPUGEN	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	GRÉ A GRÉ	3 616,00 \$
CRITES & RIDDELL BASICS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ A GRÉ	1 774,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ A GRÉ	3 050,00 \$
DESJARDINS GESTION IMMOBILIÈRE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX.	GRÉ A GRÉ	5 355,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DICOM EXPRESS	MESSAGERIE.	GRÉ A GRÉ	1 193,00 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK	GRÉ A GRÉ	1 889,00 \$
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	MOBILIER DE BUREAU.	GRÉ A GRÉ	5 272,00 \$
GROUPE LE CORRE ET ASSOCIÉS INC.	FORMATION.	GRÉ A GRÉ	3 149,00 \$
JEAN MERCIER	CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES.	GRÉ A GRÉ	2 400,00 \$
JOBBOOM INC.	PUBLICATION D'OFFRES D'EMPLOI.	GRÉ A GRÉ	2 085,00 \$
LE PARCHEMIN	ÉPINGLES AIDE JURIDIQUE.	GRÉ A GRÉ	3 585,00 \$
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	DOCUMENTATION.	GRÉ A GRÉ	18 352,00 \$
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	SERVICE INFORMATIQUE : AUDIT DU PARE-FEU ET TEST D'INTRUSION EXTERNE.	GRÉ A GRÉ	5 400,00 \$
LEXISNEXIS	DOCUMENTATION.	GRÉ A GRÉ	17 414,00 \$
LITHOGRAPHIE ANDRÉ LACHANCE INC.	IMPRESSION DE CHÈQUES LASER.	GRÉ A GRÉ	2 290,00 \$
LUSSIER DALE PARIZEAU	ASSURANCE COMMERCIALE.	GRÉ A GRÉ	16 318,00 \$
LYRECO (CANADA) INC.	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ A GRÉ	3 552,00 \$
MICROAGE	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	GRÉ A GRÉ	2 177,00 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS.	GRÉ A GRÉ	11 453,00 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE.	GRÉ A GRÉ	2 932,00 \$
OBLIK	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ A GRÉ	2 825,00 \$
OPENFACE	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET.	GRÉ A GRÉ	13 800,00 \$
PANADATA INC.	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ A GRÉ	1 256,00 \$
PITNEY BOWES	TIMBRES, ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR COMPTEUR POSTAL.	GRÉ A GRÉ	10 989,00 \$
PRICewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.	EXPERTISE COMPTABLE.	GRÉ A GRÉ	9 400,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PRODUCTIONS QUÉBEC MULTIMÉDIA INC.	FORMATION WEBINAIRE.	GRÉ A GRÉ	4 025,00 \$
SAGE SOFTWARE CANADA LTD.	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIEL.	GRÉ A GRÉ	3 397,00 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ A GRÉ	6 836,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS POUR FORMATION DES AVOCATS.	GRÉ A GRÉ	7 345,00 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENT (3 PERMIS A L'USAGE DES OFFICIERS DE LA CSJ).	GRÉ A GRÉ	7 671,00 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCES POUR LOGICIELS	GRÉ A GRÉ	11 174,00 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	GRÉ A GRÉ	10 527,00 \$
SYLVIE TRÉPANIÉ, CRHA	CONSULTANTE EN RESSOURCES HUMAINES.	GRÉ A GRÉ	18 646,00 \$
THE COMPUTER MEDIA GROUP	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	GRÉ A GRÉ	5 681,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ A GRÉ	6 646,00 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ A GRÉ	9 664,00 \$
XÉROX CANADA LTÉE	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ A GRÉ	1 846,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ADN5 MÉDIA INC.	REVUE DE PRESSE ÉCRITE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	23 400,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	3 117,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	4 057,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	7 948,95 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	4 173,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	5 151,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	5 774,95 \$
ADT CANADA INC.	APPEL DE SERVICES - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	1 008,48 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	1 047,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	3 917,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	1 949,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	4 934,00 \$
AÉRONOLISEMENT	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 033,36 \$
AÉRONOLISEMENT	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 044,36 \$
AIRBNB	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UNE ASSIGNATION POUR UN DOSSIER DE COUR	GRÉ A GRÉ	1 712,00 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - FORMATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 824,34 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - REPRÉSENTATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 120,25 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - REPRÉSENTATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 120,25 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - REPRÉSENTATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 203,25 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - REPRÉSENTATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 616,85 \$
AIR CANADA INC.	BILLET D'AVION - REPRÉSENTATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 652,51 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 637,67 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 217,62 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 290,90 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	1 741,09 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 694,93 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 674,85 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	6 130,33 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 013,92 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 460,08 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 113,28 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 775,83 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 233,14 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 034,25 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 574,52 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	1 959,76 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 863,10 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 473,26 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 801,36 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 261,51 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 094,36 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 579,91 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 038,59 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 383,01 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	1 739,79 \$
AIR INUIT LTÉE	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 431,02 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR LIAISON INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	4 000,00 \$
ASSELIN, FRANCE (STÉNOGRAPHE)	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	1 440,00 \$
AUBERT, LINDA (STÉNOGRAPHE)	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	2 310,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	RECONNAISSANCE DE FORMATION	GRÉ A GRÉ	18 500,00 \$
BOUTY INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ A GRÉ	1 931,25 \$
BRILLON, PASCALE (PSYCHOLOGUE)	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	3 200,00 \$
BUCK TRAITEUR INC., LE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	5 427,26 \$
CARLITO, LE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	3 503,36 \$
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ A GRÉ	1 072,24 \$
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ A GRÉ	1 937,99 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	SERVICE D'ENTRETIEN INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 155,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	2 795,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 215,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	2 275,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	5 893,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	5 893,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	4 706,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	7 108,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	8 168,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	8 168,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	7 108,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'UNE VISIOCONFÉRENCE	GRÉ A GRÉ	8 168,00 \$
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA	EXPERTISE EN AVIATION	GRÉ A GRÉ	2 145,00 \$
CHALET WINDSOR	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UNE ASSIGNATION POUR UN DOSSIER DE COUR	GRÉ A GRÉ	3 375,00 \$
CHANTAL GOSSELIN (9162-6192 QUÉBEC INC.)	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	9 000,00 \$
CHÂTEAU JOLIETTE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ A GRÉ	2 126,00 \$
CLASSEMENT LUC BEAUDOIN INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ A GRÉ	4 188,75 \$
COMPUGEN INC.	ACQUISITION D'UNE LICENCE INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 468,44 \$
CONSULTANT JURIPRO INC.	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	1 200,00 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES	SERVICE D'IMPRESSION	GRÉ A GRÉ	1 048,68 \$
DE CHAMPLAIN, MARIUS	EXPERTISE EN FORCE POLICIÈRE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 728,57 \$
DE LAVOY	CONFECTION DE TOGE	GRÉ A GRÉ	1 508,00 \$
DE LAVOY	CONFECTION DE TOGE	GRÉ A GRÉ	1 089,00 \$
DELISLE, SUZANNE	MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	6 400,00 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ A GRÉ	2 193,24 \$
DEMERS, HÉLÈNE	SERVICE DE CORRECTION DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	GRÉ A GRÉ	5 950,00 \$
DENIS LABERGE, CONSULTANT EN SÉCURITÉ ET ENQUÊTES	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	2 500,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	4 100,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	9 800,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 000,00 \$
D ^{RE} CLAIRE ALLARD-DANSEREAU	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 402,48 \$
D ^{RE} FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	3 103,70 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ A GRÉ	2 302,00 \$
ERIKSSON CIMENT, ERIKA	CONFECTION DE TOGE	GRÉ A GRÉ	1 650,00 \$
EXPERTISES JACQUES DESNOYERS INC., LES	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 200,00 \$
FALLET-BIANCO, CATHERINE (MÉDECIN)	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	3 650,00 \$
FAVREAU, MARC	SERVICE D'ARBITRAGE EN RELATIONS DU TRAVAIL	GRÉ A GRÉ	2 975,00 \$
FFA EXPERTISE	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ A GRÉ	1 625,00 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 010,00 \$
GILLES DEMERS CONSEIL ET FORMATION INC.	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	3 235,00 \$
GIRARD, PAUL	MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	2 100,00 \$
GNANARAJAH, ALFRED	TRADUCTION ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 175,00 \$
GOULET, JOËL	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	1 400,00 \$
GROUPE DE SANTÉ DUCORE INC.	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ A GRÉ	2 500,00 \$
GUIMOND, SYLVAIN	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	6 200,00 \$
HENRI A. LAFORTUNE INC.	CONFECTION DE MÉMOIRE	GRÉ A GRÉ	1 905,99 \$
HÔTEL LA NORMANDIE [1983] INC.	HÉBERGEMENT - TÉMOINS	GRÉ A GRÉ	1 057,81 \$
HÔTEL MÉTROPOLITAIN	HÉBERGEMENT - REPRÉSENTATION	GRÉ A GRÉ	1 170,88 \$
HÔTEL MÉTROPOLITAIN	HÉBERGEMENT - REPRÉSENTATION	GRÉ A GRÉ	1 170,88 \$
HÔTEL MONTFORT NICOLET INC.	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	10 973,85 \$
HÔTEL QUARTIER	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	GRÉ A GRÉ	1 273,08 \$
HÔTEL QUÉBEC, L'	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	GRÉ A GRÉ	1 430,16 \$
IMPRESSIONS BOURG-ROYAL INC., LES	SERVICE D'IMPRESSION	GRÉ A GRÉ	1 295,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
INTERNATIONALE ASSOCIATION OF PROSECUTORS	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	GRÉ A GRÉ	1 451,58 \$
JOEL WATTS (PSYCHIATRE)	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	5 950,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DES CHEMISES PRÉ NUMÉROTÉES	GRÉ A GRÉ	6 325,00 \$
JSC TRAINS CONSULTANT	TRADUCTION	GRÉ A GRÉ	5 250,00 \$
KUUJUAQ COOP HOTEL	HÉBERGEMENT - TÉMOIN	GRÉ A GRÉ	1 159,99 \$
LA DOSE PRO	REVUE DE PRESSE ÉCRITE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 750,00 \$
LACOURSIÈRE, GUY	SERVICE D'ANALYSE EN RESSOURCES HUMAINES	GRÉ A GRÉ	2 000,00 \$
LALIBERTÉ, MARTIN (DR)	EXPERTISE EN TOXICOLOGIE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	12 206,40 \$
LAPOINTE, LUCIE	MEMBRE DU COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	1 100,00 \$
LE CLERC, MONIQUE J. (STÉNOGRAPHIE)	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	2 096,00 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ A GRÉ	4 841,50 \$
LOUIS BÉRARD (PSYCHIATRE)	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ A GRÉ	1 375,00 \$
LYRECO CANADA	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ A GRÉ	1 085,64 \$
NATHALIE DION (ÉVEIL CONSEIL)	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	9 365,95 \$
OLIVE ET PAPAYE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	7 094,08 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS (CPA)	FORMATION	GRÉ A GRÉ	1 499,00 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 799,30 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	1 917,69 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 817,93 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 342,06 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 910,63 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 869,91 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 787,18 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 902,67 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 530,28 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 728,72 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	3 610,49 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	5 330,76 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	2 828,76 \$
PROPAIR INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (2 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	4 555,20 \$
PROVOST, LOUISE	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	2 350,00 \$
PUVIRNITUQ COOP HOTEL	HÉBERGEMENT - COUR ITINÉRANTE	GRÉ A GRÉ	1 180,00 \$
QUO VADIS INTERNATIONAL LTÉE	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ A GRÉ	1 142,40 \$
QUOTIENT JURICOMPTABLES INC.	EXPERTISE EN JURICOMPTABILITÉ, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE A LA COUR	GRÉ A GRÉ	17 335,00 \$
RAGQ RÉSERVATION	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UNE ASSIGNATION POUR UN DOSSIER DE COUR	GRÉ A GRÉ	3 284,00 \$
REGUS	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ A GRÉ	1 334,60 \$
RELIANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	4 622,00 \$
RELIANCE PROTECTRON INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ A GRÉ	1 061,00 \$
ROBERGE, MICHEL	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	1 726,44 \$
SERVICES INTER BUREAUX PLUS	SERVICE DE DÉMÉNAGEMENT	GRÉ A GRÉ	1 093,50 \$
SHERATON ZURICH HOTEL	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ A GRÉ	2 562,97 \$
SHERPA MEDIATION	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	3 300,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SIEMENS CANADA LIMITÉE	SERVICE EN SÉCURITÉ	GRÉ A GRÉ	2 229,37 \$
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ST-SAUVEUR	HÉBERGEMENT DANS LE CADRE D'UNE ASSIGNATION POUR UN DOSSIER DE COUR	GRÉ A GRÉ	1 590,00 \$
SOLUTIONS DE COMMUNICATION SENSUS, LES	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ A GRÉ	3 718,00 \$
STÉNOBIL INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	1 476,30 \$
STÉNOBIL INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	1 281,40 \$
STÉNOPLUS INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	2 634,60 \$
STOP OXYGEN	SERVICE DE MARQUAGE ANTIVOL	GRÉ A GRÉ	3 030,00 \$
TAXI COOP STE-FOY SILLERY	SERVICE DE TAXIS	GRÉ A GRÉ	1 198,98 \$
TEKNION ROY & BRETON INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ A GRÉ	2 260,80 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ A GRÉ	1 883,56 \$
TRANSPORT W. Cyr [1984] INC.	SERVICE DE DÉMÉNAGEMENT	GRÉ A GRÉ	1 466,25 \$
VALERGON INC.	FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2015 DU D.P.C.P.	GRÉ A GRÉ	11 078,00 \$
VIVA DESIGN	SERVICE DE GRAPHISME	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 935,00 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 129,33 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 413,80 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 857,31 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 962,09 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 962,09 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITION DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,69 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - FORMATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 342,87 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 352,73 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 044,73 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - RÉUNION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 152,25 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 655,08 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 337,07 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 788,99 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 055,14 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 618,79 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 715,74 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 673,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 172,50 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 063,03 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 542,70 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,69 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,69 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 342,87 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 172,50 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 738,93 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 188,43 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 221,68 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,56 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,69 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,69 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 163,40 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 221,68 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 221,68 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 542,71 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 559,99 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 960,51 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 960,52 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	2 187,70 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 618,79 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 048,57 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 667,97 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 066,11 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 804,74 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 581,13 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - FORMATION (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 824,12 \$
Voyages ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 137,11 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 137,11 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	3 137,14 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 873,07 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 180,37 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 295,24 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 417,99 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOINS (3 PERSONNES)	GRÉ A GRÉ	1 553,21 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 559,48 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 596,37 \$
VOYAGES MAXIMA INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 600,52 \$
VOYAGES OPTIMUM INC.	BILLET D'AVION - ENTRAIDE INTERNATIONALE (1 PERSONNE)	GRÉ A GRÉ	1 977,00 \$
WHYGO AMERICAS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ A GRÉ	3 922,74 \$
WHYGO AMERICAS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ A GRÉ	2 455,46 \$
WHYGO AMERICAS INC.	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ A GRÉ	2 850,45 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	ABONNEMENT JURIDIQUE	GRÉ A GRÉ	3 491,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ADECCO SERVICE DE RESSOURCES HUMAINES LTÉE (AGENCE DE PLACEMENT)	SERVICES DE SECRÉTARIAT PONCTUELS	GRÉ A GRÉ	3 628,80 \$

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Asselin, Marie	Effectuer des travaux de traduction et de révision	Gré à Gré	7 500,00 \$
Bell Canada	PUBLIER LES COORDONNÉES DES BUREAUX DE L'OFFICE DANS LES PAGES BLEUES	Gré à Gré	3 783,74 \$
Bell Canada	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS D'ACCOMPAGNEMENT EN SÉCURITÉ SUR LES PRODUITS McAfee	Gré à Gré	3 360,00 \$
Bibeau, Pierre	FOURNIR DES SERVICES INFORMATIQUES TELS QUE CONFIGURATION ET INSTALLATION DE LOGICIELSDE SERVEURS	Gré à Gré	892,50 \$
CEDROM SNI	FOURNIR LA REVUE DE PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE POUR LA PÉRIODE DU 9 AOÛT 2014 AU 8 AOÛT 2015	Gré à Gré	16 445,03 \$
CIAO Technologies	FOURNIR UNE EXPERTISE EN ACCESSIBILITÉ DU Web	Gré à Gré	5 750,00 \$
Clairvoyant, Éric	PROCÉDER À LA RÉVISION ET À LA PRODUCTION DE DOCUMENTS RELATIFS À LA GOUVERNANCE EN SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	Gré à Gré	6 000,00 \$
CNW Telbec	DIFFUSER DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	A.O.P.	1 885,80 \$
Communication Demo	SERVICE DE VEILLE DES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	A.O.P.	10 798,07 \$
Consultants Longpré & Associés Inc., Les	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE À LA PERSONNE	Gré à Gré	3 960,00 \$
Copies de la Capitale, Les	EFFECTUER L'IMPRESSION DE DIVERS DOCUMENTS DE L'OFFICE	Gré à Gré	1 052,33 \$
Côté, Paul Raymond	EFFECTUER LA TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS DE L'OFFICE	Gré à Gré	3 000,00 \$
Hypertec Systèmes Inc.	CONTRAT D'ENTRETIEN POUR UNE UNITÉ DE STOCKAGE (SAN)	Appel d'offres public	6 445,00 \$
Immigrant Québec	FOURNIR UN KIOSQUE ET LES SERVICES ÉLECTRIQUES POUR LE SALON DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION AU QUÉBEC	Appel d'offres public	2 260,00 \$
Impressions Bourg Royal Inc., Les	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSION DE DOCUMENTS POUR LES TROUSSES D'INFORMATION	Gré à Gré	1 313,00 \$
Impressions Stampa Inc., Les	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS, FORMULAIRES ET PERMIS	Gré à Gré	16 330,00 \$
Imprimerie sociale (1994) Inc.	RÉALISER DIVERS TRAVAUX D'IMPRESSION POUR LES OUTILS DE TRAVAIL DES AGENTS DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	Gré à Gré	3 103,00 \$
Lachapelle, André	OFFRIr UN SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ET DE RELATIONS AVEC LES MÉDIAS	Gré à Gré	3 500,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
LTAS TECHNOLOGIES INC.	ABONNEMENT D'UN AN AUX SERVICES DE RECHERCHE « HARMARI » ET AUX RAPPORTS PERSONNALISÉS « CURBFINDER ». LES SERVICES DE RECHERCHES « HARMARI » ET DE RAPPORTS « CURBFINDER » SONT UTILISÉS DANS LE DOMAINE DES ENQUÊTES.	GRÉ A GRÉ	12 000,00 \$
MARCOTTE, SOPHIE	EFFECTUER DES TRAVAUX DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ A GRÉ	7 000,00 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	FOURNIR DES SERVICES D'HUISSIERS	GRÉ A GRÉ	10 660,85 \$
PBT1 INC.	FOURNIR DES SERVICES INFORMATIQUES TELS QUE CONFIGURATION ET INSTALLATION DE LOGICIELS DE SERVEURS	GRÉ A GRÉ	11 007,50 \$
PLEAU, NORMAND (N. PIXEL)	FOURNIR DES SERVICES D'ÉDITION ET DE GRAPHISME	GRÉ A GRÉ	9 500,00 \$
PRO-COPIES	RÉALISER DIVERS TRAVAUX DE REPROGRAPHIE	GRÉ A GRÉ	1 058,05 \$
PUROLATOR	FOURNIR DES SERVICES DE MESSAGERIE	GRÉ A GRÉ	16 026,00 \$
RESSAC MÉDIA	FOURNIR UNE EXPERTISE RELATIVEMENT À L'OUTIL DE CUEILLETTE ET D'ANALYSE DE STATISTIQUES « GOOGLE ANALYTICS »	GRÉ A GRÉ	5 750,00 \$
RM PSYCHOLOGIE ORGANISATIONNELLE	OFFRIR UNE FORMATION SUR LA GESTION À DISTANCE	GRÉ A GRÉ	1 020,00 \$
SCIENCE DBA INC.	FAIRE L'ANALYSE DES TRAVAUX NÉCESSAIRES POUR FOURNIR À L'OFFICE UNE INFRASTRUCTURE DE HAUTE DISPONIBILITÉ DU SERVEUR DE BASE DE DONNÉES SQL	GRÉ A GRÉ	9 100,00 \$
SERVICES CONSEILS RDI INC.	FOURNIR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT DES DONNÉES DU PLAN DE RELÈVE DE L'OFFICE	GRÉ A GRÉ	3 150,00 \$
SYNOVATEC	AGIR À TITRE DE CONSEILLER TECHNOLOGIQUE SÉNIOR DANS LES DOMAINES DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION, DE LA VIRTUALISATION ET DE L'INFRASTRUCTURE TECHNOLOGIQUE	APPEL D'OFFRES PUBLIC	24 000,00 \$
SYTI INC.	FOURNIR DES SERVICES EN VIRTUALISATION TELS QUE CONFIGURATION ET INSTALLATION DE LOGICIELS POUR LES SERVEURS ET LES POSTES DE TRAVAIL.	GRÉ A GRÉ	5 600,00 \$
TEKNOV INC.	FOURNIR UN SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT (À L'AIDE DE L'OUTIL SHAREPOINT) DANS LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE PROJETS INFORMATIQUES	GRÉ A GRÉ	21 000,00 \$
TEXTES IMPECCABLES INC., LES	EFFECTUER DES TRAVAUX DE RÉVISION LINGUISTIQUE DE DOCUMENTS RÉALISÉS PAR L'OFFICE	GRÉ A GRÉ	3 000,00 \$
TITLEY, FRANCINE	OFFRIR DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT RELATIVEMENT À UNE PROBLÉMATIQUE DE CLIMAT ORGANISATIONNEL	GRÉ A GRÉ	1 200,00 \$
UBLO DESIGN	EFFECTUER DE LA CONCEPTION GRAPHIQUE POUR LE WEB	GRÉ A GRÉ	7 000,00 \$
WEB LOUNGE S.E.N.C.	RÉALISER DES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN DU SITE WEB ET DE SA VERSION MOBILE	GRÉ A GRÉ	17 875,00 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BRISSON & SEDGWICK	TRANSCRIPTION STÉNOGRAPHIQUE D'ENTREVUES ET D'INTERROGATOIRES	GRÉ À GRÉ	1 800,00 \$
CLIMPRO	ENTRETIEN DE LA CLIMATISATION DE LA SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 451,00 \$
ÉNAF	CONSEIL STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	4 628,00 \$
FRANÇOIS GIROUX	COACHING ET CONSEIL STRATÉGIQUE	GRÉ À GRÉ	4 000,00 \$
LOEWS HOTEL VOGUE	FORMATION DES NOUVEAUX ADMINISTRATEURS NOMMÉS AU SEIN DES ORDRES PROFESSIONNELS : HÉBERGEMENT ET LOCATION D'UNE SALLE	GRÉ À GRÉ	4 065,00 \$
MORNEAU SHEPELL LTÉE	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	2 280,00 \$
NAMMOUR, RAFIC	RÉVISION LINGUISTIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014-2015	GRÉ À GRÉ	1 587,00 \$
PCT COMPOSITION	PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2014-2015	GRÉ À GRÉ	11 357,00 \$
PRICEWATERHOUSE COOPER	VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS (CONTRAT OCTROYÉ PAR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL)	GRÉ À GRÉ	14 500,00 \$
PROVOST, LOUISE	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
QC MÉDIA	CONSULTANT INFORMATIQUE POUR LA MISE À JOUR DE CERTAINS LOGICIELS DU SITE INTERNET DE L'OFFICE (MISE À JOUR DE TYPO3)	GRÉ À GRÉ	10 200,00 \$
RANDSTAD INTERIM INC.	SUPPORT EN SECRÉTARIAT	GRÉ À GRÉ	20 347,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT *
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	1 018,66 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	DÉCHIQUETAGE	GRÉ À GRÉ	1 963,90 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	ENTREPOSAGE SOUS VOÛTE	GRÉ À GRÉ	8 779,67 \$
ASSOCIATION SECURITÉ INFORMATION DU QUEBEC	FORMATION EN INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 035,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT *
AUTOBUS LA QUÉBÉCOISE	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ A GRÉ	2 039,00 \$
BARREAU DU QUEBEC	ACCREDITATION DE COURS	GRÉ A GRÉ	2 200,00 \$
BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	ENTRETIEN	GRÉ A GRÉ	1 364,00 \$
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	2 527,09 \$
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	2 725,16 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 000,00 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	3 800,00 \$
CEGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 143,75 \$
CELLUNIVERS COMMUNICATIONS INC.	LOCATION DE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE	GRÉ A GRÉ	1 600,00 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	2 100,00 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 260,00 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTES	GRÉ A GRÉ	7 204,30 \$
CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	FORMATION	GRÉ A GRÉ	1 180,00 \$
COPIBEC	RENOUVELLEMENT DE LICENCES DE REPRODUCTION	GRÉ A GRÉ	4 067,20 \$
COTÉ JOSÉE	SERVICE DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ A GRÉ	1 400,00 \$
CREALOGIK INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	6 297,00 \$
DELTA SHERBROOKE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 655,00 \$
DELTA TROIS-RIVIERES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 220,00 \$
DEMÉNAGEMENT & TRANSPORT DOLBEC INC.	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ A GRÉ	2 095,14 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	3 850,00 \$
ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION	SERVICE PROFESSIONNEL	GRÉ A GRÉ	12 760,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT *
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 078,95 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 522,88 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 155,00 \$
ENTREPRISES INFORMATIQUES TECHLAN INC. (LES)	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	6 996,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	3 400,00 \$
FRAIS CAFÉ NPH	TRAITEUR	GRÉ A GRÉ	1 670,25 \$
GARTNER CANADA	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ A GRÉ	16 968,00 \$
GROUPE EXCEL SO	TRAITEUR	GRÉ A GRÉ	1 069,25 \$
HOTEL CASTEL DE GRANBY	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 230,00 \$
HOTEL CASTEL DE GRANBY	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 180,00 \$
HOTEL FORESTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 400,00 \$
HOTEL FORESTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 059,92 \$
LES SYSTÈMES ONCA INC.	SERVICE DE MAINTENANCE	GRÉ A GRÉ	3 225,00 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 249,13 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 249,13 \$
L'INFOGRAF	CONCEPTION D'UNE PLATEFORME VISUELLE	GRÉ A GRÉ	6 090,00 \$
MEDISOLUTION (2009) INC.	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ A GRÉ	1 656,67 \$
MEDISOLUTION (2009) INC.	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ A GRÉ	5 011,77 \$
MICRO LOGIC	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	1 169,60 \$
MTY TIKI MING ENTERPRISES INC.	TRAITEUR	GRÉ A GRÉ	2 362,23 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT *
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	2 178,87 \$
OCTOPUS-ITSM.COM INC	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ A GRÉ	13 230,00 \$
OPTIMA SANTÉ GLOBALE INC.	AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ A GRÉ	12 000,00 \$
PROCONTACT INFORMATIQUE	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ A GRÉ	19 688,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 183,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 316,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 226,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 226,00 \$
QUALITY SUITES DRUMMONDVILLE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 185,60 \$
QUALITY SUITES DRUMMONDVILLE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 313,40 \$
RJR INNOVATIONS INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	2 589,10 \$
SECURIA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	1 758,02 \$
SHRED-IT QUÉBEC	DÉCHIQUETAGE	GRÉ A GRÉ	1 437,27 \$
SOLOTECH QUÉBEC INC.	INSTALLATION D'ÉQUIPEMENT	GRÉ A GRÉ	1 970,00 \$
SOLUTIONS OXILIO INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	1 297,92 \$
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 570,00 \$
TECHNOLOGIES METAFORE INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ A GRÉ	1 490,00 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 280,20 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 280,20 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 308,20 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 308,20 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT *
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 075,50 \$
UP TO DATE	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ A GRÉ	7 781,49 \$
VILLE DE GRANBY	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ A GRÉ	1 100,00 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ A GRÉ	1 039,33 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ A GRÉ	1 247,63 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	3 430,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	GRÉ A GRÉ	1 540,00 \$
XEROX CANADA LTEE	SERVICE DE MAINTENANCE	GRÉ A GRÉ	15 000,00 \$

*** DÉPENSE OU LIMITE CONTRACTUELLE**

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLE SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/) .

G.8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L’ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;

B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;

C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;

D. LE MONTANT ACCORDÉ;

E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;

F. TOUT RAPPORT D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D’ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

CES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

67

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
L-IPSE SERVICES CONSEIL	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	575 757,56 \$
TRAFIC3W INC.		617 454,00 \$
LIBÉO		943 677,00 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	333 000,00 \$
COLO-D		477 000,00 \$
G.O. SÉCURITÉ GRANBY INC.	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	22,00 \$ / H
KAPP SÉCURITÉ INC.		22,84 \$ / H
SOLUTIONS VICTRIX	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	180 705,00 \$
GROUPE METALOGIQUE		210 360,00 \$
ESI TECHNOLOGIES INC.	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	111 869,00 \$
SOLUTIONS VICTRIX		120 081 08 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	2 220 370,90 \$
CGI INC. (NON ACCEPTABLE)		

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
MICRO LOGIC	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	65 615,00 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDa SENC	PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE	22,72 \$ / H
PRODUCTION SÉCURITÉ		23,05 \$ / H
SÉCURITÉ OUTAOUAIS		23 50 \$ / H

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÈGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A
MNP SENCRL	AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÈGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A
RICHTER	AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÈGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A
SC SERVICES DE GESTION KPMG	AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÈGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

G.10 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2015-2016, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE COÛT;
- D. L’ÉCHÉANCIER;
- E. DANS LE CAS D’UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2015-2016 :

- A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES OEUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEOA.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L’ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDICUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L’ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S’IL Y A LIEU) ;
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L’ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU’À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L’ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU’À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D’OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU’À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME, D’UNE SOCIÉTÉ OU D’UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
• LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDICUER SI L’ÉTUDE D’OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU’OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L’EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

MINISTÈRE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR (AU 31 MARS 2016)	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
OCU Phase 1 – SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES (STATUT : TERMINÉ)	CE PROJET VISE À OFFRIR DES SERVICES DE CONNECTIVITÉ À DIVERS TYPES D'ÉQUIPEMENTS DITS « MOBILES ». LES PRINCIPAUX BESOINS ÉNONCÉS SONT LA NÉCESSITÉ D'AVOIR UN ACCÈS SANS-FIL À INTERNET DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PARTICULIÈREMENT EN SALLE D'AUDIENCE, AINSI QUE LA POSSIBILITÉ D'UTILISER CET ACCÈS À PARTIR D'ÉQUIPEMENTS AUTRES QUE LES BLACKBERRY, LESQUELS SONT PRÉSENTEMENT LES SEULS ÉQUIPEMENTS OFFICIELLEMENT SUPPORTÉS ET AUTORISÉS PAR L'ORGANISATION.	416 500 \$	368 400 \$	OFFRE DU CSPQ	100%

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR (AU 31 MARS 2016)	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
OUTIL D'AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (OARL) (STATUT : TERMINÉ)	PROJET D'ACQUISITION D'UN OUTIL D'AIDE (PROGICIEL) POUR SUPPORTER LE PROCESSUS DE PRODUCTION DE LA LÉGISLATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, À SAVOIR L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DÉBUTANT PAR LA RÉDACTION D'UN PROJET DE LOI OU DE RÈGLEMENT, PUIS SE TERMINANT AVEC LA REFONTE.	4 348 600 \$	3 443 800 \$	OUI	100%
PMIET PRINCIPAL – NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL ET MIGRATION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	LE PROJET « PRINCIPAL » CONCERNE DIRECTEMENT LES ACTIVITÉS DE MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL, C'EST-À-DIRE LE PASSAGE DES POSTES VERS LE SYSTÈME D'EXPLOITATION Windows 8.1, LA SUITE OFFICE 2013 ET LE NAVIGATEUR INTERNET EXPLORER 11.	9 288 600 \$	2 111 036 \$	OFFRE DU CSPQ	59%
PMIET CONNEXE – TRAVAUX EN LIEN AVEC LA NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	LE PROJET PMIET-CONNEXE EST COMPLÉMENTAIRE AU PROJET PMIET-PRINCIPAL. EN EFFET, PMIET-CONNEXE EST CONSTITUÉ DE TOUTES AUTRES ACTIVITÉS NÉCESSAIRES ET OBLIGATOIRES POUR LA MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL; PAR EXEMPLE, LE REMPLACEMENT DE POSTES DE TRAVAIL DÉSUËTS.	12 928 100 \$	4 796 200 \$	OFFRE DU CSPQ	55%
REFONTE DU SITE WEB (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB ACTUEL (DATANT D'UNE DIZAINE D'ANNÉES), INCLUANT UNE MISE À JOUR DU VISUEL ET DES CONTENUS ET TRANSFERT VERS UNE TECHNOLOGIE MODERNE, ÉVOLUTIVE ET OUVERTE (TYPO3) HÉBERGÉE AU CSPQ.	940 600 \$	640 500 \$	OUI	61%
UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC (STATUT : TERMINÉ)	CE PROJET VISE À ÉTABLIR UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE POUR LE NORD-DU-QUÉBEC, PLUS SPÉCIFIQUEMENT: <ul style="list-style-type: none"> • OPTIMISER ET NORMALISER LES SERVICES DE VISIOCONFÉRENCE DE KUUJUAQ ET DES PALAIS DE LA RÉGION DE L'ABITIBI; • DÉFINIR ET ÉTABLIR UN OU DES MODÈLES DE DÉPLOIEMENT; • DÉPLOYER LE SERVICE DANS 3 SITES DE LA RÉGION NORD-DU-QUÉBEC. 	762 100 \$	349 122 \$	OFFRE DU CSPQ	100%
REMPLACEMENT DU SEN (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	<ul style="list-style-type: none"> • REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE EN SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET POUR LA COUR ITINÉRANTE. 	5 487 300 \$	334 400 \$	OUI	22%

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR (AU 31 MARS 2016)	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
INTRANET COUR DU QUÉBEC (STATUT : CONCEPTION TERMINÉE)	<ul style="list-style-type: none"> METTRE EN PLACE UN INTRANET COLLABORATIF POUR LA COUR DU QUÉBEC AFIN DE SUPPORTER PLUSIEURS ÉLÉMENTS DONT : <ul style="list-style-type: none"> NOUVELLES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES ET L'UTILISATION DES MOYENS DE COMMUNICATION; FACILITER L'ACCÈS AUX DIVERSES BANQUES DE DONNÉES ET À LA DOCUMENTATION JURIDIQUE PRODUITE PAR LA COUR. 	620 400\$	41 125 \$	OUI	5%
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES (STATUT : CONCEPTION TERMINÉE)	<ul style="list-style-type: none"> DÉPÔT PAR UN MOYEN TECHNOLOGIQUE ET TRAITEMENT PAR LE GREFFE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES PRINCIPALES RELATIVES AU RECouvreMENT DES PETITES CRÉANCES SOIT : LA DEMANDE ET LA RÉPONSE CE MODULE INCLUT LES MÉCANISMES D'IDENTIFICATION À DISTANCE DU CITOYEN PAIEMENT EN LIGNE DES FRAIS JUDICIAIRES ALIMENTATION ET MISE À JOUR AUTOMATISÉE DU PLUMITIF CIVIL SERVICE DE SUPPORT À DISTANCE APPROPRIÉ À L'UTILISATEUR (CITOYEN) 	600 000 \$	173 880 \$	S.O. MODERNISATION SYSTÈME EXISTANT	5%
REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) (STATUT : CONCEPTION EN COURS)	<ul style="list-style-type: none"> IMPLANTER UN SYSTÈME UNIFORME DE GESTION DES RÔLES CRIMINELS DANS 49 PALAIS DE JUSTICE ET POINTS DE SERVICE TRAITANT DES DOSSIERS CRIMINELS CETTE IMPLANTATION PERMETTRA: <ul style="list-style-type: none"> PUBLIER EN LIGNE LES RÔLES DE TOUS LES PALAIS DE JUSTICE (PUJ) DE DIMINUER LA SAISIE MANUELLE ET LA SAISIE MULTIPLE D'ÉCHANGER DES INFORMATIONS AVEC D'AUTRES SYSTÈMES D'AUGMENTER LA FIABILITÉ DES DONNÉES 	S.O. ANALYSE EN COURS	10 651 \$	S.O. ANALYSE EN COURS	< 5%

NOTE : DONNÉES RÉELLES (NON CONCILIÉES) EN DATE DU 31 MARS 2016 POUR LES PROJETS EN RÉALISATION ET EN CONCEPTION. L'EXERCICE COMPTABLE DE FERMETURE D'ANNÉE ÉTANT TOUJOURS EN COURS, LES MONTANTS RÉELLEMENT DÉPENSÉS NE SERONT OFFICIA LISÉS QU'À LA FIN AVRIL 2016.

LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)) .

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisation à ce jour
Gestion des demandes des systèmes de mission	Création et mise en place d'une nouvelle fonction commune nommée « Gestion des demandes des systèmes de mission » (GDSM) permettant la mise en place d'un processus d'affaires optimisé et standardisé pour la gestion et le traitement de toutes les demandes de services des systèmes de mission de la DRC.	293 000,00 \$	236 857,12 \$	Non	100 %
	Ajustement de la fonction commune de gestion des données clientèles (GDC) pour la gestion de l'authentification et afin de répondre à de nouvelles exigences d'affaires issues du nouveau code de procédure civile (NCPC).	293 240,00 \$	170 511,40 \$	Non	100 %
Registre des ventes	Création d'un nouveau registre. Découle du nouveau code de procédure civile (NCPC)	3 701 120,00 \$	3 212 773,79 \$	Oui	95 %
Modernisation du processus et des outils de développement et d'évolution des sites informationnels	Création de nouveaux processus et outils permettant le développement et l'évolution des sites Web informationnels de la DRC afin qu'ils soient accessibles par plusieurs fureteurs et interfaces (ordinateur et appareils mobiles...)	295 500,00 \$	90 892,96 \$	Oui	100 %

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS *

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
CRÉATION DU SITE WEB INFORMATIONNEL ET DE LA SOLUTION APPLICATIVE MINIMALE DU BAPRV	SITE INTERNET ET SÉCURITÉ POUR LA TRANSMISSION DE L'INFORMATION	138 000,00 \$	118 745.91 \$	NON	100 %
SOLUTION INFORMATIQUE PERMETTANT UNE GESTION INTÉGRÉE DES DOSSIERS ENTRE LE BAPRV ET LE MJQ	SITE INTERNET ET SÉCURITÉ POUR LA TRANSMISSION DE L'INFORMATION	96 257,06 \$	86 905,62 \$	NON	90 %

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
INTRANET DPCP	DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DE LOGICIEL	676 300 \$	53 735 \$	OUI	25 %

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR
MISE A JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES.	899,2 k\$	741,0 k\$	N.A.	82 %
PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	625,7 k\$	320,9 k\$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	43 %
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	1 207,5 k\$	884,7 k\$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	63 %

G.13 **POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :**

- A. LA PHOTOCOPIE;
 - B. LE MOBILIER DE BUREAU;
 - C. L'AMEUBLEMENT;
 - D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;
 - E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
 - F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
 - G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
 - H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
 - I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
 - J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
- I. A. AU QUÉBEC
 - II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
PHOTOCOPIE	10 444,13 \$	124,53 \$	1 700,00 \$	0,00 \$	N/D	0,00 \$	0,00 \$	N/D	6 725,04 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	1 801,28 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	529,00 \$	0,00 \$	439,99 \$	0,00 \$	1 039,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	1 209,94 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	23,50 \$	217,80 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	138 291,80 \$	4 231,49 \$	54 050,00 \$	4 269,00 \$	50 156,00 \$	0,00 \$	11 331,61 \$	14 491,00 \$	17 263,69 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0,00 \$	0,00 \$	151,00 \$	0,00 \$	150,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	1 303,14 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	2 621,47 \$	1 183,00 \$	398,00 \$	1 725,00 \$	19 110,00 \$	0,00 \$	177,02 \$	4 242,00 \$	1 973,10 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$	0,00 \$	3 214,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL	154 392,12 \$	5 756,82 \$	59 513,00 \$	5 994,00 \$	69 945,00 \$	0,00 \$	11 948,62 \$	18 733,00 \$	28 303,97 \$

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

 A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;

 B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);

 C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;

 D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;

 E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;

 F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;

 G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;

 H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;

 I. LES ORDINATEURS PORTABLES;

 J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;

 K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;

 L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	70	2	4	2	19	0	1	2	3
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	49	2	4	0	28	0	1	4	1
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	231 707,38	S/O, GROUPE DE PARTAGE (CSPQ)	FORFAIT CSPQ	13 382	61 331	0	DONNÉES NON DISPONIBLES	7 303	N/D
LE NOM DES FOURNISSEURS	B-Tel.Rogers,De II,Micrologic,B ell Mobilité, Télé page,GAD,Éle ctronique inc.	TÉLÉPHONES : ROGERS VIA CSPQ PORTABLES : MJQ	ROGERS	DISCOVER COMMUNICATI ONS INC. / CSPQ	ROGERS, BELL	-	ROGERS	ROGERS	ROGERS
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	1 470,63 \$	10,50 \$	4 200,00 \$	375,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	90,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS	1 982,28 \$	38,10 \$	2 880,00 \$	10,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ *	0,00 \$	3,00 \$	149,00 \$	1 201,75 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	28 293,00 \$	682,69 \$	INCLUS DANS LE COÛT D’UTILISATION	595,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ *	0,00 \$	357,00 \$	1 211,00 \$	INCLUS DANS LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS
LE COÛT DES FRAIS D’ITINÉRANCE	180,80 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ *	0,00 \$	225,72 \$	0,00 \$	0,00 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ *	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

* LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES EST COMPRIS DANS CELUI DU MJQ. LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L’OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATIONS.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25).

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAÎNS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
- O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	6	0	6	4	0,2 %	2	0,3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	121	0	121	70	2,8 %	51	7,2 %	5	1,3 %	1	2,3 %	0	0 %	1	2,2 %
Total	127	0	127	74	2,9 %	53	7,5 %	5	1,3 %	1	2,3 %	0	0 %	1	2,2 %
Personnel professionnel :															
	122	126	248	179	7,1 %	69	9,8 %	17	4,3 %	1	2,3 %	2	9,5 %	3	6,7 %
	500	20	520	309	12,2 %	211	29,9 %	38	9,5 %	5	11,4 %	3	14,3 %	5	11,1 %
Total	622	146	768	488	19,3 %	280	39,7 %	55	13,8 %	6	13,6 %	5	23,8 %	8	17,8 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	184	389	573	496	19,6 %	77	10,9 %	27	6,8 %	4	9,1 %	6	28,6 %	14	31,1 %
	884	882	1 766	1 474	58,1 %	292	41,4 %	33	8,3 %	33	75 %	10	47,6 %	22	48,9 %
Total	1 068	1 271	2 339	1 970	77,7 %	369	52,3 %	60	15,1 %	37	84,1 %	16	76,2 %	36	80 %
Personnel ouvrier :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	1	4	5	1	0 %	4	0,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	1	4	5	1	0 %	4	0,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	312	515	827	679	26,8 %	148	21 %	106	26,6 %	5	11,4 %	8	38,1 %	17	37,8 %
	1 506	906	2 412	1 854	73,2 %	558	79 %	292	73,4 %	39	88,6 %	13	61,9 %	28	62,2 %
	1 818	1 421	3 239	2 533	100 %	706	100 %	398	100 %	44	100 %	21	100 %	45	100 %

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISEES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	442,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4 546,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	13 375
PERSONNEL OUVRIER	19
TOTAL	18 383

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	274,7	3,1	277,8	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4 180,5	4 673,2	8 853,8	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	26 138,9	12 829,6	38 968,6	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	30 594,3	17 506,0	48 100,3	N.D.

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	182,0	90,5	228,5	702,0	877,5	158,5	120,5	63,0	255,5	87,5	98,5	151,0	3 015,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	618,5	547,5	1 183,5	3 265,5	4 054,5	955,0	447,0	240,0	1 399,5	469,5	425,5	564,0	14 170,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 559,5	1 370,5	2 506,0	7 711,0	8 690,5	1 818,5	982,0	708,0	2 822,0	989,5	1 268,0	1 627,0	32 052,5
PERSONNEL OUVRIER	0,0	9,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	10,0	5,0	10,0	0,5	0,0	39,5
TOTAL	2 360	2 017,5	3 918,0	11 678,5	13 622,5	2 937,0	1 549,5	1 021,0	4 482,0	1 556,5	1 792,5	2 342,0	49 277,0

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ. INCLUS LE SECRÉTARIAT A LA CONDITION FÉMININE.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	1	14	16	0	34
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	2	10	17	0	32
CAPITALE-NATIONALE	61	449	141	162	0	813
MAURICIE	4	2	11	31	0	48
ESTRIE	1	4	11	22	0	38
MONTREAL	26	138	92	182	1	439
OUTAOUAIS	3	3	8	24	0	38
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	13	27	0	45
CÔTE-NORD	2	1	6	14	0	23
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	0	4	11	0	17
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	1	5	10	0	16
LAVAL	3	2	7	14	0	26
LANAUDIÈRE	2	3	10	23	0	38
LAURENTIDES	2	4	16	39	0	61
MONTÉRÉGIE	9	11	33	74	0	127
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	0	4	16	0	22
TOTAL	127	622	386	682	1	1 818

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 18 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2015-2016
EXPERT	74
ÉMÉRITE	1

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

	2015-2016
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	24

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 30 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	2	15	49	0	69
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	12	57	0	75
CAPITALE-NATIONALE	61	528	168	315	0	1 072
MAURICIE	4	3	12	61	1	81
ESTRIE	1	4	16	60	0	81
MONTREAL	26	190	117	603	1	937
OUTAOUAIS	3	3	9	81	0	96
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	17	65	1	89
CÔTE-NORD	2	1	6	28	0	37
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	7	0	8
GASPÉSIE- ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	3	6	33	0	44
CHAUDIÈRE--APPALACHES	0	1	5	35	0	41
LAVAL	3	3	8	60	1	75
LANAUDIÈRE	2	3	10	55	0	70
LAURENTIDES	2	6	16	100	0	124
MONTÉRÉGIE	9	13	41	232	1	296
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	3	4	35	0	44
TOTAL	127	768	463	1 876	5	3 239

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 18 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :															
	1	0	1	1	33.3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	2	0	2	0	0 %	2	100 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
Total	3	0	3	1	33.3 %	2	100 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	2	0	2	2	66.7 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	2	0	2	2	66.7 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel ouvrier :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	1	0	1	1	33.3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	4	0	4	2	66.7 %	2	100 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %
Total	5	0	5	3	100 %	2	100 %	0	0 %	1	100 %	0	0 %	0	0 %

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISEES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	18
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	4
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	22

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4,5	1,0	3,5	23,0	31,0	4,0	1,5	2,0	4,0	1,0	2,0	4,0	81,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	25,0	5,0	0	0	0	4,0	0	1,0	4,0	39,0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4,5	1,0	3,5	48,0	36,0	4,0	1,5	2,0	8,0	1,0	3,0	8,0	120,5

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

2015-2016	
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

	2015-2016
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 30 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS ACCÈS JUSTICE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	2	0	2	2	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	2	0	2	2	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel ouvrier :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
35 ans et plus	2	0	2	0	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	2	0	2	0	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISEES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	0	0	N.D.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	1	1	1	11	17	0	0	0	3	3	0	0	37
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	1	1	11	17	0	0	0	3	3	0	0	37

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	2	0	0	0	2
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	0	0	0	2

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	2	0	0	0	2
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	0	0	0	2

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS DES REGISTRES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	0	0	0					0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	5	0	5	4	80 %	1	20	1	2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	5	0	5	4	80 %	1	20	1	2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	5	0	5	4	14,8 %	1	6,3 %	1	2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	38	0	38	23	85,2 %	15	93,7 %	14	28,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	43	0	43	27	100 %	16	100 %	15	30,6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	11	4	15	9	17,3 %	6	23,1 %	4	8,2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	54	9	63	43	82,7 %	20	76,9 %	29	59,2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	65	13	78	52	100 %	26	100 %	33	67,3 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE: Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	16	4	20	13	15,7 %	7	16,3 %	5	10,2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	97	9	106	70	84,3 %	36	83,7 %	44	89,8 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	113	13	126	83	100 %	43	100 %	49	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN A L'ADMINISTRATION – DRH.

* COMMUNAUTÉS CULTURELLES VISEES PAR L'APPLICATION DU PROGRAMME D'ACCÈS : TOUTE PERSONNE DONT LA LANGUE MATERNELLE EST AUTRE QUE LE FRANÇAIS OU QUI EST MEMBRE D'UNE MINORITÉ VISIBLE.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	9,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	287,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	591,0
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	888,0

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	742,73	196,75	939,48	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	387,84	198,47	586,31	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	1 130,57	395,22	1 525,79	N.D.

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	3,0	16,0	8,0	14,0	20,0	2,0	0,0	21,0	18,0	0,0	4,0	12,0	118,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	19,5	36,0	67,0	141,5	305,5	72,5	38,5	8,5	91,0	15,0	27,0	54,0	876,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	81,0	72,0	113,5	270,5	279,5	137,5	69,0	42,0	123,0	102,0	94,5	72,5	1 457,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	103,5	124,0	188,5	426,0	605,0	212,0	107,5	71,5	232,0	117,0	125,5	138,5	2 451,0

SOURCE : SAGIP , DONNÉES AU 18 MARS 2016, CSPQ

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	5	43	53	12	0	113
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	5	43	53	12	0	113

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2015-2016
EXPERT	8
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	5	43	57	21	0	126
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	5	43	57	21	0	126

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans															
35 ans et plus															
Total															
Personnel professionnel : Moins de 35 ans															
35 ans et plus	2		2		66,66 %	2	66,66 %								
Total	2		2		66,66 %	2	66,66 %								
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans															
35 ans et plus	1		1		33,33 %	1	33,33 %								
Total	1		1		33,33 %	1	33,33 %								
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans															
35 ans et plus															
Total															
Total par GROUPE D'AGE: Moins de 35 ans															
35 ans et plus	3		3		100 %	3	100 %								
Total	3		3		100 %	3	100 %								

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

AUCUN.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE													
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	2	26	7	0	0	1	3	1	1	0	41
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	7	7	5	0	0	0	5	0	0	7	31
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	0	0	9	33	12	0	0	1	8	1	1	7	72

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE- ILES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., c. F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., c. F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

VOIR LE TABLEAU CI-DESSOUS.

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occasionnel	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Procureur en chef, procureur en chef adjoint et procureur :															
Moins de 35 ans	171	64	235	168	71,5 %	67	28,5 %	14	6,0 %	0	0,0 %	1	0,4 %	4	1,7 %
35 ans et plus	395	16	411	247	60,1 %	164	39,9 %	14	3,4 %	1	0,2 %	2	0,5 %	8	1,9 %
Total	566	80	646	415	64,2 %	231	35,8 %	28	4,3 %	1	0,2 %	3	0,5 %	12	1,9 %
Encadrement supérieur et Juridique :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	18	0	18	10	55,6 %	8	44,4 %	3	16,7 %	1	5,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	18	0	18	10	55,6 %	8	44,4 %	3	16,7 %	1	5,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	12	3	15	10	66,7 %	5	33,3 %	2	13,3 %	0	0,0 %	1	6,7 %	0	0,0 %
35 ans et plus	43	1	44	29	65,9 %	15	34,1 %	2	4,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	55	4	59	39	66,1 %	20	33,9 %	4	6,8 %	0	0,0 %	1	1,7 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	65	19	84	76	90,5 %	8	9,5 %	10	11,9 %	1	1,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	205	17	222	206	92,8 %	16	7,2 %	21	9,5 %	3	1,4 %	2	0,9 %	2	0,9 %
Total	270	36	306	282	92,2 %	24	7,8 %	31	10,1 %	4	1,3 %	2	0,7 %	2	0,7 %
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	248	86	334	254	76 %	80	24,0 %	26	7,8 %	1	0,3 %	2	0,6 %	4	1,2 %
35 ans et plus	661	34	695	492	70,8 %	203	29,2 %	40	5,8 %	5	0,7 %	4	0,6 %	10	1,4 %
Total	909	120	1029	746	72,5 %	283	27,5 %	66	6,4 %	6	0,6 %	6	0,6 %	14	1,4 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	3 996
PERSONNEL PROFESSIONNEL	96
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	416
PERSONNEL OUVRIER	2 256
TOTAL	6 764

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	9 063	9 918	18 981	2 232 \$
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	177	723	900	719 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2 554	1 258	3 812	427 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0 \$
TOTAL	11 794	11 899	23 693	1 572 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
PROUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	558	509	1 009	3 592	2 932	498	529	474	1 069	411	543	408	12 532
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2	12	57	151	98	7	14	24	24	8	16	11	424
PERSONNEL PROFESSIONNEL	21	39	119	372	310	37	33	12	135	28	34	37	1 177
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	365	386	510	1 373	1 343	155	187	110	510	171	280	199	5 589
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	946	946	1 695	5 488	4 683	697	763	620	1 738	618	873	655	19 722

G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Voir tableaux ci-dessous.

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	6	9	1	8	9	1
BAP		6	24	1		8	12
BSJ		5	16	1	3	7	3
BDGA		1			1	1	
BSBC					2		
DISI		1			12	2	1
DRFM		1			7	4	
DRH					11	6	4
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				2
Alma			2				1
Saguenay		1	6			1	6
Roberval			4				3
Saint-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		5	34			9	8
Montmagny			2				2
La Malbaie							
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	2
Matane			3				2
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	4			1	3
Rimouski		2	3			1	3
Sept-Iles			4				2
Sainte-Anne-des-Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	14			2	5
Laval		1	10			1	4
Saint-Jérôme		4	19		1	3	6
Shawinigan		1	3			1	1
Trois-Rivières		1	11		1	4	3
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				3
Sherbrooke		1	12			2	6
Drummondville			4				2
Saint-Jean-sur-Richelieu			4				2
Sorel			5				2
Saint-Hyacinthe		1	5			1	3
Longueuil		6	28		1	4	12
MONTRÉAL							
Montréal		9	95			9	28
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	18			1	5
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or		1	5				2
Rouyn-Noranda		1	4			1	2
Amos		2	8				5
Kuujuuaq			1				
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		1	17			1	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES							
Bureau de la grande criminalité		5	52		4	9	2
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
BAJ		7	42		1	2	11
TOTAL	2	78	503	3	52	92	177

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

2015-2016	
EXPERT	10
ÉMÉRITE	1

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

2015-2016	
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	2

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
BDPCP	2	6	9	1	9	9	2
BAP		6	38	1	1	8	24
BSJ		5	18	1	3	7	3
BDGA		1			1	1	
BSBC					2		
DISI		1			13	2	1
DRFM		1			7	5	
DRH					12	7	4
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				2
Alma			3				1
Saguenay		1	8			1	6
Roberval			5				3
Saint-Joseph-de-Beauce			3				3
Québec		5	41			9	11
Montmagny			2				2
La Malbaie							1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	3			1	3
Matane			3				2
New-Carlisle		1	2				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup		1	4			1	3
Rimouski		2	3			1	3
Sept-Iles			4				2
Sainte-Anne-des-Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	16			2	6
Laval		1	13			1	5
Saint-Jérôme		4	23		1	3	6
Shawinigan		1	6			1	1
Trois-Rivières		1	11		1	4	3
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				3
Sherbrooke		1	13			3	6
Drummondville			5				2
Saint-Jean-sur-Richelieu			5				3
Sorel			5				3
Saint-Hyacinthe		1	7			1	3
Longueuil		6	33		1	6	13
MONTRÉAL							
Montréal		9	107			9	29
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		4	21			1	6
Maniwaki			1				1
Mont-Laurier			2				2
Valleyfield		1	9				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or		1	6				2
Rouyn-Noranda		1	4			1	2
Amos		2	10				5
Kuujuaq			1				1
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		1	17			1	
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES							
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ		5	58		4	11	2
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
BAJ		7	49		1	2	12
TOTAL	2	78	583	3	56	99	204

Total :	1025
---------	------

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans															
					%				%						%
	1		1	1	100 %			1	100 %						%
Total	1		1	1	100 %			1	100 %						%
Personnel professionnel : Moins de 35 ans															
					%				%						%
	1		1	1	100 %										%
Total	1		1	1	100 %										%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans															
					%				%						%
	2		2	1	50 %	1	50 %	1	50 %						%
Total	2		2	1	50 %	1	50 %	1	50 %						%
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans															
					%				%						%
					%				%						%
Total					%				%						%
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans					%				%						%
35 ans et plus	4		4	3	75 %	1	25 %	2	50 %						%
Total	4		4	3	75 %	1	25 %	2	50 %						%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

AUCUN.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	1	-	4	-	7	-	-	-	3	1	-	-	16
PERSONNEL PROFESSIONNEL	9	-	-	-	-	6	4	-	0,5	4	-	3	26,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	-	-	2	-	2	10	-	-	2	1	2	3	24
PERSONNEL OUVRIER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	10	-	6	-	9	16	4	-	2,5	7	2	6	66,5

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	1	1	1	1		4
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	1	1	1	1		4

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	1	1	1	1		4
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	1	1	1	1		4

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A ET B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Régulier	Occ.	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :			0		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
	8		8	2	1,8%	6	5,3%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
	8	0	8	2	1,8%	6	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	7	3	10	5	4,4%	3	2,6%		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%
De 35 et plus	29		29	17	14,9%	12	10,5%	1	0,9%		0,0%		0,0%		0,0%
Total	36	3	39	22	19,3%	15	13,1%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	18	2	20	15	13,2%	5	4,4%	1	0,9%		0,0%		0,0%	4	3,5%
De 35 et plus	45	2	47	38	33,3%	9	7,9%	2	1,8%		0,0%	1	0,9%	7	6,1%
Total	63	4	67	53	46,5%	14	12,3%	3	2,7%	0	0,0%	1	0,9%	11	9,6%
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans			0		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0	0,0%		0,0%
De 35 et plus			0		0,0%		0,0%		0,0%		0,0%	0	0,0%		0,0%
Total	0	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :															
Moins de 35 ans	25	5	30	20	17,6%	8	7,0%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	5	3,5%
De 35 et plus	82	2	84	57	50,0%	27	23,7%	3	2,7%	0	0,0%	1	0,9%	7	6,1%
Total	107	7	114	77	67,6%	35	30,7%	4	3,6%	0	0,0%	1	0,9%	12	9,6%

Les étudiants et stagiaires en place ne sont pas comptabilisés dans le présent décompte.
Données au 24 mars 2016

C) NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	6.5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	325.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	501.5
PERSONNEL OUVRIER	S/O
TOTAL	833.5

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E) NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	-	-	-
PERSONNEL PROFESSIONNEL	263.55	77.00	340.55
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	334.89	235.01	569.90
PERSONNEL OUVRIER	S/O	S/O	S/O
TOTAL	598.44	312.01	910.45

F) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNE

CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	13.0	7.5	15.0	55.5	34.0	2.5	5.0	0	15.0	12.5	1.5	7.0	168.5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	45.0	34.5	68.0	171.0	222.0	21.0	22.5	3.0	81.0	29.0	19.0	22.0	738.0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	45.5	51.0	106.0	301.5	295.0	123.5	41.0	27.0	153.5	39.5	53.0	60.5	1 297.0
PERSONNEL OUVRIER	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	-
TOTAL	103.5	93.0	189.0	528.0	551.0	147.0	68.5	30.0	249.5	81.0	73.5	89.5	2 203.5

G) LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÈMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 31 MARS 2016							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières			1	2	1		4
Québec			2	19	11	3	35
Montréal	1	1	1	13	10	1	27
SOUS-TOTAL	1	1	4	34	22	4	66
BUREAUX REGIONAUX							
Québec			1		7		8
Montréal			1		11		12
Gaspé					1		1
Gatineau				2	3		5
Saguenay					3		3
Rimouski					1		1
Rouyn-Noranda					1		1
Sept-Îles					1		1
Sherbrooke					2		2
Saint-Jérôme					3		3
Trois-Rivières					4		4
SOUS-TOTAL			2	2	37		41
TOTAL	1	1	6	36	59	4	107

1) Inclut les juristes

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2015-2016
EXPERT	5
ÉMÉRITE	-

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2015-2016
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	8

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATEGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

EFFECTIFS - VENTILATION AU 31 MARS 2016							
REGION	CATEGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières			1	2	1		4
Québec	1		2	19	13	7	42
Montréal	1	1	1	15	11	1	30
SOUS-TOTAL	2	1	4	36	25	8	76
BUREAUX REGIONAUX							
Québec			1	1	7		9
Montréal			1		12		13
Gaspé					1		1
Gatineau				2	3		5
Saguenay					3		3
Rimouski					1		1
Rouyn-Noranda					1		1
Sept-Îles					1		1
Sherbrooke					2		2
Saint-Jérôme					3		3
Trois-Rivières					4		4
SOUS-TOTAL			2	3	38		43
TOTAL	2	1	6	39	63	8	119

1) Inclut les juristes

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	4	0	4	2	7,4%	2	3,7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	4	0	4	2	7,4%	2	3,7 %	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel professionnel :															
	3	0	3	2	5,6%	1	3,7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	28	1	29	16	53,7%	13	29,6%	3	5,6%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	31	1	32	18	59,3%	14	33,3%	3	5,6%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	3	1	4	3	7,4%	1	5,6%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	12	2	14	12	25,9%	2	22,2%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	15	3	18	15	33,3%	3	27,8%	1	1,9%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel ouvrier :															
					%		%		%		%		%		%
					%		%		%		%		%		%
Total					%		%		%		%		%		%
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	6	1	7	5	13%	2	9,3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	44	3	47	30	87,7%	17	55,6%	4	7,4%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	50	4	54	35	100%	19	64,8%	4	7,4%	0	0%	0	0%	0	0%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	213,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	132
PERSONNEL OUVRIER	0
Total	350,5

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0,00 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	983,75	159,04	1 142,79	1 608,00 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	233,29	10	243,29	465,00 \$
PERSONNEL OUVRIER				
TOTAL	1 217,04	169,04	1 386,08	1 197,00 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	4		5	11,5	13	11	7		6	1	5		63,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	11,5	27,5	77	137	193	25,5	18	14,5	65,5	9,5	25	33	637
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	3	8	43,5	66,5	60,5	15,5	2,5	1	34	5	3	8	250,5
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	18,5	35,5	125,5	215	266,5	52	27,5	15,5	105,5	15,5	33	41	951

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VANCANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT A L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT A REFUSER DE DONNER ACCÈS A CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT A L'ARTICLE 27 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	27	7	5		42
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	1	4	2	1		8
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE- ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	4	31	9	6		50

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2015-2016
EXPERT	9
ÉMÉRITE	

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2015-2016
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	14

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	28	8	6		45
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTREAL	1	4	2	2		9
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	4	32	10	8		54

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	7	0	7	5	71.4 %	2	28.6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	7	0	7	5	71.4 %	2	28.6 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :															
	9	3	12	8	66.7 %	4	33.3 %	2	16.7 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	24	1	25	14	56.0 %	11	44.0 %	5	20 %	0	0 %	1	4.0 %	0	0 %
Total	33	4	37	22	59.5 %	15	40.5 %	7	18.9 %	0	0 %	1	2.7 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	23	4	27	24	88.9 %	3	11.1 %	6	22.2 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	92	10	102	80	78.4 %	22	21.6 %	23	22.5 %	2	2.0 %	1	1.0 %	0	0 %
Total	115	14	129	104	80.6 %	25	19.4 %	29	22.5 %	2	1.6 %	1	0.8 %	0	0 %
Personnel ouvrier :															
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
	32	7	39	32	82.1 %	7	17.9 %	8	20.5 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	123	11	134	99	73.9 %	35	26.1 %	28	21.0 %	2	1.5 %	1	0.7 %	0	0 %
Total	155	18	173	131	75.7 %	42	24.3 %	36	20.8 %	2	1.2 %	1	0.6 %	0	0 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2015-2016
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	12.5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	221.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 140.5
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	1 374.5

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

2015-2016

LES INFORMATIONS RENERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2015-2016

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	72.1	607.61	679.71	1 517.45 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	160.5	602.2	762.7	409.22 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	232.6	1 209.81	1 442.41	1 926.67 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	4.0	0	1.5	25.0	50.0	0.5	27.5	2.0	17.5	12.0	3.0	4.0	147.0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	32.0	20.0	41.5	132.0	186.5	87.5	32.5	16.5	51.5	31.0	24.5	31.0	686.5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	114.5	84.0	235.5	513.5	529.5	206.5	96.0	37.5	241.5	118.0	99.5	123.0	2 399.0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	150.5	104.0	278.5	670.5	766.0	294.5	156.0	56.0	310.5	161.0	127.0	158.0	3 232.5

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE A L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

État des effectifs réguliers au 31 mars 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	22	31	24	0	83
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	11	27	34	0	75
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	33	58	58	0	158

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2015-2016
EXPERT	7
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2015-2016
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	11

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2016

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	26	33	21	0	86
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	15	32	46	0	96
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	41	65	67	0	182

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2014-2015 ET EN 2015-2016, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2016-2017 ET 2017-2018 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

-
- A. **LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

MINISTÈRE

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2015-2016 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

48 PERSONNES

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2015-2016 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2015-2016 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2015-2016 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2015-2016 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

AUCUN.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

1 RETRAITÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

11 REMPLACEMENTS.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

1 RETRAITÉ.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

21 REMPLACEMENTS.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AU TOTAL, LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES S'ÉLÈVE À 8.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

AUCUN.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR BÉNÉFICIE D'UN TAUX DE REMPLACEMENT DE 100% DES DÉPARTS À LA RETRAITE. CE SONT DONC LES CINQ (5) DÉPARTS À LA RETRAITE DE L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 QUI POUVAIENT ÊTRE REMPLACÉS.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

1 RETRAITÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

AUCUN.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

1 RETRAITÉ.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

LE TRIBUNAL A REMPLACÉ 2 DE SES 2 DÉPARTS À LA RETRAITE.

D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2016**

AUCUN.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX :

- A. L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D’AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	452 037,96 \$	3 003,80	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	618 201,72 \$	3 033,10	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
242, RUE PRINCIPALE SUD, AMOS	91 324,80 \$	533,34	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
29, BOUL. ST-BENOIT OUEST, AMQUI	114 481,32 \$	550,45	11 980,51 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	423 837,24 \$	2 569,25	18 348,25	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	213 628,68 \$	865,06	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	45 690,84 \$	264,41	10 837,20 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	119 920,92 \$	775,92	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE RACINE EST, CHICOUTIMI	1 485 263,88 \$	5 719,75	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	889 414,68 \$	1 722,22	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	76 156,92 \$	531,08	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	393 083,52 \$	2 412,47	558 173,38 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	35 679,12 \$	210,31	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
11, RUE DE LA CATHEDRALE, GASPÉ	52 791,48 \$	242,07	12 110,72 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
170, RUE 17 RUE LAURIER, GATINEAU	2 570 184,48 \$	10 517,17	149 316,61 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	555 303,24 \$	4 588,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 547 141,76 \$	6 237,36	145 238,74 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	43 770,96 \$	375,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
604, SIURALIKUUT STREET, KUUJUUQ	104 711,40 \$	349,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1123, IMIRTAVIK ROAD, KUUJUUQ	45 627,00 \$	109,95	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
985, RUE MAKIVIK, KUUJUUQ	37 478,16 \$	109,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1125, HENRI JAMET AVENUE, KUUJUUARAPIK	61 405,32 \$	334,57	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, CHEMIN DE LA VALLEE, LA MALBAIE	262 983,00 \$	1 015,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	73 157,76 \$	407,59	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	67 416,48 \$	477,55	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
505, RUE BETHANY, LACHUTE	34 744,32 \$	215,47	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	111 523,56 \$	636,49	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
5400, RUE PAPINEAU, LAC-MÉGANTIC	58 362,00 \$	320,12	362,38 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 371 604,40 \$	8 761,65	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
405, CHEMIN D'EN HAUT, L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	184 754,28 \$	412,95	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	2 069 938,20 \$	11 000,34	2 803,15 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	10 544,64 \$	276,60	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	121 377,60 \$	718,90	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
224, RUE PRINCIPALE, MANIWAKI	19 609,44 \$	87,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
382, RUE ST-JÉRÔME, MATANE	109 836,60 \$	689,26	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	27 236,16 \$	358,72	17 541,63 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 327 509,00 \$	3 521,54	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	1 256 765,28 \$	2 702,21	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	51 101,64 \$	682,74	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 255 524,60 \$	3 159,51	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	16 649 278,68 \$	80 510,67	135 786,16 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - CA	4 128 286,56 \$	12 601,09	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL - CJ	3 268 914,12 \$	12 866,74	686,01 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FARC	58 932,36 \$	275,43	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	494 107,56 \$	2 327,18	23 583,90 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	4 612,08 \$	30,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	459 476,04 \$	1 887,74	42 391,49 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
PUVIRNITUK	137 088,84 \$	415,84	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	7 325 981,16 \$	32 447,73	6 588,18 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	13 937,76 \$	212,25	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	282 819,60 \$	1 276,05	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC-1200	2 603 933,40 \$	16 700,44	12 095,22 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	10 155,96 \$	100,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
183, AVE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	289 085,40 \$	2 559,07	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
70, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	10 478,64 \$	56,76	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	947 981,28 \$	4 247,46	4 738,75 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	196 171,92 \$	1 352,89	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2, AVE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	347 139,48 \$	1 817,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE ST-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES- MONTS	62 399,64 \$	314,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
10, BOUL. STE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	87 794,88 \$	539,62	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	539 100,72 \$	3 345,69	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	70 470,00 \$	636,70	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 185 806,40 \$	5 006,91	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 486 300,04 \$	9 942,67	1 297 548,89 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	517 288,32 \$	3 343,14	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
795, AVE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	946 389,72 \$	4 220,81	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2 707 549,32 \$	8 600,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
8, AVENUE DES CÈDRES, SENNETERRE	34 579,32 \$	358,46	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	563 988,48 \$	1 846,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
212, 6ÈME RUE, SHAWINIGAN	661 836,84 \$	2 783,87	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 414 745,88 \$	7 184,96	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	23 066,76 \$	283,66	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	515 076,00 \$	2 851,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
693, RUE ST-ALPHONSE NORD, THETIFORD MINES	589 875,72 \$	1 912,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2900, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIÈRES	65 082,36 \$	645,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	77 382,72 \$	459,13	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	1 969 089,60 \$	7 372,08	49 496,70 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
900, 7E RUE, VAL D'OR	1 238 856,00 \$	2 650,98	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie (M²)	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	277 759,80 \$	1 893,28	2 224,43 \$	Information SQI	Information SQI
8, RUE ST-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	188 433,60 \$	1 326,87	0,00 \$	Information SQI	Information SQI

FONDS DES REGISTRES

Inclus dans la réponse du Ministère.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie (M²)	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
500, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	218 557,80 \$	613,18	299 933,92 \$	Information SQI	Information SQI

* Pour l'exercice financier 2015-2016, les dépenses relatives au programme de remboursement volontaire ont été assumées par le Ministère. À compter de l'exercice financier 2016-2017, elles seront imputées au fonds relatif aux contrats publics.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, RUE ST-JACQUES, MONTRÉAL	1 352 231,00 \$	5 222,23	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227 RUE RACINE CHICOUTIMI	8 579,00 \$	43,32	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
456 RUE ARNAUD, SEPT-ÎLES	4 150,00 \$	23,55	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
375, RUE KING, SHERBROOKE	17 926,00 \$	106,50	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE ST-GEORGES, ST-JÉRÔME	34 291,00 \$	219,11	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
851, 5E AVENUE, VAL-D'OR	7 198,00 \$	32,73	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
100 RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	19 026,00 \$	139,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
575, RUE ST-AMABLE, QUÉBEC	136 517,00 \$	434,89	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
25 ROUTE 138, FORESTVILLE	21 572,00 \$	175,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
283 BOULEVARD LA SALLE, BAIE-COMEAU	45 914,00 \$	343,45	0,00 \$	4 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES	46 637,00 \$	429,29	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
746 RUE NOTRE-DAME, VICTORIAVILLE	43 001,00 \$	309,92	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
547 RUE COMMERCIALE, LA TUQUE	12 054,00 \$	80,16	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
500 AVENUE BROADWAY, SHAWINIGAN	42 243,00 \$	331,56	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 AVENUE SAINT-LAURENT, LOUISEVILLE	13 368,00 \$	93,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 RUE SAINT-GEORGES, DRUMMONDVILLE	84 320,00 \$	334,52	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1350 RUE ROYALE, TROIS-RIVIÈRES	202 495,00 \$	898.84	169 339,00\$	12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
640 AVENUE CHICOINE, VAUDREUIL-DORION	21 839,00 \$	92.79	0,00 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
55 RUE PRINCIPALE, GRANBY	36 936,00 \$	269.28	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
147 BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHÂTEAUGUAY	32 097,00 \$	205.60	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
232 RUE LONGUEUIL, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	40 745,00 \$	246.85	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
431 AVENUE SAINTE-ANNE, SAINT-HYACINTHE	55 726,00 \$	251.92	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
75 RUE GEORGE, SOREL-TRACY	45 321,00 \$	267.86	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6200 BOULEVARD TASCHEREAU, BROSSARD	65 325,00 \$	403.43	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
377 BOULEVARD CURÉ-POIRIER, LONGUEUIL	81 684,00 \$	349.45	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
151 RUE SALABERRY, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	71 926,00 \$	322.09	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
101 BOULEVARD ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	90 411,00 \$	296.31	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
101 PLACE CHARLES-LEMOYNE, LONGUEUIL	134 817,00 \$	204.34	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
406 RUE SUD, COWANSVILLE	74 327,00 \$	403.43	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 RUE DU TERMINUS, ROUYN-NORANDA	41 631,00 \$	216.75	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
360 RUE PRINCIPALE, LA SARRÉ	34 039,00 \$	133.75	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
361 3E RUE, CHIBOUGAMAU	13 963,00 \$	91.66	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3 RUE SAINTE-ANNE, VILLE-MARIE	16 529,00 \$	120.90	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
566 1RE AVENUE, AMOS	60 059,00 \$	365.57	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie (M²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
604 SIURALITUUK STREET, KUJJUAQ	19 697,00 \$	66.04	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
660 MAKIUK STREET, KUJJUAQ	26 048,00 \$	84.18	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
575 KATINGAJIT ROAD, KUJJUAQ	42 571,00 \$	105.00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
849 5E AVENUE, VAL-D'OR	77 576,00 \$	376.13	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	99 847,00 \$	583.28	0,00 \$	INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
85 RUE DE MARTIGNY, SAINT-JÉRÔME	63 373,00 \$	395.83	0,00 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, TERREBONNE	23 425,00 \$	111.27	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
118 RUE PRINCIPALE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	23 056,00 \$	98.82	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 A BOULEVARD BRIEN, REPENTIGNY	42 983,00 \$	224.45	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
220 BOULEVARD LABELLE, SAINTE-THÉRÈSE	40 879,00 \$	222.58	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
430 BOULEVARD ARTHUR-SAUVÉ, SAINT-EUSTACHE	30 141,00 \$	225.46	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
460 RUE LABELLE, SAINT-JÉRÔME	286 086,00 \$	924.23	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
585 RUE HÉBERT, MONT-LAURIER	41 683,00 \$	270.78	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE BÉTHANIE, LACHUTE	19 937,00 \$	149.42	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
18 RUE DU MANÈGE, COATICOOK	13 916,00 \$	71.00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
674 RUE DUFFERIN, STANSTEAD	2 443,00 \$	27.44	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
201 BOULEVARD CRÉMAZIE, MONTRÉAL	159 879,00 \$	825.46	0,00 \$	INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5800 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL	123 886,00 \$	670.48	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie (m²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	110 964,00 \$	601.06	0,00 \$	10 ans	Société québécoise des infrastructures
3535 Chemin Queen-Mary, Montréal	140 480,00 \$	509.52	2 955,00 \$	6 ans	Société québécoise des infrastructures
4250 Rue Wellington, Verdun	155 915,00 \$	618.52	0,00 \$	11 ans	Société québécoise des infrastructures
425 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	267 561,00 \$	1 157.62	0,00 \$	25 ans	Société québécoise des infrastructures
1055 Boulevard René-Lévesque, Montréal	148 189,00 \$	567.01	35 000,00 \$	11 ans	Société québécoise des infrastructures
5100 Rue Sherbrooke, Montréal	143 712,00 \$	620.41	0,00 \$	21 ans	Société québécoise des infrastructures
440 Boulevard René-Lévesque, Montréal	101 089,00 \$	450.96	0,00 \$	10 ans	Société québécoise des infrastructures
1717 Boulevard Saint-Martin, Laval	124 892,00 \$	716.19	11 875,00 \$	7 ans	Société québécoise des infrastructures
800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	473 114,00 \$	1 747.57	0,00 \$	10 ans	Société québécoise des infrastructures
420 Boulevard Charest, Québec	94 156,00 \$	506.30	0,00 \$	1 an	Société québécoise des infrastructures
5350 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	52 895,00 \$	381.59	0,00 \$	1 an	Société québécoise des infrastructures
5130 Boulevard de la Rive-Sud, Lévis	52 052,00 \$	328.58	0,00 \$	1 an	Société québécoise des infrastructures
700 Avenue Robert-Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce	28 219,00 \$	228.44	0,00 \$	5 ans	Société québécoise des infrastructures
400 Boulevard Jean-Lesage, Québec	208 252,00 \$	1 104.63	0,00 \$	1 an	Société québécoise des infrastructures
8500 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	71 445,00 \$	509.76	0,00 \$	5 ans	Société québécoise des infrastructures
11535 1re Avenue, Saint-Georges	37 858,00 \$	242.87	0,00 \$	10 ans	Société québécoise des infrastructures
68 Rue du Palais de Justice, Montmagny	30 460,00 \$	212.11	0,00 \$	5 ans	Société québécoise des infrastructures
33 Rue de la Cour, Rivière-du-Loup	40 304,00 \$	398.83	0,00 \$	9 ans	Société québécoise des infrastructures

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie (M²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2015	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
308 RUE DE LA GARE, MATANE	31 745,00 \$	222.60	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6 1RE AVENUE, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	12 376,00 \$	119.02	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE DAIGNEAULT, CHANDLER	36 988,00 \$	180.42	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
185 BOULEVARD DE YORK, GASPÉ	32 670,00 \$	165.46	0,00 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
455 CHEMIN AVILA-ARSENEAU, CAP-AUX-MEULES	20 121,00 \$	103.47	0,00 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI	102 757,00 \$	702.30	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
49 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI	39 264,00 \$	131.11	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
122 BOULEVARD PERRON, NEW RICHMOND	31 236,00 \$	188.13	0,00 \$	9 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
38 RUE SAINT-PHILIPPE, TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	18 423,00 \$	109.98	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3639 BOULEVARD HARVEY, JONQUIÈRE	45 384,00 \$	318.93	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
267 RUE RACINE, CHICOUTIMI	102 915,00 \$	537.45	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1341 BOULEVARD WALLBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	21 820,00 \$	127.13	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
845 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	55 838,00 \$	155.18	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
301 RUE ALBERT, LA BAIE	23 388,00 \$	100.83	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530 RUE COLLARD, ALMA	42 898,00 \$	255.49	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
150 RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL	574 391,00 \$	1 658.41	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	196 921,00 \$	1 130.22	0,00 \$	10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
57, RUE NOTRE-DAME OUEST, THETFORD MINES	41 465,00 \$	311.18	0,00 \$	5 ANS	COMPAGNIE (9164-4222) INC.
321, RUE CHASSÉ, ASBESTOS	19 285,00 \$	169.89	0,00 \$	5 ANS	M.R.C. ASBESTOS
4340 B, RUE LAVAL, LAC-MÉGANTIC	21 850,00 \$	102.19	0,00 \$	5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
42, RUE PRINCIPALE OUEST BUREAU 200, MAGOG	39 442,00 \$	182.22	0,00 \$	5 ANS	OPTO GESTION INC.
207, ST-GEORGES, WINDSOR	900,00 \$	19.71	0,00 \$	1 AN	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI
245, RUE MONTCALM, DISRAËLI	2 400,00 \$	18.00	0,00 \$	6 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC
510, BOUL MALONEY, BUREAU 201, GATINEAU	45 897,00 \$	223.70	0,00 \$	5 ANS	6611923 CANADA INC.
142, RUE FRONT , CAMPBELL'S BAY	16 200,00 \$	142.60	0,00 \$	5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
116, RUE KING, BUREAU C, MANIWAKI	15 420,00 \$	111.50	0,00 \$	5 ANS	75835910 CANADA INC
135, RUE JOSEPH, GATINEAU	48 000,00 \$	237.00	0,00 \$	5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC ET ÉRIC ROBILLARD
136, RUE WRIGHT, GATINEAU	114 072,00 \$	546.30	0,00 \$	5 ANS	135 933 CANADA INC.
365, BOUL. GRÉBER, BUR 202, GATINEAU	59 906,00 \$	313.70	0,00 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
204, CHEMIN AYLMER, GATINEAU	28 673,00 \$	102.50	0,00 \$	5 ANS	4201221 CANADA INC.
768, BOUL. ST-JOSEPH, BUREAU 210, GATINEAU	89 298,00 \$	419.00	0,00 \$	5 ANS	146 786 CANADA INC.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE 575, RUE SAINT-AMABLE, BUREAU RC-01 QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 2G4	71 120,04 \$	226.56	0,00 \$	1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	LA CAPITALE IMMOBILIERE MFO INC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	34 255,32 \$	249.07	0,00 \$		INFORMATION SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	89 268,96 \$	485.63	0,00 \$		INFORMATION SQI
27, BOUL. SAINT-BENOIT OUEST, AMOUI	4 507,03 \$	23.51	0,00 \$	5 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	42 572,97 \$	244.26	0,00 \$		INFORMATION SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	12 620,30 \$	55.75	0,00 \$		INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	9 228,89 \$	58,80	0,00 \$	RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS NOVEMBRE 2013	IMMEUBLES VIGIE CARLETON INC.
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	2 208,69 \$	15,59	0,00 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	68 513,06 \$	418,52	0,00 \$		INFORMATION SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	1 763,52 \$	11,34	0,00 \$		INFORMATION SQI
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	381 610,46 \$	1 723,02	0,00 \$		INFORMATION SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	81 431,46 \$	661,86	0,00 \$		INFORMATION SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	142 757,20 \$	902,57	0,00 \$		INFORMATION SQI
604, SIURALITUUK STREET, KUUJUAQ	18 796,03 \$	68,42	0,00 \$	5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK
KUUJUAQ	113 984,86 \$	219,58	217,43 \$		INFORMATION SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	37 322,01 \$	157,17	0,00 \$		INFORMATION SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRÉ	1 900,25 \$	11,55	0,00 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	5 994,23 \$	46,32	0,00 \$	RECONDUCTION MENSUELLE DEPUIS JUIN 2013	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	201 045,79 \$	790,98	1 811,25 \$		INFORMATION SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	256 146,22 \$	1 471,61	0,00 \$		INFORMATION SQI
2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL	141 639,52 \$	617,46	0,00 \$	5 ANS	8821267 CANADA INC.
125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	56 759,78 \$	333,51	0,00 \$	5 ANS	IMMEUBLES JCY ROBERT INC.
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	14 126,42 \$	93,25	0,00 \$		INFORMATION SQI
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	23 218,14 \$	151,95	5 696,62 \$		INFORMATION SQI
40, AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	2 483,14 \$	35,68	0,00 \$	5 ANS	CORPORATION MUNICIPALE DE MONT-JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	98 702,67 \$	296,90	0,00 \$		INFORMATION SQI
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	170 331,15 \$	389,14	1 860,28 \$		INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	1 115 047,56 \$	5 685,11	423 723,35 \$		INFORMATION SQI
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	591 832,45 \$	2 872,51	447,32 \$	5 ANS	LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR LTÉE
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	471 799,46 \$	1 528,25	82,21 \$	6 ANS	IVANHOÉ CAMBRIDGE (CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC)
410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	358 558,09 \$	1 550,84	82,15 \$		INFORMATION SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	257 100,47 \$	711,03	0,00 \$		INFORMATION SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	48 613,07 \$	235,28	0,00 \$		INFORMATION SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	42 404,12 \$	179,63	574,85 \$		INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
ROUTE PUVIRNITUQ, PURVIRNITUQ	24 306,37 \$	39,96	0,00 \$	10 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVLUNGNITUK
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	573 152,47 \$	2 646,35	0,00 \$		INFORMATION SQI
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	1 071 281,64 \$	4 911,13	700,00 \$	10 ANS	COMPLEXE JULES DALLAIRE INC.
400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	56 695,21 \$	330,77	0,00 \$	10 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	126 794,47 \$	658,09	450,00 \$	2 ANS	GESTION M.B.S. INC.
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	9 429,09 \$	100,02	0,00 \$		INFORMATION SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	90 209,02 \$	436,53	448,79 \$		INFORMATION SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	19 193,13 \$	142,75	0,00 \$		INFORMATION SQI
53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	94 370,32 \$	394,44	113,25 \$	5 ANS	GESTION CARON ET GRENIER INC.
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	63 052,22 \$	338,57	0,00 \$		INFORMATION SQI
227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	167 677,40 \$	679,79	0,00 \$		INFORMATION SQI
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONS	15 517,59 \$	101,83	0,00 \$	5 ANS	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAULLES, SAINT-HYACINTHE	55 854,59 \$	365,38	0,00 \$		INFORMATION SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	131 565,12 \$	691,10	549 736,44 \$		INFORMATION SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	180 733,08 \$	1 152,41	0,00 \$		INFORMATION SQI
372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	113 245,33 \$	658,62	0,00 \$	5 ANS	9256-3634 QUÉBEC INC.
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	67 064,80 \$	308,07	0,00 \$		INFORMATION SQI
74, RUE ACADEMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	354 253,13 \$	1 256,34	0,00 \$		INFORMATION SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	48 701,29 \$	176,48	0,00 \$		INFORMATION SQI
212, 6E RUE, SHAWINIGAN	99 580,80 \$	447,96	0,00 \$		INFORMATION SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	184 611,46 \$	1 017,22	0,00 \$		INFORMATION SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	29 233,27 \$	172,37	0,00 \$		INFORMATION SQI
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD-MINES	62 700,88 \$	221,34	0,00 \$		INFORMATION SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	175 352,21 \$	699,40	0,00 \$		INFORMATION SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	69 838,78 \$	401,02	0,00 \$		INFORMATION SQI
900, 7E RUE, VAL-D'OR	143 185,90 \$	334,27	568,65 \$		INFORMATION SQI
800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	66 447,59 \$	483,31	0,00 \$		INFORMATION SQI
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	7 387,71 \$	56,75	0,00 \$		INFORMATION SQI

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
PALAIS DE JUSTICE, 1 RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	30 276,07 \$	141,50	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
100, RUE LAVIOLETTE, RC 11, TROIS-RIVIÈRES	32 669,52 \$	236,37	0,00 \$	-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	7 072,32 \$	48,76	0,00 \$	-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5199, RUE SHERBROOKE EST, AILE A, BUREAU 3671, MONTRÉAL	277 624,20 \$	1 290,54	0,00 \$	2007-07-01 AU 2017-06-30	CAPREIT 2 LIMITEDPARTNERSHIP
456, AVENUE ARNAUD, BUREAU 1.05, SEPT-ÎLES	8 256,96 \$	46,85	0,00 \$	1992-02-01 AU 2017-12-31	GESTION IMMOBILIÈRE DE LA RIVE
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, BUREAU 8.300, GATINEAU	32 711,92 \$	143,52	0,00 \$	-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 450, QUÉBEC	266 656,56 \$	1 448,12	0,00 \$	2007-02-01 AU 2017-01-31	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
200, RUE BELVÉDÈRE NORD, BUREAU 3.02, SHERBROOKE	27 972,12 \$	132,83	0,00 \$	1989-07-15 AU 2019-07-14	2423-5632 QUÉBEC INC.
3950, BOUL. HARVEY, BUREAU 2.12, JONQUIÈRE	25 135,44 \$	190,39	0,00 \$	-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
96, MONTÉE SANDY BEACH, BUREAU 1.02, GASPÉ	12 464,67 \$	56,92	0,00 \$	-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
255, RUE PRINCIPALE, RC 03, ROUYN-NORANDA	8 593,04 \$	51,61	0,00 \$	1998-11-01 AU 2014-10-31	DÉVELOPPEMENT TETRAINCO.
500, BOUL. DES LAURENTIDES, BUREAU 1648 A, SAINT-JÉRÔME	20 156,40 \$	96,84	0,00 \$	1999-03-26 AU 2016-12-15	RIOCAN HOLDINGS (QUÉBEC) INC.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
800, PLACE D'YOUVILLE, 4 ^E ET 10 ^E ÉTAGE, QUÉBEC	375 305,00 \$	1 458,72	0,00 \$	-	ENTENTE AVEC LA SQI, LE PROPRIÉTAIRE EST ÉDIFICE D'YOUVILLE INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 6 ^E ÉTAGE, MONTRÉAL (COMMISSAIRE AUX PLAINTES EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE)	330 859,00 \$	938,67	356 101,00 \$	-	ENTENTE AVEC LA SQI, LE PROPRIÉTAIRE EST ÉDIFICE 500 RENÉ-LÉVESQUE OUEST INC.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE SAINT-AMABLE, QUÉBEC	1 510 639,24 \$	5 249,77	0,00 \$	01-03-1999 AU 31-03-2016	LA CAPITALE IMMOBILIERE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	19 490,90 \$	88,18	0,00 \$	01-04-2001 AU 31-03-2016	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	18 404,87 \$	74,98	0,00 \$	01-08-2001 AU 31-03-2016	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	15 400,99 \$	84,86	0,00 \$	01-08-2008 AU 31-03-2016	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	6 008,53 \$	42,49	0,00 \$	11-12-2007 AU 31-03-2016	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	1 978 363,42 \$	6 123,00	0,00 \$	01-04-2008 AU 30-04-2016	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE.

- G.18** POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2015-2016, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :
- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

ENDROIT	RAISON	COÛT
1 200 ROUTE DE L'ÉGLISE, 9 E ÉTAGE, BUREAU DE LA MINISTRE	DÉGÂT D'EAU	2 486,88 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	RAISON	COÛT
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	SÉCURITÉ	447,32 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.19** **LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**
- A. **LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART ;**
 - B. **LE TITRE DE LA FONCTION;**
 - C. **L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**
 - D. **LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**
 - E. **LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**
 - F. **LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;**
 - G. **LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**
 - H. **LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**
 - I. **LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2015-2016;**
 - J. **LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**
 - K. **LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015 ET 2015-2016;**
 - L. **LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**
 - M. **S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : *DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.***

MINISTÈRE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
DIRECTRICE DE CABINET (MAI 2014 À FÉVRIER 2016)	QUÉBEC
DIRECTRICE DE CABINET (AVRIL 2015 À FRÉVRIER 2016)	QUÉBEC
DIRECTRICE DE CABINET (FÉVRIER 2016 À AUJOURD'HUI)	MONTRÉAL
ATTACHÉ POLITIQUE	MONTRÉAL
ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
ATTACHÉE POLITIQUE (MAI 2014 À FÉVRIER 2016)	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
EMPLOYÉ DE SOUTIEN	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE (JANVIER 2015 À FÉVRIER 2016)	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE (MARS 2015 À FÉVRIER 2016)	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
ATTACHÉE POLITIQUE (MAI 2014 À MAI 2015)	GATINEAU
ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
EMPLOYÉ DE SOUTIEN	GATINEAU
ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU CABINET MINISTÉRIEL : 750 000,00 \$

- G.20 LISTE DES SOMMES D’ARGENT VERSÉES EN 2015-2016 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :
- A. LE NOM DE L’ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;

B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;

C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;

D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.

MINISTÈRE

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ACCUEIL D'AMOS, L'	500,00 \$
ACCUEIL-PARRAINAGE OUTAOUAIS	1 500,00 \$
À DEUX MAINS	2 000,00 \$
ADOJEUNE INC.	2 000,00 \$
AIDE À LA COMMUNAUTÉ ET SERVICES À DOMICILE	500,00 \$
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC (ATQ)	500,00 \$
AIDE AUX TRAVAILLEURS ACCIDENTÉS, ATA	500,00 \$
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	2 500,00 \$
ALTERHÉROS	2 500,00 \$
ALTERNATIVE JEUNESSE MONT-SAINT-ANNE	2 000,00 \$
ARCHE AGAPE INC.	300,00 \$
ARMÉE DU SALUT - MAGASIN D'ÉCONOMIE	500,00 \$
ASS. CANADIENNE DES JUGES DES COURS PROVINCIALES	3 500,00 \$
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	500,00 \$
ASSOCIATION COOP. ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI (UQAR)	500,00 \$
ASSOCIATION DE DROIT LORD READING, L'	1 500,00 \$
ASSOCIATION DES JEUNES BARREAUX DU QUÉBEC	750,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PRÉVENTION DU SUICIDE	500,00 \$
AUTOUR DU BÉBÉ, CARREFOUR PÉRINATAL D'AHUNTSIC	1 000,00 \$
AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC)	4 000,00 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	5 000,00 \$
BAS DE L'ÉCHELLE INC., AU	1 000,00 \$
CENTRE AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS SEXUELLES-OUTAOUAIS	500,00 \$
CENTRE AMITIÉ DE SOLIDARITÉ INTERN. RÉGION DES APPALACHES [CASIRA]	750,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE CEFEDI	1 000,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	250,00 \$
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE CONCERT'ACTION	500,00 \$
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE DOLBEAU-MISTASSINI	500,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE QUÉBEC INC.	250,00 \$
CENTRE DE FEMMES DE SHAWINIGAN INC.	500,00 \$
CENTRE DE FEMMES « LA MOISSON »	1 000,00 \$
CENTRE DE LOISIRS COMMUNAUTAIRES LAJEUNESSE INC.	1 000,00 \$
CENTRE D'ENCADREMENT POUR JEUNES FEMMES IMMIGRANTES [CEJFI]	1 000,00 \$
CENTRE DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS DE MONTRÉAL	500,00 \$
CENTRE DES FEMMES LA PAROLIÈRE	1 000,00 \$
CENTRE D'INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	2 000,00 \$
CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES	750,00 \$
CENTRE JEUNESSE LGBTQ	2 000,00 \$
CENTRE L'ENTRE-TOIT	1 000,00 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
CENTRE PATRIMONIAL DE LA MAISON FAIRBAIRN	500,00 \$
CENTRE PRÉVENTION SUICIDE LES DEUX RIVES	500,00 \$
CENTRE PRO BONO QUÉBEC	10 000,00 \$
LINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	5 000,00 \$
CLINIQUE DROITS DEVANT	3 000,00 \$
CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	2 500,00 \$
CLUB DE CURLING LES PHÉNIX	200,00 \$
CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE ÉLAN DE MANIWAKI, INC.	500,00 \$
COALITION DES FAMILLES LGBT	3 000,00 \$
COALITION SHERBROOKOISE POUR LE TRAVAIL DE RUE	1 000,00 \$
COLLÈGE RÉGIONAL CHAMPLAIN CAMPUS DE ST-LAWRENCE	250,00 \$
COMPLEXE LE PARTAGE	1 000,00 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	2 000,00 \$
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE LA MAISON FAMILIALE RURALE DU KRTB	1 000,00 \$
CORBEILLE BORDEAUX-CARTIERVILLE, LA	500,00 \$
CORPORATION CITÉ-JOIE INC., LA	500,00 \$
CORPORATION DU NOËL DES ENFANTS 2002	300,00 \$
CORPORATION WAPIKONI MOBILE	2 000,00 \$
DIFFUSIONS GAIES ET LESBIENNES DU QUÉBEC	2 500,00 \$
ÉDUCALOI	15 000,00 \$
ENTRAIDE AU MASCULIN CÔTE-SUD	2 000,00 \$
ENTRAIDE DE LA VALLÉE, L'	500,00 \$
ENTRAIDE FAMILIALE DE L'OUTAOUAIS INC.	400,00 \$
ESPACE OUTAOUAIS INC.	1 000,00 \$
FIBROSE KYSTIQUE QUÉBEC	500,00 \$
FIBROSE KYSTIQUE QUÉBEC	500,00 \$
FONDATION CLAUDE MASSE	1 000,00 \$
FONDATION DE LA TABLÉE POPULAIRE, LA	500,00 \$
FONDATION DU CEGEP DE SHERBROOKE	500,00 \$
FONDATION HÔTEL-DIEU DE LÉVIS	500,00 \$
FONDATION LE PETIT BLANCHON	500,00 \$
FONDATION MÉTROPOLIS BLEU	1 500,00 \$
GÎTE AMI, LE	1 500,00 \$
GRANDS-FRÈRES ET GRANDES-SOEURS DE L'OUTAOUAIS INC., LES	500,00 \$
GRIS-MONTRÉAL	3 000,00 \$
G.R.I.S. - QUÉBEC	2 000,00 \$
GROUPE GAI DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	200,00 \$
GROUPE RÉG. D'INTERVENTION SOCIALE [GRIS]-MAURICIE/CENTRE-DU-QC	2 000,00 \$
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE L'ESTRIE [GRIS ESTRIE]	2 000,00 \$
HELEM MONTRÉAL	3 000,00 \$
JEUNESSE IDEM	3 000,00 \$
JURIPOP	2 000,00 \$
JURIPOP	3 000,00 \$
LIGUE DES CADETS DE L'AIR DU CANADA QUÉBEC, LA	500,00 \$
LOISIR SPORT OUTAOUAIS	1 000,00 \$
MAISON BENOÎT LABRE, LA	500,00 \$
MAISON D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT L'ACALMIE INC., LA	500,00 \$
MAISON DE LA FAMILLE ST-AMBROISE	250,00 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
MAISON DE LA FAMILLE VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	500,00 \$
MAISON DES FAMILLES DE LA BAIE	500,00 \$
MAISON DES FAMILLES DE LA MATAPÉDIA	1 000,00 \$
MAISON DES JEUNES DE MONTMAGNY INC., LA	1 000,00 \$
MAISON DES JEUNES LA BARAQUE DES ÉBOULEMENTS	500,00 \$
MAISON D'HÉBERGEMENT JEUNESSE ROLAND-GAUVREAU	1 000,00 \$
MAISON MATHIEU FROMENT-SAVOIE [1997] INC.	1 000,00 \$
MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES	750,00 \$
MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	500,00 \$
MOISSON HAUT-SAINT-FRANÇOIS	500,00 \$
MOISSON OUTAOUAIS	2 500,00 \$
NÉO, LE	500,00 \$
OEUVRES JEAN LAFRANCE INC., LES	500,00 \$
OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE QUÉBEC (OMH)	500,00 \$
OPTION : ALTERNATIVE À LA VIOLENCE CONJUGALE	1 000,00 \$
PARENTHÈSE, SERVICE DROITS D'ACCÈS, LA	1 000,00 \$
PASSERELLE D'ALMA INC., LA	2 000,00 \$
PIAULE DE VAL D'OR INC., LA	2 000,00 \$
PLAISIRS DU CLAVECIN	250,00 \$
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	500,00 \$
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	1 500,00 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	5 000,00 \$
REGROUPEMENT DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DE LAVAL	500,00 \$
SECOURS-AMITIÉ [ESTRIE] INC.	500,00 \$
SIDA BÉNÉVOLES - MONTRÉAL	250,00 \$
SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC	5 000,00 \$
SOCIÉTÉ ST-VINCENT DE PAUL DE QUÉBEC, LA	250,00 \$
SOUTIEN AUX HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DURANT L'ENFANCE SHASE	1 000,00 \$
TABLE CONCERT. VIOLENCE CONJUG. AGRESS. CARACT. SEXUEL LAVAL INC.	600,00 \$
TIRE-D'AILE, CENTRE AIDE ET LUTTE AGRESSIONS. À CARACT. SEXUEL, À	1 000,00 \$
TRANS-AURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC (TRANS-M/CdQ)	3 000,00 \$
TRAVERSÉE [RIVE-SUD], LA	2 000,00 \$
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	300,00 \$
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	1 000,00 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	1 000,00 \$
VIOLENCE INFO	1 000,00 \$
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	10 000,00 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	185 550,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31MARS 2016

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ARMÉE DU SALUT	60,89 \$
CIBES MAURICIE (CENTRE D'INTERVENTION BUDGÉTAIRE ET SOCIALE DE LA MAURICIE)	300,00 \$
ÉCOLE D'ÉTÉ EN DROIT DE LA CONSOMMATION DE L'UQAM	5 000,00 \$
ÉDUCALOI	900,00 \$
FONDATION CLAUDE MASSE	5 000,00 \$
OPTION CONSOMMATEURS	1 250,00 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	12 510,89 \$

Données au 28 mars 2016

OFFICE DES PROFESSIONS DES QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :
- A.

LE NOM DE LA PERSONNE;
- B.

LE POSTE OCCUPÉ;
- C.

LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D.

L'ASSIGNATION INITIALE;
- E.

LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- F.

LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

AUCUN.

- G.22** **LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**
- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S’IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS **2016-2017**.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.23** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
 - B. PRÉVISIONS 2016-2017;
 - C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.24** **LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :**
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
 - F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-
-

MINISTÈRE

AUCUN.

- G.25** **LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2015-2016, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :**
- A. **LE COÛT DE CHACUN;**
 - B. **LE FOURNISSEUR;**
 - C. **LA NATURE DU SERVICE.**

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ALBERTA LAW REVIEW	55,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ARCHAMBAULT MUSIQUE (GROUPE ARCHAMBAULT INC.)	2 771,95 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
BANQUE NATIONALE DU CANADA (« CARTE AFFAIRES »)	1 396,32 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES ET MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	300 333,87 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CEDROM-SNI INC.	1 416,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	38 440,66 \$	CENTRES D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPO)	5 418,35 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	960,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
COMMUNICATION DEMO INC.	18 426,07 \$	SERVICES DE PRESSE ÉCRITE/RÉDACTION ET TRADUCTION
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	5 055,50 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DESMARAIS ET ROBITAILLE LIMITÉE	2 923,88 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DEVOIR INC., LE	2 420,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DROIT, LE (3834310 CANADA INC.)	263,06 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
EBSCO CANADA LTÉE	8,58 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	19 953,65 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS, LES	82,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	3 861,90 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS THÉMIS INC.	188,50 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	95 125,12 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS/ PUBLICATIONS IMPRIMÉES
FÉD. DES ASS. DE FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC	36,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
FONDATION DU BARREAU CANADIEN, LA	290,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS/PÉRIODIQUES
GABOTEUR, LE	354,60 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
JOURNAL COMMUNAUTAIRE - L' ÉCHO DE CANTLEY	50,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
JURIS CONCEPT INC.	8 820,00 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
JURISMÉDIA INC.	450,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LAFORTUNE TECHNOLOGIES INC.	1 560,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LEXISNEXIS CANADA INC.	77 629,52 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/ PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
OXFORD UNIVERSITY PRESS INC.	785,23 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
PRESSE, LTÉE, LA	192,40 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
RELIURES CARON & LÉTOURNEAU LTÉE, LES	992,35 \$	RELIURE/SERVICES DE REPROGRAPHIE
REVUE DE DROIT DE MCGILL, LA (THE MCGILL LAW JOURNAL)	75,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REVUE PARLEMENTAIRE CANADIENNE	40,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
REVUE QUÉBÉCOISE DE DROIT INTERNATIONAL	60,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	20 408,86 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS/ MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
SOLEIL, LE	208,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SOLUTIONS NOVAXIS INC.	6 958,17 \$	SYSTÈMES DE RECHERCHE D'INFORMATION SUR BASES DE DONNÉES ACCESSIBLES EN DIRECT/SERVICES D'INFORMATION
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (REVUE DE DROIT)	216,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ LAVAL	274,40 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF MANITOBA	35,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF SASKATCHEWAN	140,75 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WEST QUÉBEC POST, THE	36,80 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	234 946,96 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	25 505,66 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
TOTAL	879 166,11 \$	

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CEDROM SNI	708,00 \$	ABONNEMENT EUREKA
CARSWELL	5 597,42 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	346,85 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC	970,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
CSPQ	500,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
TOTAL	8 122,27 \$	

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	1 425,99 \$	SERVICES EN LIGNE
SOQUIJ	2,95 \$	SERVICES EN LIGNE
SOQUIJ	5,90 \$	SERVICES EN LIGNE
SOQUIJ	120,00 \$	SERVICES EN LIGNE
LE SOLEIL	186,16 \$	
PUBLICATIONS CCH	695,00\$	SERVICES EN LIGNE
WILSON & LAFLEUR	143,50 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
TOTAL	2 579,50 \$	

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	364,20\$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	551,25 \$	ALTER EGO- CHARTE DES DROITS/WILSON & LAFLEUR (5 EX. VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	575,00 \$	ALTER EGO - CODE DE PROCÉDURE CIVILE – 6 ACCÈS EN LIGNE
WILSON & LAFLEUR	126,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC/WILSON & LAFLEUR (2 EX. – VERSION PAPIER)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30,00 \$	BULLETIN LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS (DEVENU REVUE DROITS ET LIBERTÉS) - VERSION PAPIER
PLAIDOYER-VICTIME	18,00 \$	CAHIERS DE PV. ANTENNE SUR LA VICTIMOLOGIE (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	719,25 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS (HRR - EN LIGNE)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	792,75 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (VERSION PDF)
SOQUIJ	125,45 \$	COLLECTIONS CCQ BAUDOUIN RENAUD (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	489,83 \$	CODE CIVIL (6 EX.)VERSION PAPIER
WILSON & LAFLEUR	140,00 \$	CODE CRIMINEL (2EX.) VERSION PAPIER
WILSON & LAFLEUR	836,50 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (11EX.) VERSION PAPIER
ÉDITIONS YVON BLAIS	349,50 \$	CONGÉDIEMENT EN DROIT QUÉBÉCOIS (VERSION PAPIER)
CCH (WOLTERS KRUWER)	1 287,30 \$	CONTRÔLE JUDICIAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	241,50 \$	LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF (2 VOLS - VERSION PAPIER)
CHRR	63,00 \$	DIRECT (CHRR EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	602,17 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DE TRAVAIL (3 EX. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	378,85 \$	FAILLITE ET INSOLVABILITÉ. PERSPECTIVE QUÉBÉCOISE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD	118,65 \$	LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNAL POUR LES ADOLESCENTS (RECUEIL – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	303,30\$	MÉMOIRE DE FRAIS : LÉGISLATION (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS LARIVIÈRE	100,98\$	MICROPRATIQUE (VERSION PAPIER)
LEXISNEXIS	6 025,64 \$	QUICKLAW (EN LIGNE)

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	3 929,85 \$	REJB (RÉPERTOIRE ÉLECTRONIQUE DE JURIS. DU BARREAU)
ÉDITIONS YVON BLAIS	178,21 \$	REVUE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION (VERSION PAPIER)
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	82,78 \$	REVUE DE DROIT UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	341,25 \$	SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU QUÉBEC, T.1. LES ASPECTS JURIDIQUES (VERSION PAPIER)
SOQUIJ	500,00 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	410,00 \$	EXPRESS CIVIL PALIER 25 A 54 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	590,00 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	140,00 \$	SOQUIJ EXPRESS TRAVAIL PALIER 10 A 24 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	275,00 \$	LPJ ANNOTÉE (7 ACCÈS EN LIGNE)
SOQUIJ	4 096,00 \$	JURIS.DOC (EN LIGNE)
SOQUIJ	3 696,00 \$	PLUMITIF (EN LIGNE)
SOQUIJ	1 558,55 \$	SOQUIJ - TAXES
PUBLICATIONS DU QUÉBEC	140,00 \$	TABLEAU DES MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC
JOURNAL DE MONTRÉAL	155,45 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (VERSION PAPIER)
JOURNAL DE MONTRÉAL	263,06 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (VERSION PAPIER)
THE GAZETTE	465,37 \$	THE GAZETTE (VERSION PAPIER)
THE GLOBE AND MAIL	469,33 \$	THE GLOBE AND MAIL (VERSION PAPIER)
THE GLOBE AND MAIL	494,02 \$	THE GLOBE AND MAIL (VERSION PAPIER)
LE DEVOIR	298,90 \$	LE DEVOIR (VERSION PAPIER)
LE DEVOIR	214,70 \$	LE DEVOIR (VERSION PAPIER)
JOURNAL DE MONTRÉAL	45,98 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (ABONN. ÉLECTR.)
JOURNAL DE QUÉBEC	45,98 \$	JOURNAL DE QUÉBEC (ABONN. ÉLECTR.)
THE GAZETTE	114,40 \$	THE GAZETTE (ABONN. ÉLECTR.)
LE DROIT	69,00 \$	LE DROIT (ABONN. ÉLECTR.)
LE NOUVELLISTE	69,00 \$	LE NOUVELLISTE (ABONN. ÉLECTR.)
LE QUOTIDIEN	69,00 \$	LE QUOTIDIEN (ABONN. ÉLECTR.)
LE SOLEIL	69,00 \$	LE SOLEIL (ABONN. ÉLECTR.)
LA TRIBUNE	69,00 \$	LA TRIBUNE (ABONN. ÉLECTR.)
LA VOIX DE L'EST	69,00 \$	LA VOIX DE L'EST (ABONN. ÉLECTR.)
LA PRESSE	27,60 \$	LA PRESSE (ABONN. ÉLECTR.)
TOTAL	33 409,16 \$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL	5 630,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	14 485,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXIS-NEXIS	7 125,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	79 180,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXISNEXIS	10 289,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CARSWELL	37 874,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	3 169,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	479,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS	330,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LA FONDATION DU BARREAU CANADIEN	145,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
GRICS	200,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
PROTÉGEZ-VOUS	82,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
REVUE DE DROIT	72,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
UNIVERSITÉ LAVAL	69,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WILSON LAFLEUR	5 649,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	6 637,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
TABATIERE CABRY	799,00 \$	JOURNAUX QUOTIDIENS
AADM	300,00 \$	COTISATION ANNUELLE
AQAAD	100,00 \$	COTISATION ANNUELLE
ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES EN DROIT DE LA FAMILLE	78,00 \$	COTISATION ANNUELLE
AAPI	220,00 \$	COTISATION ANNUELLE
TOTAL	172 912,00 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
L'ACTUALITÉ	38,95 \$	ABONNEMENT À UNE REVUE (FORMAT PAPIER)
ADN5 MÉDIA INC.	5 362,50 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE (REVUE DE PRESSE ÉCRITE)
ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC	60,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA	256 962,59 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
CEDROM-SNI INC.	708,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (EUREKA)
LE DEVOIR INC.	185,28 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
LE DROIT	21,28 \$	ABONNEMENT À UN JOURNAL
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC.	681,60 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
LES ÉDITIONS SR (1995) INC.	4 347,57 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
LES ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR INC.	2 561,80 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	68 724,05 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
JOURNAL DE MONTRÉAL	47,88 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL DE QUÉBEC	89,99 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL LE MONDE	283,77 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL NEW YORK TIMES	665,35 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAUX LA PRESSE ET LE SOLEIL	225,09 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE AUX JOURNAUX
LA DOSE PRO INC.	4 000,00 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE (REVUE DE PRESSE ÉCRITE)
LEXISNEXIS CANADA INC.	96 609,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (QUICKLAW) ET ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)

MESSAGERIES DYNAMIQUES	171,60 \$	ABONNEMENT À UN JOURNAL (FORMAT PAPIER)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	50 370,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHE INTERNET (AZIMUT)
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	4 572,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
TOTAL	496 688,30 \$	

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES AFFAIRES	0,00 \$ ABONNEMENT EXPIRE MAI 2017	REVUE DE RÉFÉRENCE
PROTÉGEZ-VOUS	48,00 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	60,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	66,50 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	66,50 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE
WILSON & LAFLEUR	335,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC ANNOTÉ
TOTAL	684,00 \$	

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CONSUMERREPORT	34,51 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
COURRIELLEUR	150,00 \$	INTERNET
CPA (COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA)	335,00 \$	INTERNET (ACCÈS AU MANUEL DE CPA CANADA COMPTABILITÉ)
DOLLARPHOTOCLUB	131,74 \$	INTERNET
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC.	596,50 \$	MISE À JOUR (PROC. PÉNALE ANN., JURISPRUDENCE)
LES ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR	1 470,00 \$	MISE À JOUR(CODE CIVIL DU QUÉBEC, C. PROC. CIVILE, CODE CRIMINEL)
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	469,25 \$	MISE À JOUR (MANUEL DE PREUVE PÉNALE)
	346,85 \$	MISE À JOUR (ACCÈS À L’INFORMATION : LOI ANNOTÉE)
	257,00 \$	MISE À JOUR (RÉPERTOIRE JURISPRUDENCE PÉNALE)
L’ÉTOILE DU LAC	38,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
HOOTSUITE	97,35 \$	INTERNET (OUTIL DE GESTION DES MÉDIAS SOCIAUX)
LE JOURNAL DE MONTRÉAL	228,80 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
	167,91 \$	ÉLECTRONIQUE
LE JOURNAL DE QUÉBEC	222,04 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
	81,05 \$	ÉLECTRONIQUE
LE JOURNAL LAC ST-JEAN	38,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
LÉGIS QUÉBEC (PUBLICATIONS DU QUÉBEC)	795,00 \$	BANQUE DE DONNÉES
LE NOUVELLISTE	235,56 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	2 017,32 \$	BANQUE DE DONNÉES(CIT@TION – DROIT DU TRAVAIL EN LIGNE)
LA PRESSE	233,48 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
LE PROGRÈS	79,95 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
PROTÉGEZ-VOUS	1 672,80 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE & ÉLECTRONIQUE
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC	235,00 \$	MISE À JOUR(PROJETS DE LOI PUBLICS)
LE QUOTIDIEN	212,89 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
REPLAY RADIO 9 (APPLIAN TECH)	32,71 \$	INTERNET

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	2 705,00 \$ \$	INTERNET (JURIS.DOC, EXPÉLECT CIVIL &EXP CIVIL PALIER)
	450,00 \$	INTERNET (GUIDE PRATIQUE API, 4 ACCÈS)
LE SOLEIL	251,59 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
SURVEYMONKEY	107,12 \$	INTERNET
THINGLINK PRO	107,73 \$	INTERNET
TRIBUNE, LA	201,76 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
WOLTERS KLUWER	695,00 \$	MISE À JOUR (ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)
TOTAL	14 696,91 \$	

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL	6 494,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU CANADA)
CITIZEN ADVOCACY CENTER	275,00 \$	PÉRIODIQUE SUR LA RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONNELS AUX ÉTATS-UNIS
COMMUNICATION DEMO	19 455,00 \$	REVUE DE PRESSE
EBSCO CANADA	1 057,00 \$	FOURNISSEUR DE PÉRIODIQUES (ABA JOURNAL, L'ACTUALITÉ PHARMACEUTIQUE, ANNUAIRE DE JURISPRUDENCE ET DE DOCTRINE, ETC.)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	2 074,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA) RÉPERTOIRE DE JURISPRUDENCE ET DE DOCTRINE
L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS	297,00 \$	MISE À JOUR DE NORMES COMPTABLES
LEXISNEXIS INC.	550,00 \$	BASE DE DONNÉES (JURISPRUDENCE ET DOCTRINE)
NEWSPAPERDIRECT INC.	386,00 \$	JOURNAUX ÉLECTRONIQUES
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	1 954,00 \$	BULLETIN ÉLECTRONIQUE (DROIT DU TRAVAIL EN LIGNE)
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS	240,00 \$	RÉFÉRENCE – RESSOURCES HUMAINES
PROFESSIONNEL LICENSING REPORT	507,00 \$	JOURNAL SUR L'ACCREDITATION PROFESSIONNELLE
PROTÉGEZ-VOUS	48,00 \$	REVUE
WILSON ET LAFLEUR LTÉE	494,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA)
TOTAL	31 877,00 \$	

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
APPRAISAL INSTITUTE	158,61 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	223,13 \$	ABONNEMENT AUTRE
BOUTIQUE EGORA	186,38 \$	VOLUME AUTRE
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	4 192,13 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	654,50 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
COOPSCO F-X GARNEAU	324,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ÉDITIONS S.R. INC.	60,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS YVON BLAIS (LES)	10 249,66 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LA PRESSE LIMITÉE	60,83 \$	ABONNEMENT AUTRE
LE PARCHEMIN	859,65 \$	ABONNEMENT AUTRE
LES AFFAIRES (JOURNAL)	77,95 \$	ABONNEMENT AUTRE
LES ÉDITIONS LA LIBERTÉ	216,60 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LE SOLEIL	186,16 \$	ABONNEMENT AUTRE
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	6 319,44 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXIXNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	7 560,10 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LIBRAIRIE PANTOUTE	363,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	263,65 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE ZONE LIBRE	174,70 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
MARSHALL & SWIFT	1 366,69 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
NOVAXIS SOLUTIONS INC.	2 178,87 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS CCH LTÉE	8 453,16 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (LES)	2 783,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
THOMSON REUTERS	23 896,80 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	60,00 \$	ABONNEMENT AUTRE
VIDÉOTRON LTÉE	2 246,88 \$	ABONNEMENT AUTRE
WILSON & LAFLEUR LTÉE	5 845,40 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
TOTAL	78 963,19 \$	

G.26 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L’ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D’UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.27** POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
- A. LE NOM DU SITE WEB;
 - B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
 - G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CONÇU IL Y A 12 ANS ET LE MINISTÈRE NE DISPOSE PLUS DE CETTE INFORMATION. IL AURAIT CEPENDANT ÉTÉ CONÇU À L'INTERNE EN GRANDE PARTIE.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE A ÉTÉ CONÇU IL Y A 12 ANS ET LE MINISTÈRE NE DISPOSE PLUS DE CETTE INFORMATION. IL AURAIT CEPENDANT ÉTÉ CONÇU À L'INTERNE EN GRANDE PARTIE.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	9 000,00 \$ EN 2015-2016
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	301 400,00 \$ EN 2015-2016.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	100/SEMAINE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	ÉRIC MAILLOUX

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.infocles.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2001 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) (VERSION 1) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420,00 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2015-2016 : 90 718,00 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DE CERTIFICATION (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	VERSION 2 (2006) Coût : 16 600,00 \$ OBJECTIFS : MIGRATION DES OUTILS TECHNOLOGIQUES POUR L'ENSEMBLE DE LA CLIENTÈLE DE L'ICPG, NÉCESSITÉ DE FOURNIR DE L'INFORMATION MIEUX SEGMENTÉE POUR CHAQUE GROUPE (MINISTÈRES ET ORGANISMES, ABONNÉS, AGENTS DE VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ, ETC.)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 3 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 8 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 4 MIGRATIONS EN 2015-2016

LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC
ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rdprm.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997 -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3 -BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D’IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5 ET 6
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440,00 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2015-2016 : 792 885 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D’ÉVOLUTION DE L’APPLICATION DU SERVICE DU RDPRM (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2015-2016.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 11 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 133 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 12 MIGRATIONS EN 2015-2016
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697,00 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2015-2016 : 20 054,00 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D’ÉVOLUTION DE L’APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT VERSION 2 (2009) COÛT : 18 592,00 \$ OBJECTIF : AMÉLIORATION DE LA FACTURE GRAPHIQUE ET SIMPLIFICATION DE LA NAVIGATION
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 6 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 68 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 3 MIGRATIONS EN 2015-2016
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lettresfoncieres.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2010 -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 787,00 \$ (INFORMATIONNEL)

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lettresfoncieres.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC.</p> <p>EN 2015-2016 : 16 840,00 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D’ÉVOLUTION DE L’APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUNE REFONTE
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	<p>SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 14 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 207 ÉLÉMENTS.</p> <p>SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 3 MIGRATIONS EN 2015-2016</p>
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lobby.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002</p> <p>-DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES)</p> <p>-GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE)</p> <p>-SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES</p> <p>-CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206,00 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC.</p> <p>EN 2015-2016 : 128 036,00 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D’ÉVOLUTION DE L’APPLICATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	<p>VOLET INFORMATIONNEL SEULEMENT</p> <p>VERSION 2 (2008)</p> <p>COÛT : 161 005,00 \$</p> <p>OBJECTIF : ERGONOMIE DU SITE, SIMPLIFICATION DE LA NAVIGATION, AMÉLIORATIONS DES FONCTIONNALITÉS DE RECHERCHE POUR LA CONSULTATION, AJOUT DE CAPSULES D’INFORMATION</p>
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	<p>SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 10 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 79 ÉLÉMENTS.</p> <p>SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 2 MIGRATIONS EN 2015-2016</p>
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.registredesventes.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	<p>ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2016</p> <p>-CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.</p>
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	COÛTS EN DATE DU 31 MARS 2016 = 3 212 773,79 \$ (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL). DES COÛTS SONT ENCORE À VENIR POUR FINALISER LA CONSTRUCTION DU SITE.
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	<p>LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L’APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC.</p> <p>COÛTS D’ENTRETIEN : S/O</p>
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.registredesventes.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016, IL Y A EU 2 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D’AJUSTER 108 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 4 MIGRATIONS EN 2015-2016
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES SERVICES DE MISSION DE LA DRC

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.prv.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	118 745,91 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	1 979,10 \$/mois
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	INTÉGRATION AU SYSTÈME MJQ – IMPLANTATION PRÉVUE AVRIL 2016 COÛT AU 31 MARS 2016 : 86 906,00\$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	2 / MOIS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	MME MARIE-FRANCE PINEAULT

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.cdpdj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	SITE CONÇU À L’INTERNE EN 2012-2013 AVEC FOURNISSEURS EXTERNES.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	s/o
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	TEKNOV (PROGRAMMATION) : 3 665,00 \$ MISE À JOUR : EFFECTUÉE À L’INTERNE
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0,00 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	MISE À JOUR RÉGULIÈRE, AU BESOIN QUOTIDIENNE.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DE DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L’ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.40ansdelaCharte.org	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LOCOMOTIVE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0,00 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	500,00 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0,00 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	RÉGULIÈRE, AU BESOIN QUOTIDIEN
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DE DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L’ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Adresse du site Internet : www.csj.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2007 par des ressources internes
Les coûts de construction du site :	Aucun en 2015-2016
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	397,00 \$ en 2015-2016
Les coûts de modernisation ou de refonte :	62 398,00 \$ en 2015-2016 / refonte complète de l'intranet par des ressources internes
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Bi mensuelle et trimestrielle ainsi que selon les besoins ponctuels
Le responsable du contenu sur le site :	Le service des communications de la Commission

Adresse du site Internet : www.sarpaquebec.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le service informatique interne de la Commission
Les coûts de construction du site :	Aucun en 2015-2016
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	24 412,00 \$ en 2015-2016 / entretien et mise à jour par des ressources internes
Les coûts de modernisation ou de refonte :	N/A
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Bi mensuelle et trimestrielle ainsi que selon les besoins ponctuels
Le responsable du contenu sur le site :	Le service des communications de la Commission

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Adresse du site Internet : http://www.dpcp.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Centre de développement Nexio inc. (Fusepoint Service d'InfoGérance inc.)
Les coûts de construction du site :	44 175,00 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	Les coûts sont inclus dans l'entente de services en ressources informationnelles conclue avec le Ministère de la Justice.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Les coûts sont inclus dans l'entente de services en ressources informationnelles conclue avec le Ministère de la Justice.
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Lorsque requis
Le responsable du contenu sur le site :	Directeur des poursuites criminelles et pénales

Adresse du site Internet : http://www.aippf.org	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Centre de développement Nexio inc. (Fusepoint Service d'InfoGérance inc.)
Les coûts de construction du site :	13 920,00 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	0,00 \$
Les coûts de modernisation ou de refonte :	0,00 \$
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Hebdomadaire
Le responsable du contenu sur le site :	Directeur des poursuites criminelles et pénales

Adresse du site Internet : https://divulgation.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	VORTEX SOLUTION (M2P INC.)
Les coûts de construction du site :	Le site a été conçu par la Sûreté du Québec. Aucun frais de construction n'a été assumé par le DPCP.
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	71 335,00 \$
Les coûts de modernisation ou de refonte :	0,00 \$
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	LORSQUE REQUIS
Le responsable du contenu sur le site :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Adresse du site Internet : WWW.OPC.GOUV.QC.CA - Adresse de la version mobile : M.OPC.GOUV.QC.CA	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	AUCUNE CONCEPTION DE SITE WEB OU DE SITE MOBILE N’A EU LIEU À L’OFFICE EN 2015-2016. LE PLUS RÉCENT SITE WEB A ÉTÉ MIS EN LIGNE LE 5 MARS 2013, TANDIS QUE SA VERSION MOBILE A ÉTÉ MISE EN LIGNE LE 10 OCTOBRE 2013.
Les coûts de construction du site :	AUCUN COÛT ASSOCIÉ À LA CONSTRUCTION DU SITE WEB EN 2015-2016.
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	HÉBERGEMENT DU SITE PAR LE CSPQ : 3 000,00 \$ HÉBERGEMENT DES PRESTATIONS ÉLECTRONIQUES DE SERVICES SÉCURISÉES : 36 336,00 \$ DÉVELOPPEMENT EN CONTINU ET ENTRETIEN PAR L’ENTREPRISE WEB LOUNGE S.E.N.C. : 8 173,75 \$
Les coûts de modernisation ou de refonte :	AUCUNE MODERNISATION OU REFONTE N’A EU LIEU EN 2015-2016. LE SITE A ÉTÉ REFONDU QUATRE FOIS (EN 2000, EN 2003, EN 2008 ET EN 2013). OBJECTIFS DES TROIS PREMIÈRES REFONTES : <ul style="list-style-type: none"> SE CONFORMER AUX STANDARDS PROPOSÉS PAR LE WORLD WIDE WEB CONSORTIUM (W3C), ORGANISME INTERNATIONAL À BUT NON LUCRATIF DONT L’OBJECTIF EST DE NORMALISER LA FAÇON DE NAVIGUER SUR LE WEB; SE CONFORMER AUX STANDARDS SUR L’ACCESSIBILITÉ DU WEB AUX PERSONNES HANDICAPÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC; AMÉLIORER LA NAVIGATION DANS LE SITE. OBJECTIFS DE LA DERNIÈRE REFONTE (2013) : <ul style="list-style-type: none"> SIMPLIFIER LA STRUCTURE DU SITE ET VULGARISER LES TEXTES; FOURNIR DES OUTILS AUX CONSOMMATEURS POUR FAIRE VALOIR LEURS DROITS; BONIFIER LES CONTENUS DESTINÉS AUX COMMERÇANTS POUR LEUR PERMETTRE D’ADOPTER DE BONNES PRATIQUES COMMERCIALES; PERMETTRE L’ACCÈS SUR D’AUTRES PLATEFORMES (TABLETTE, MOBILE).
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	PLUSIEURS FOIS PAR SEMAINE
Le responsable du contenu sur le site :	ÉDIMESTRE

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

Adresse du site Internet : www.opq.gouv.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	OPQ à l'interne
Les coûts de construction du site :	OPQ à l'interne – non ventilé
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	OPQ à l'interne – non ventilé
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Hebdomadaire
Le responsable du contenu sur le site :	OPQ à l'interne

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Adresse du site Internet : http://www.taq.gouv.qc.ca/	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Personnel interne en technologies de l'information
Les coûts de construction du site :	24 525,00 \$ (en 2003, selon une estimation de 100 jours) et aucun coût pour 2015-2016
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	En 2015-2016, les coûts d'hébergement du site Internet du Tribunal au CSPQ ont été de 1 200,00 \$. Les coûts d'entretien ont été de 13 811,00 \$, soit 989,00 \$ à contrat et 12 822,00 \$ en heures travaillées par les ressources internes du Tribunal.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	En 2014-2015, le Tribunal a donné un contrat au montant de 6 930,00 \$ pour finaliser les travaux afin que son site Internet soit conforme aux standards d'accessibilité Web du Gouvernement du Québec. Des montants de 4 180,00 \$ et 2 475,00 \$ ont été respectivement facturés en 2014-2015 et en 2015-2016.
Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :	Le site est mis à jour de façon ponctuelle selon les besoins.
Le responsable du contenu sur le site :	Carmelle Beaulieu, chef du service des affaires institutionnelles

- G.28** **NOMINATIONS, POUR 2015-2016, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**
- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.29 POUR 2015-2016, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L’OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D’ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L’OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

MINISTÈRE

TOURNÉE AUTOCHTONE DE LA MINISTRE		
RÉGIONS		DÉPENSES
1	BAS-SAINT-LAURENT	- \$
2	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	- \$
03 – 12	CAPITALE NATIONALE – CHAUDIÈRE-APPALACHES	- \$
4	MAURICIE	- \$
5	ESTRIE	- \$
8	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	- \$
9	CÔTE-NORD	- \$
10	NORD DU QUÉBEC	12 931,71 \$
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	- \$
13	LAVAL	- \$
14	LANAUDIÈRE	- \$
15	LAURENTIDES	- \$
16	MONTÉRÉGIE	- \$
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	- \$
TOTAL		12 931,71 \$

- G.30** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2014-2015 ET 2015-2016 :
- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2015-2016** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.31 LA LISTE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2015-2016 :**
- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - D. LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - E. L’OBJET;
 - F. LES DATES.
-

LA MINISTRE DE LA JUSTICE N’A PAS D’ADJOINT PARLEMENTAIRE.

G.32 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2015-2016 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF* OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.34 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.35 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2015-2016 DU MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 ET 2017-2018, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE ACTUELLE SIGNÉE LE 26 MARS 2013 S'APPLIQUE DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 31 MARS 2017. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC POUR « L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE POUR LES ADULTES ET LES ADOLESCENTS, L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS, AINSI QUE LES AVOCATS DÉSIGNÉS PAR LE TRIBUNAL DANS LES POURSUITES FÉDÉRALES » EST CALCULÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 EN FONCTION DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

a) CONTRIBUTION FÉDÉRALE « A » POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE OU L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES

LE MONTANT MAXIMAL À VERSER À MÊME L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" POUR UN EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉ COMME SUIVIT:

- LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE SERA ÉGALE A SOIXANTE-CINQ POUR CENT (65%) DE LA CONTRIBUTION ACCORDÉE AU QUÉBEC DANS L'EXERCICE 2001-2002 AU TITRE DES AFFAIRES DE DROIT CRIMINEL ET DES AFFAIRES RÉGIES PAR LA *LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS*.
- PLUS
- LA CONTRIBUTION PAR HABITANT MULTIPLIÉE PAR LA POPULATION DU QUÉBEC AU 1^{ER} AVRIL 2005, SELON LE STATISTICIEN EN CHEF DU CANADA.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" MAXIMALE PAYABLE AU QUÉBEC À MÊME L'ENVELOPPE 2 POUR L'EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉE SELON QUATRE VARIABLES ASSORTIES DES FACTEURS DE PONDÉRATION SUIVANTS:

- POPULATION RURALE INFÉRIEURE À 1 000 HABITANTS – FACTEUR DE PONDÉRATION DE TRENTE POUR CENT (30%)
- POPULATION AUTOCHTONE TOTALE SELON LE RECENSEMENT DU CANADA – FACTEUR DE PONDÉRATION DE VINGT POUR CENT (20%)
- NOMBRE DE PERSONNES INculpÉES EN VERTU DU *CODE CRIMINEL* ET DE LA *LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES* – FACTEUR DE PONDÉRATION DE QUARANTE-CINQ POUR CENT (45%)
- CONTRIBUTION DU QUÉBEC À L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE – FACTEUR DE PONDÉRATION DE CINQ POUR CENT (5%)

SELON LES CHIFFRES POUR CHAQUE VARIABLE DISPONIBLES AU 31 MARS 2001.

b) CONTRIBUTION FÉDÉRALE « B » POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

LE MONTANT DE L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉ SELON LES DIX VARIABLES SUIVANTES

- DEMANDES PRINCIPALES DÉFÉRÉES À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ
- ENQUÊTES D'ADMISSION COMPLÉTÉES
- CONTRÔLES DE LA DÉTENTION COMPLÉTÉS
- APPELS CONCERNANT UNE MESURE DE RENVOI FINALISÉS
- APPELS INTERJETÉS PAR LE MINISTRE FINALISÉS
- APPELS PRINCIPAUX (SAR)
- DEMANDES D'EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE DEMANDÉES
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE ACCORDÉES
- DEMANDES DU SURSIS À LA COUR FÉDÉRALE

LE MONTANT DE L'ENVELOPPE 2 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉ EN FONCTION DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS PORTANT SUR LES PROCÉDURES DE PERTE D'ASILE ET D'ANNULATION.

L'ENTENTE PRÉVOIT QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EFFECTUE DES PAIEMENTS PROPORTIONNELS TRIMESTRIELS, CONDITIONNELS À LA TRANSMISSION DES RAPPORTS EXIGÉS À L'ENTENTE. LE MONTANT REÇU À DATE POUR L'EXERCICE 2015-2016 EST DE 13 031 107 \$. CETTE SOMME A ÉTÉ ENCAISSÉE LE 11 MARS 2016. LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE TOTALE POUR 2015-2016 EST ESTIMÉE À 26 062 200 \$.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

2. **PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES**

UNE NOUVELLE ENTENTE, D'UNE DURÉE DE 5 ANS, A ÉTÉ RECONDUITE EN NOVEMBRE 2013. CETTE ENTENTE COUVRE LES EXERCICES 2013-2014 À 2017-2018. LE NIVEAU DE FINANCEMENT MAXIMUM DU FÉDÉRAL, EN VERTU DE CETTE NOUVELLE ENTENTE, EST DE 529 694 \$.

L'ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A VERSÉ EN 2015-2016 UNE SUBVENTION DE 1 191 600 \$ À L'ORGANISME DISPENSANT CES SERVICES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA CONTRIBUE À 50 % DE CETTE DÉPENSE JUSQU'À CONCURRENCE DU MONTANT MAXIMAL PRÉVU, SOIT 529 694 \$.

VERSEMENTS PERÇUS À CE JOUR:

2015-10-16	264 847 \$
2016-03-24	211 878 \$

3. **ENTENTE RELATIVE AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE**

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2017 PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE DÉFRAYER UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2015-2016 EST DE 2 742 188\$. CE MONTANT N'EST PAS ENCORE PERÇU À CE JOUR.

IL FAUT CEPENDANT MENTIONNER QUE CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 478 600 \$) QUI ASSUME DÉSORMAIS LE VOLET "MÉDIATION FAMILIALE", ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (263 588 \$) POUR LE VOLET "RECHERCHE".

4. **INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES**

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1^{ER} AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 26,40 \$ POUR L'EXERCICE 2015-2016.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016 EST ESTIMÉE À 57 000 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS À DATE:

1. 2015-05-22	4 224,00 \$
2. 2015-06-18	6 864,00 \$
3. 2015-07-29	4 804,80 \$
4. 2015-08-12	4 620,00 \$
5. 2015-09-15	4 118,40 \$
6. 2015-11-03	5 887,20 \$
7. 2015-12-09	3 484,80 \$
8. 2015-12-18	3 511,20 \$
9. 2016-01-12	3 511,20 \$
10. 2016-02-12	4 382,40 \$
11. 2016-03-24	6 230,40 \$

5. **ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE**

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA REMET À LA PROVINCE 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

AVANT 2014-2015, LE QUÉBEC FAISAIT PARVENIR AU BUREAU D'ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE LES FORMULAIRES AINSI QUE LES PAIEMENTS DU DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10,00 \$. À CHAQUE TRIMESTRE, LE FÉDÉRAL REMBOURSAIT À LA PROVINCE 3 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT REÇUE. DEPUIS 2014-2015, LE QUÉBEC ENCAISSE ET CONSERVE LES DROITS EXIGÉS (10 \$) ET TRANSMET LES FORMULAIRES AU FÉDÉRAL. AUX 3 MOIS, CE DERNIER FACTURE LA PROVINCE, QUI REMET ALORS 7 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT.

LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2015-2016 EST ESTIMÉE À 30 000 \$.

6. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2018 PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2015-2016, UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ SERA REMBOURSÉ À LA PROVINCE EN VERTU DE CET ACCORD.

7. PROGRAMME DE FINANCEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE

CETTE ENTENTE EST EN VOIE DE SIGNATURE ET PRÉVOIT, POUR UNE DURÉE DE TROIS ANS (2015-2016 À 2017-2018), UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LES COÛTS ASSOCIÉS AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC. CE PROGRAMME, GÉRÉ PAR LA PROVINCE, SE VEUT UNE SOLUTION DE RECHANGE AU PRONONCÉ DE SENTENCE CLASSIQUE, PAR UN PLAN DE RÉADAPTATION DU CONTREVENANT.

LA CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL POUR L'EXERCICE 2015-2016 S'ÉLÈVE À 40 000 \$ POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

8. CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES

EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 767 244 \$.

9. ENTENTE CANADA-QUÉBEC SUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE

CETTE ENTENTE PERMET AU PERSONNEL DU MINISTÈRE D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS JURIDIQUES. EN VERTU DE CETTE ENTENTE, LE MINISTÈRE RECEVRA UN REMBOURSEMENT D'ENVIRON 184 500 \$.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROJET INTITULÉ ENCOURAGER LA DÉNONCIATION DES INFRACTIONS ET LA PARTICIPATION DES VICTIMES ET DES TÉMOINS AU PROCESSUS DE JUSTICE PÉNALE. UN MONTANT DE 242 180 \$ EST PRÉVU POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016. CETTE SOMME EST DÉDIÉE À L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE 10 SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE MOBILES POUR DESSERVIR DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES, SENSIBILISER LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES DU SYSTÈME DE JUSTICE ET LES VICTIMES AUX MESURES FACILITANT LE TÉMOIGNAGE ET DES ACTIVITÉS DE FORMATION AUX INTERVENANTS PSYCHOSOCIAUX DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) EN MATIÈRE D'INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUX TÉMOINS MINEURS.

FONDS ACCÈS JUSTICE

VOIR POINT #3.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU, UN FINANCEMENT DE 84 018,03 \$, POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT DE 312 259,00 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS.

PAR AILLEURS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE 2013-2014 A 2015-2016, LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT D'ENVIRON 15 500,00 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016. CETTE ENTENTE PERMET AUX PROCUREURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, AUX GESTIONNAIRES DE MÊME QU'AU PERSONNEL DE SOUTIEN D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DOCUMENTS JURIDIQUES ET DE LETTRES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT DES BONIS	MJO	BAVAC	FAJ	FRCP	FDR	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
TOTAL	188 898,43 \$ *	2 090,05 \$ *	0,00 \$ *	0,00 \$ *	9 488,78 \$ *	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	5 932,49 \$	37 077,59 \$	34 957,00 \$	9 951,02 \$

* SOURCE: SAGIP DONNÉES POUR 2015-2016

G.39 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.**

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ	BAVAC	FAJ	FRCP	FDR	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
TOTAL	0,00 \$*	0,00 \$*	0,00 \$*	0,00 \$*	0,00 \$*	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

*SOURCE: SAGIP DONNÉES POUR 2015-2016.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.41 POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE :**
- A. Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - B. Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
-

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.42 POUR 2015-2016, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS ? POUR CHAQUE PERSONNE :**
- A. Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - B. Fournir la liste des salaires versés.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ DE LÉGISLATION	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE S'ASSURER, UNE FOIS QU'UNE DÉCISION EST PRISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF A L'ÉGARD D'UNE PROPOSITION LÉGISLATIVE FORMULÉE PAR UN MINISTRE DANS UN MÉMOIRE, QUE LE PROJET DE LOI QUI EN DÉCOULE EST CONFORME A CETTE DÉCISION.	M ^E STÉPHANIE VALLÉE, MINISTRE DE LA JUSTICE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉDUCATIF ET CULTUREL	LE MANDAT DU COMITÉ EST D'ASSURER LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, DU TRAVAIL, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE, DES AÎNÉS, DES JEUNES, DE LA CONDITION FÉMININE, DU SPORT ET DU LOISIR, DE LA CULTURE, DE L'IMMIGRATION, DE LA LANGUE AINSI QU'EN CE QUI CONCERNE LES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNE, LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES, L'ACCÈS A L'INFORMATION ET LES AFFAIRES AUTOCHTONES.	M ^E STÉPHANIE VALLÉE, MINISTRE DE LA JUSTICE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU PLAN NORD	LE MANDAT DU COMITÉ EST DE RELANCER LE PLAN NORD DANS TOUTES SES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.	M ^E STÉPHANIE VALLÉE, MINISTRE DE LA JUSTICE	N/A
COMITÉ DIRECTEUR DU PLAN NORD	LE COMITÉ A LE MANDAT D'ASSURER UNE COHÉSION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT NORDIQUE.	M ^E NATHALIE G.DROUIN, SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	N/A

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	16-02-2016, DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	NORMAND BOLDUC MARIE AUGER LUCIE LE FRANÇOIS MARIE LAMARRE ANNE MORIN	0,00 \$
COMITÉ DE RELECTURE	16-02-2016, RELECTURE DES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	NORMAND BOLDUC LUCIE LE FRANÇOIS NATHALIE DIAMOND	0,00 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 796	02-12-2015, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2015 QCCJA 796	ANNE MORIN MARIE AUGER LUCIE LE FRANÇOIS	0,00 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 769	15-09-2015, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2015 QCCJA 769	LUCIE LE FRANÇOIS PIERRE D. DENAULT (REPLACÉ PAR SUZANNE DANINO) BERNARD LEMAY	0,00 \$
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	15-09-2015, DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	NORMAND BOLDUC MARIE AUGER SANTINA DI PASQUALE LUCIE LE FRANÇOIS MICHEL MARCHAND ANNE MORIN ALAIN TURCOTTE	0,00 \$
COMITÉ DE RELECTURE	15-09-2015, RELECTURE DES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	NORMAND BOLDUC SANTINA DI PASQUALE ALAIN TURCOTTE NATHALIE DIAMOND	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	ÉVALUER, TOUTS LES QUATRE ANS, SI LA RÉMUNÉRATION, LES RÉGIMES COLLECTIFS, LES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT DES INCIDENCES PÉCUNIAIRES, CELLES QUI CONCERNENT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL SONT ADÉQUATS. LE RAPPORT DU COMITÉ EST DÉPOSÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI PEUT APPROUVER, MODIFIER OU REJETER, EN TOUT OU EN PARTIE, LES RECOMMANDATIONS.	M ^E MICHEL BOUCHARD M ^{ME} MADELEINE PAULIN M. ANDRÉ ROCHON	1 500,00 \$ PAR JOUR 1 200,00 \$ PAR JOUR 1 200,00 \$ PAR JOUR
COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ DE L'ÉVALUATION DE L'ENQUÊTE INDÉPENDANTE CONCERNANT LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL.	PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	L'HONORABLE PIERRE J. DALPHOND M ^E LUCIE JONCAS M ^E GUY LOISEL, PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	200,00 \$ PAR HEURE 200,00 \$ PAR HEURE EMPLOYÉ DU DPCP
COMITÉ D'EXAMEN SUR LA GESTION DES MÉGAPROCÉS	ENTREPRENDRE UNE RÉFLEXION EXHAUSTIVE SUR LA GESTION DES MÉGAPROCÉS PAR LA POURSUITE, CES DOSSIERS QUI DÉCOULENT D'ENQUÊTES POLICIÈRES D'ENVERGURE, SUR DES ÉVÉNEMENTS QUI S'ÉTENDENT PARFOIS SUR PLUSIEURS ANNÉES ET QUI COMPORTENT DES ÉLÉMENTS DE PREUVES COMPLEXES ET VOLUMINEUX. CET EXAMEN TIENDRA COMPTE DES DIFFICULTÉS ET DES DÉFIS QUE NOUS AVONS RENCONTRÉS DANS LA CONDUITE DU DOSSIER SHARQC, AFIN D'EN TIRER TOUTES LES LEÇONS UTILES À LA GESTION FUTURE DES MÉGAPROCÉS. LA MINISTRE DE LA JUSTICE A DEMANDÉ AU COMITÉ DE LUI FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU REGARD DE LA PLANIFICATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES NÉCESSAIRES, AFIN D'ASSURER LA TENUE DES MÉGAPROCÉS DANS UN DÉLAI RAISONNABLE.	M ^E MICHEL BOUCHARD M ^E JOANNE MARCEAU, PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES M ^E JEAN-SÉBASTIEN LALONDE, AGENT DE RECHERCHE M ^E STÉPHANE ROCHETTE, JURISTE	100,00 \$ PAR HEURE EMPLOYÉ DU DPCP EMPLOYÉ DU DPCP EMPLOYÉ DU MJQ

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Nom du comité	Mandat du comité	Liste des participants	Honoraires
Comité consultatif des agents de voyages	Conseiller la ministre responsable de l'application de la loi sur les agents de voyages sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et lui donner son avis sur toute question qu'elle lui soumet relativement aux activités des agents de voyages.	MADAME GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME MONIQUE AUDET (ASSOCIATION CANADIENNE DES AGENCES DE VOYAGES) MADAME SYLVIE DE BELLEFEUILLE (OPTION CONSOMMATEURS) MADAME LAURENCE MARGET (GROUPE DE RECHERCHE EN ANIMATION ET PLANIFICATION ÉCONOMIQUE) MONSIEUR BERNARD BUSSIÈRES (ASSOCIATION DES TOURS OPÉRATEURS DU QUÉBEC) MONSIEUR MARC CROTEAU (TOURISME QUÉBEC) MONSIEUR JEAN-LOUIS RENAUD (OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR) MONSIEUR CLAUDE ST-PIERRE (ASSOCIATION DES TOURS OPÉRATEURS DU QUÉBEC) MONSIEUR ROBERT TURCOTTE (ASSOCIATION DES AGENTS DE VOYAGES DU QUÉBEC)	IL N'Y A PAS D'ALLOCATION FORFAITAIRE VERSÉE AUX MEMBRES DE CE COMITÉ. SEULS LES FRAIS DE DÉPLACEMENT PEUVENT ÊTRE REMBOURSÉS SUR PRÉSENTATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES ET SELON LES NORMES EN VIGUEUR.
Conseil consultatif des consommateurs	Permettre à l'Office de consulter avec plus de régularité et de profondeur ses partenaires naturels sur des questions liées à l'exercice des mandats que la loi lui confie.	MADAME GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME ÉLIANE HAMEL, OPTION CONSOMMATEURS MADAME YANNICK LABELLE, UNION DES CONSOMMATEURS MADAME FRANÇOISE PÂQUET, CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL MADAME NATHALIE ST-PIERRE, CONSEIL CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL MADAME CAROLINE SOULARD, COALITION DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS	POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250,00 \$ EST PRÉVUE POUR CHAQUE PRÉSENCE AUX RÉUNIONS.

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
		<p>MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, DIRECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES A L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</p> <p>MONSIEUR GARY FROST, DIRECTEUR DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET DE LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE A L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR</p> <p>MONSIEUR FRANÇOIS VINCENT, FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE</p>	
TABLE DE CONCERTATION DES CINQ ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC	ÉCHANGER DE L'INFORMATION A PROPOS DES MEILLEURES PRATIQUES, DES INITIATIVES ET DES PROJETS DE CHACUN DES ORGANISMES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE.	<p>LES DIRIGEANTS DE :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS; L'OFFICE DES PROFESSIONS; LA RÉGIE DU BÂTIMENT; LA RÉGIE DU LOGEMENT; <p>L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR.</p>	AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ VERSÉ AUX DIRIGEANTS A TITRE D'ALLOCATION FORFAITAIRE.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE EN MATIÈRE DE CONDITIONS ET MODALITÉS DE VENTE DES MÉDICAMENTS	ANALYSER LES DEMANDES QUI SONT ADRESSÉES À L'OFFICE AFIN DE MODIFIER LA CLASSIFICATION D'UNE SUBSTANCE OU SA SPÉCIFICATION, ET FORMULER UNE OPINION AUX AUTORITÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	<p>PIERRE LAROCHELLE</p> <p>STÉPHANIE MERCIER</p> <p>YVES RODENAY</p>	<p>300,00 \$</p> <p>1 463,00 \$</p> <p>525,00 \$</p>

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	COMITÉ CONSULTATIF MIS EN PLACE AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES TROIS PREMIÈRES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ÉMISES DANS LE CADRE DE SA VÉRIFICATION PARTICULIÈRE «ATTRIBUTION D'UN CONTRAT DE SERVICE PROFESSIONNELS PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC»	<p>MATHIEU PROULX</p> <p>NICHOLAS FRENETTE BÉLAND</p> <p>DIANE GIRARD *</p> <p>LOUIS SORMANY *</p> <p>LOUIS CORMIER</p> <p>MARIE CHAREST</p> <p>DANIELLE ALLARD</p>	180,00 \$/HEURE

NOTE 1 : LES HONORAIRES VERSÉS SONT POUR LES PERSONNES INDICUÉES PAR UN *, LES AUTRES PARTICIPANTS SONT TOUS JUGES OU EMPLOYÉS DU TAQ.

G.44 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.45 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2016-2017. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2015-2016, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.46 LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.47 INDiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

G.48 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2015-2016 SEULEMENT.

G.49 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2015-2016 SEULEMENT.

G.50 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.51 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.52 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DU PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (FONDS VERT).

G.53 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (FONDS DES RESSOURCES NATURELLES) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.55 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2015-2016 QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D’ORGANISMES PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D’UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L’ORGANISME D’AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L’ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D’UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D’ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L’ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

LE MONTANT INITIAL ET FINAL DES CONTRATS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA](https://seao.ca).

- G.56** CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017 :
- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
 - B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
 - C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTRIBUÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
 - D. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTRIBUÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
-

MINISTÈRE

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L'ANNÉE 2015-2016 S'ÉLÈVE À 43 153,5 K\$ (INCLUANT LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS ACCÈS JUSTICE).
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

FONDS DES REGISTRES

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L'ANNÉE 2015-2016 S'ÉLÈVE À 15 846,2 K\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. TOUTES LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE SONT ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L'ANNÉE 2015-2016 S'ÉLÈVE À 1 084,2 K\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. 1 314 600 \$
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A.

	CAPITALISABLE	OPÉRATIONS	TOTAL
ENCADREMENT	0,0 k\$	613,5 k\$	613,5 k\$
CONTINUITÉ	315,0 k\$	5 093,4 k\$	5 408,4 k\$
PROJET	1 859,3 k\$	100,0 k\$	1 959,3 k\$
TOTAL	2 174,3 k\$	5 806,9 k\$	7 981,2 k\$

- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

- A. LA DÉPENSE TOTALE EN INFORMATIQUE POUR 2015-2016 PRÉVUE AU PLAN ANNUEL EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (PARI) 2015-2016 EST DE 1 318 600 \$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))/).
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L’ANNÉE 2015-2016 S’ÉLÈVE À 571,6 k\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L’ANNÉE 2015-2016 S’ÉLÈVE À 3 454,0 k\$.
- B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
(SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/))
- D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

- G.57** **A.** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.
- B.** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, LE MONTAIN TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

B. AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

B. AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

B. AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

B. AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

B. AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

B. AUCUN.

OFFICES DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

B. AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. AUCUN.

G.58 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2015-2016, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE AUX RÉPONSES DES SOUS-QUESTIONS C) ET F) DE LA QUESTION G.15.

- G.59** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :
- A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
 - B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
 - C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
 - D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2015-2016 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2015-2016 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.61** **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2014-2015 ET 2015-2016 EN INDIQUANT POUR CHACUN :**
- A. LE SUJET;
 - B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
 - C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
 - D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.62** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

MINISTÈRE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	448	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	769 865,87 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	30	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	35 219,34 \$
INFORMATION SYSTEMS AUDIT AND CONTROL ASSOCIATION	2	6-79	600,04 \$
ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QUÉBEC [ASIQ] INC.	1	6-79	310,00 \$
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUÉBEC	2	6-79	1 329,02 \$
CCAF-CCVI INC.	1	6-79	250,00 \$
CERCLE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS CERTIFIÉS	1	6-79	150,00 \$
CHAMBERLAND ET GAGNON, EN FIDÉICOMMIS	1	6-79	65,00 \$
GP-QUÉBEC - LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE GESTION DE PROJETS PUBLICS	1	6-79	500,00 \$
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	6-79	200,00 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES - SECTION DE QUÉBEC	3	6-79	325,00 \$
ISACA - QUÉBEC	1	6-79	180,00 \$
ITSMF CANADA	5	6-79	650,00 \$
RECO-QUÉBEC	4	6-79	237,50 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	*	6-79	3 498,17 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	2	6-79	90,00 \$

* COTISATIONS PAYÉES POUR L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 866,56 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	2	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	3 727,70 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	4	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	4 816,80 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 866,56 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	23	DIRECTIVE 6-79	38 609,00\$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC (IMAC)	3	DIRECTIVE 6-79	1 032,00 \$
CANADIAN COUNCIL OF PROVINCIAL CHILD AND YOUTH ADVOCATES	*	DIRECTIVE 6-79	4 000,00 \$
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP/CASHRA)	*	DIRECTIVE 6-79	6 000,00 \$

* COTISATIONS PAYÉES POUR L'ENSEMBLE DE L'ORGANISME

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	450	CONVENTIONS COLLECTIVES DES AVOCATS EN VIGUEUR; ARTICLE 13, 44 ET 46 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES (RLRQ, c.A-14).	769 283,00 \$
ORDRE DES CPA DU QUÉBEC	9	DIRECTIVE 6-79	8 776,00 \$
ORDRE DES CRHAQ	2	DIRECTIVE 6-79	1 159,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	205,00 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	220,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	681	ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES 2010-2015 (ARTICLE 7-6.00)	1 216 496,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	1	ENTENTE DE PRINCIPE CONCERNANT CERTAINS ÉLÉMENTS MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DES AVOCATS ET NOTAIRES 2010-2015	0,00 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	3 000,00 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS (IAP)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	72,00 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS (IAP)	*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	1 579,00 \$
REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	100,00 \$
SOCIÉTÉ DE LA CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	90,00 \$

*COTISATIONS PAYÉES POUR L'ENSEMBLE DE L'ORGANISME

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
COTISATIONS DU BARREAU DU QUÉBEC	2	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	3 763,12 \$

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	13	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	23 645,90 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	220,00 \$
CONSUMERS INTERNATIONAL	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	3 988,80 \$

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	200,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	559,63 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	17	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT.	28 613,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT.	1 179,00 \$
ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC	1	EXIGENCE DU POSTE	948,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	1	EXIGENCE DU POSTE	916,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	58	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	106 684,50 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	1	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	1 179,20 \$
BARREAU DU QUÉBEC	11	LETTRE DU CONEIL DU TRÉSOR AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURTISTES DE L'ÉTAT	17 601,57 \$